



ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE

CONSEIL COMMUNAL DU 17 DÉCEMBRE 2018
GEMEENTERAAD VAN 17 DECEMBER 2018

NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 19:15
Opening van de zitting om 19:15

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

17.12.2018/A/0001 **Communication.**

Mededeling.

17.12.2018/A/0002 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 10 décembre 2018; approbation.**

Après lecture des décisions prises en séance du 10 décembre 2018, le procès-verbal de cette séance est adopté à l'unanimité.

Proces-verbaal van de Gemeenteraad van 10 december 2018; goedkeuring.

Er wordt lezing gegeven van de beslissingen genomen in zitting van 10 december 2018. Het proces-verbaal van deze zitting wordt met éénparigheid van stemmen goedgekeurd.

1 annexe / 1 bijlage
PV 10.12.2018.pdf

17.12.2018/A/0003 **Election des membres du conseil de l'Action sociale.**

Le Conseil communal,

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'action sociale;
Considérant que l'article 12 de cette loi, tel que modifié par l'ordonnance du 26 octobre 2006 de la commission communautaire commune, dispose que l'élection des membres du conseil de l'action sociale a lieu en séance publique un lundi, au plus tôt le deuxième et au plus tard le septième qui suit l'installation du conseil communal tenu de procéder à l'élection du conseil de l'action sociale;
Considérant que, conformément à l'article 6 de la loi du 8 juillet 1976 précitée, le conseil de l'action sociale de notre commune est composé de 11 membres;
Considérant que, conformément à l'article 13 de la loi du 8 juillet 1976, chacun des 29 conseillers communaux dispose de 6 voix;
Vu les actes de présentation au nombre de 12 introduits conformément aux articles 2, 4 et 5 de l'arrêté royal du 22 novembre 1976 relatif à l'élection des membres des conseils des Centres publics locaux d'aide sociale et tel que modifié par l'ordonnance du 26 octobre 2006 :

- Par M. Emir KIR :

- ●
 - M. DISLI Halil, candidat effectif
 - M. SMAHI Mouaad, candidat suppléant
 - Mme BALDASSARRE Elisabetta, candidate suppléante
- ●
 - Mme OZLUCANBAZ Hatice, candidate effective
 - M.SMAHI Mouaad, candidat suppléant
 - Mme BALDASSARRE Elisabetta, candidate suppléante
- ●
 - M. FREMAL Luc, candidat effectif
 - M. SMAHI Mouaad, candidat suppléant
 - Mme BALDASSARRE Elisabetta, candidate suppléante
- ●
 - Mme MARON Véronique, candidate effective
 - M. SMAHI Mouaad, candidat suppléant
 - Mme BALDASSARRE Elisabetta, candidate suppléante
- ●
 - Mme DE RAET Anne Marie, candidate effective
 - M. SMAHI Mouaad, candidat suppléant
 - Mme BALDASSARRE Elisabetta, candidate suppléante
- ●
 - Mme MARA Gabriela, candidate effective
 - M. SMAHI Mouaad, candidat suppléant
 - Mme BALDASSARRE Elisabetta, candidate suppléante
- ●
 - M. BRISAERT Johan, candidat effectif
 - M. SMAHI Mouaad, candidat suppléant
 - Mme BALDASSARRE Elisabetta, candidate suppléante
- ●
 - M. RAMDANI Ilias, candidat effectif
 - M. OBA Sunday Jules, candidat suppléant
 - M. BAYOH Mohamed, candidat suppléant

- Par M. Ahmed MOUHSSIN :

- ●
 - Mme COENEN Marie-Thérèse, candidate effective

- M. LEMAIRE Pascal, candidat suppléant
- Mme MOREIRA OLIVEIRA Adriana, candidate suppléante
- •
- Mme CORVISIER Marie-Christine, candidate effective
 - M. LEMAIRE Pascal, candidat suppléant
 - Mme MOREIRA OLIVEIRA Adriana, candidate suppléante
- •
- M. LEFEVRE Jacques Marcel, candidat effectif
 - M. LEMAIRE Pascal, candidat suppléant
 - Mme MOREIRA OLIVEIRA Adriana, candidate suppléante

- Par M. Thierry BALSAT :

- •
- M. MARSO Hassan, candidat effectif
 - M. EL AMRANI El Mehdi, candidat suppléant

Vu la liste des candidats arrêtée par le Bourgmestre, conformément à l'article 7 de l'arrêté royal précité, sur base desdits actes de présentation et libellée comme suit :
« Ce jour le 3 décembre 2018, à 19 heures, le Bourgmestre, Emir KIR, après avoir examiné si les actes de présentation des candidats répondent aux dispositions des articles 4 et 5 de l'arrêté royal du 22 décembre 1976, arrête la liste des candidats. Les candidats effectifs sont classés par ordre alphabétique ; les candidats suppléants sont placés en regard du membre qu'ils sont appelés à remplacer et dans l'ordre où il sera procédé à cette suppléance. »

NOM ET PRENOM	Date de naissance	Profession	Résidence principale
A. Candidat effectif B. Candidat suppléant(s)			
A. BRISAERT Johan	14/10/1969	Ouvrier	Place Saint-Lazare, 5/14 ét
B. SMAHI Mouaad	13/12/1981	Employé	Rue Bériot, 48/Rdch
B. BALDASSARRE Elisabetta	2/12/1981	Employée	Rue Amédée Lynen, 3/3ét

A. COENEN Marie-Thérèse	12/02/1955	Pensionnée	Rue des Moissons, 17
B. LEMAIRE Pascal	22/03/1983	Informaticien	Place Saint-Lazare, 5/C15
B. MOREIRA OLIVEIRA Adriana	16/02/1958	Monteuse	Rue Gillon, 44
A. CORVISIER Marie-Christine	10/01/1957	Employée	Rue Saint-Alphonse, 44
B. LEMAIRE Pascal	22/03/1983	Informaticien	Place Saint-Lazare, 5/C15
B. MOREIRA OLIVEIRA Adriana	16/02/1958	Monteuse	Rue Gillon, 44
A. DE RAET Anne-Marie	20/12/1955	Enseignante	Rue de la Pacification, 1
B. SMAHI Mouaad	13/12/1981	Employé	Rue Bériot, 48/Rdch
B. BALDASSARRE Elisabetta	2/12/1981	Employée	Rue Amédée Lynen, 3/
A. DISLI Halil	10/10/1963	Ouvrier	Rue Tiberghien, 32
B. SMAHI Mouaad	13/12/1981	Employé	Rue Bériot, 48/Rdch
B. BALDASSARRE Elisabetta	2/12/1981	Employée	Rue Amédée Lynen, 3/3 ét
A. FREMAL Luc	8/12/1958	Cadre	Rue Georges Mathéus, 5/7
B. SMAHI Mouaad	13/12/1981	Employé	Rue Bériot, 48/Rdch
B. BALDASSARRE Elisabetta	2/12/1981	Employée	Rue Amédée Lynen, 3/3 ét

A. LEFEVRE Jacques Marcel	12/05/1944	Retraité	Rue de la Cible, 3/bte 9
B. LEMAIRE Pascal	22/03/1983	Informaticien	Place Saint-Lazare, 5/C15
B. MOREIRA OLIVEIRA Adriana	16/02/1958	Monteuse	Rue Gillon, 44
A. MARA Gabriella	5/05/1978	Chef de projet	Rue du Progrès, 19/1
B. SMAHI Mouaad	13/12/1981	Employé	Rue Bériot, 48/Rdch
B. BALDASSARRE Elisabetta	2/12/1981	Employée	Rue Amédée Lynen, 3/3 ét
A. MARON Véronique	20/04/1960	Enseignante retraîtée	Rue de l'Ascension, 32
B. SMAHI Mouaad	13/12/1981	Employé	Rue Bériot, 48/Rdch
B. BALDASSARRE Elisabetta	2/12/1981	Employée	Rue Amédée Lynen, 3/3 ét
A. MARSO Hassan	1/12/1958	Mécanicien	Rue G. de Bouillon, 20/0002
B. EL AMRANI El Mehdi	3/02/1953	Pensionné	Rue du Vallon, 17/50
A. OZLUCANBAZ Hatice	17/08/1976	Infirmière	Rue Verte, 39
B. SMAHI Mouaad	13/12/1981	Employé	Rue Bériot, 48/Rdch
B. BALDASSARRE Elisabetta	2/12/1981	Employée	Rue Amédée Lynen, 3/3 ét

A. RAMDANI Ilias	1/09/1975	Employé	Rue de l'Union, 12/4
B. OBA Sunday Jules	24/12/1984	Technicien en bâtiment	Place Saint-Josse, 1/3éb3
B. BAYOH Mohamed	7/01/1985	Sans profession	Rue des Deux-Tours, 18/Rdch

Ainsi fait en date de dessus.

Les actes de présentation et la liste des candidats sont déposés au Secrétariat communal le jour auquel est envoyée la convocation. Les élus peuvent en prendre connaissance pendant les heures de service.

Un exemplaire de cette liste de candidats sera annexé à la lettre qui convoque les conseillers communaux à la réunion pendant laquelle l'élection aura lieu. »

Constate que Mme/MM. et
, conseillers communaux, assistent le
 Bourgmestre lors des opérations du scrutin et du dépouillement;
 Procède, en séance publique et au scrutin secret, à l'élection des membres effectifs et de
 leurs suppléants du conseil de l'aide sociale.

Il y a 29 votants ayant reçu chacun 6 bulletins.

174 bulletins ont été retirés de l'urne.

Le dépouillement de ces bulletins donne le résultat suivant :

.... bulletins nuls;

..... bulletins blanc;

.... bulletins valables.

Les suffrages exprimés sur ces bulletins valables sont attribués comme suit :

Nom et prénom des candidats-membres effectifs	Nombre de voix obtenues
BRISAERT Johan	
COENEN Marie-Thérèse	
CORVISIER Marie-Christine	
DE RAET Anne-Marie	
DISLI Halil	
FREMAL Luc	
LEFEVRE Jacques Marcel	

MARA Gabriella	
MARON Véronique	
MARSO Hassan	
OZLUCANBAZ Hatice	
RAMDANI Ilias	

Constate que les votes ont été émis en faveur de candidats-membres effectifs régulièrement présentés.

Constate que 11 candidats-membres effectifs ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages sont élus.

~~Constate que ...candidats-membres effectifs en raison d'une parité de voix doivent être départagés conformément à l'article 15 de la loi du 8 juillet 1976.~~

-

-

Par conséquent, le Bourgmestre constate que :

sont élus membres effectifs du Conseil de l'action sociale :	les candidats, présentés comme suppléants pour chaque membre effectif élu mentionné en regard, sont, de plein droit et dans l'ordre de l'acte de présentation, les suppléants de ces membres effectifs élus
1.	
2.	
3.	
4.	
5.	
6.	
7.	
8.	
9.	
10.	
11.	

Constate que les conditions d'éligibilité sont réunies par les 11 candidats-membres effectifs élus et les candidats suppléants de plein droit, de ces 11 candidats membres-effectifs élus.

Le Bourgmestre, en constatant les élus membres effectifs du Conseil de l'aide sociale ainsi que leurs suppléants, proclame le résultat de l'élection en séance publique, tel que spécifié par l'article 11, § 2 de la loi du 8 juillet 1976 et l'article 14 de l'arrêté royal du 22 novembre 1976.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire au Collège juridictionnel de la Région de Bruxelles-Capitale.

Verkiezing van de leden van de raad voor Maatschappelijk Welzijn.

De Gemeenteraad,

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976, betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

Overwegende dat artikel 12 van deze wet, zoals gewijzigd door de ordonnantie van 26 oktober 2006 van de gemeenschappelijke gemeenschapscommissie, bepaalt dat de verkiezing van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn in openbare vergadering plaats heeft, op een maandag, ten vroegste de tweede en uiterlijk de zevende volgend op de installatie van de gemeenteraad die tot de verkiezing van de raad voor maatschappelijk welzijn moet overgaan;

Overwegende dat de raad voor maatschappelijk welzijn van onze gemeente overeenkomstig artikel 6 van de wet van 8 juli 1976, samengesteld is uit 11 leden;

Overwegende dat elke van de 29 gemeenteraadsleden, overeenkomstig artikel 13 van wet van 8 juli 1976, beschikt over 6 stemmen;

Gelet op de voordrachtakten ten getale van 12 ingediend overeenkomstig de artikelen 2, 4 en 5 van het koninklijk besluit van 22 november 1976 betreffende de verkiezing van de leden van de raden der plaatselijke openbare centra voor maatschappelijk welzijn, zoals gewijzigd door de ordonnantie van 26 oktober 2006 :

- Door Dhr. Emir KIR :

- ●
 - Dhr. DISLI Halil, kandidaat werkend lid
 - M. SMAHI Mouaad, kandidaat opvolger
 - Mme BALDASSARRE Elisabetta, kandidaat opvolger
- ●
 - Mme OZLUCANBAZ Hatice, kandidaat werkend lid
 - M.SMAHI Mouaad, kandidaat opvolger
 - Mme BALDASSARRE Elisabetta, kandidaat opvolger
- ●
 - M. FREMAL Luc, kandidaat werkend lid
 - M. SMAHI Mouaad, kandidaat opvolger
 - Mme BALDASSARRE Elisabetta, kandidaat opvolger
- ●
 - Mme MARON Véronique, kandidaat werkend lid

- M. SMAHI Mouaad, kandidaat opvolger
 - Mme BALDASSARRE Elisabetta, kandidaat opvolger
 - •
 - Mme DE RAET Anne Marie, kandidaat werkend lid
 - M. SMAHI Mouaad, kandidaat opvolger
 - Mme BALDASSARRE Elisabetta, kandidaat opvolger
 - •
 - Mme MARA Gabriela, kandidaat werkend lid
 - M. SMAHI Mouaad, kandidaat opvolger
 - Mme BALDASSARRE Elisabetta, kandidaat opvolger
 - •
 - M. BRISAERT Johan, kandidaat werkend lid
 - M. SMAHI Mouaad, kandidaat opvolger
 - Mme BALDASSARRE Elisabetta, kandidaat opvolger
 - •
 - M. RAMDANI Ilias, kandidaat werkend lid
 - M. OBA Sunday Jules, kandidaat opvolger
 - M. BAYOH Mohamed, kandidaat opvolger
- Door Dhr. Ahmed MOUHSSIN :
- •
 - Mme COENEN Marie-Thérèse, kandidaat werkend lid
 - M. LEMAIRE Pascal, kandidaat opvolger
 - Mme MOREIRA OLIVEIRA Adriana, kandidaat opvolger
 - •
 - Mme CORVISIER Marie-Christine, kandidaat werkend lid
 - M. LEMAIRE Pascal, kandidaat opvolger
 - Mme MOREIRA OLIVEIRA Adriana, kandidaat opvolger
 - •
 - M. LEFEVRE Jacques Marcel, kandidaat werkend lid
 - M. LEMAIRE Pascal, kandidaat opvolger
 - Mme MOREIRA OLIVEIRA Adriana, kandidaat opvolger
- Door Dhr. Thierry BALSAT :
- •
 - M. MARSO Hassan, kandidaat werkend lid
 - M. EL AMRANI El Mehdi, kandidaat opvolger

Gelet op de kandidatenlijst door de Burgemeester opgemaakt, overeenkomstig artikel 7 van het voornoemd koninklijk besluit, op grond van gezegde voordrachtakten en luidend als volgt :

“Heden, 3 december 2018, om 19 uur, is door ons, de Burgemeester Emir KIR, overgegaan tot het opmaken van de kandidatenlijst voor de verkiezing van de leden van de raad voor Maatschappelijk Welzijn. Na te hebben onderzocht of de voordrachtakten voldoen aan de bepalingen van de artikelen 4 en 5 van het Koninklijk Besluit van 22 december 1976 sluiten wij de kandidatenlijst af en rangschikken de kandidaten in alfabetische volgorde.

De kandidaat-opvolgers worden opgenomen onder elke kandidaat-werkend lid in de volgorde waarin zij voor opvolging in aanmerking komen.

NAAM EN VOORNAAM A. Kandidaat werkend lid B. Kandidaat-opvolger	Geboortedatum	Beroep	Hoofdverblijf
A. BRISAERT Johan	14/10/1969	Arbeider	Sint-Lazarusplein, 5/14vd.
B. SMAHI Mouaad	13/12/1981	Bediende	De Bériotstraat, 48/gel.vl.
B. BALDASSARRE Elisabetta	2/12/1981	Bediende	Amédée Lynenstraat, 3vd.
A. COENEN Marie-Thérèse	12/02/1955	Gepensioneerde	Oogststraat, 17
B. LEMAIRE Pascal	22/03/1983	Informaticus	Sint-Lazarusplein, 5/C15
B. MOREIRA OLIVEIRA Adriana	16/02/1958	Monteuse	Gillonstraat, 44
A. CORVISIER Marie-Christine	10/01/1957	Bediende	Rue Saint-Alphonse, 44
B. LEMAIRE Pascal	22/03/1983	Informaticus	Sint-Lazarusplein, 5/C15
B. MOREIRA OLIVEIRA Adriana	16/02/1958	Monteuse	Gillonstraat, 44

A. DE RAET Anne-Marie	20/12/1955	Onderwijzeres	Pacificatiestraat, 1/0002
B. SMAHI Mouaad	13/12/1981	Bediende	De Bériotstraat, 48/ gel.vl.
B. BALDASSARRE Elisabetta	2/12/1981	Bediende	Amédée Lynenstraat, 3
A. DISLI Halil	10/10/1963	Arbeider	Tiberghienstraat, 32
B. SMAHI Mouaad	13/12/1981	Bediende	De Bériotstraat, 48/ gel.vl.
B. BALDASSARRE Elisabetta	2/12/1981	Bediende	Amédée Lynenstraat, 3/3vd.
A. FREMAL Luc	8/12/1958	Kaderlid	Georges Mathéusstraat, 5/7
B. SMAHI Mouaad	13/12/1981	Bediende	De Bériotstraat, 48/ gel.vl.
B. BALDASSARRE Elisabetta	2/12/1981	Bediende	Amédée Lynenstraat, 3/3vd.
A. LEFEVRE Jacques Marcel	12/05/1944	Gepensioneerde	Schietschijfstraat, 3/bus 9
B. LEMAIRE Pascal	22/03/1983	Informaticus	Sint-Lazarusplein, 5/C15
B. MOREIRA OLIVEIRA Adriana	16/02/1958	Monteuse	Gillonstraat, 44
A. MARA Gabriella	5/05/1978	Projectleidster	Vooruitgangstraat, 19/1
B. SMAHI Mouaad	13/12/1981	Bediende	De Bériotstraat, 48/ gel.vl.
B. BALDASSARRE Elisabetta	2/12/1981	Bediende	Amédée Lynenstraat, 3/3vd.

A. MARON Véronique	20/04/1960	Gepensioneerde onderwijzeres	Bergopstraat, 32
B. SMAHI Mouaad	13/12/1981	Bediende	De Bériotstraat, 48/ gel.vl.
B. BALDASSARRE Elisabetta	2/12/1981	Bediende	Amédée Lynenstraat, 3/3vd.
A. MARSO Hassan	1/12/1958	Mecanicien	G. van Bouillonstraat, 20/0002
B. EL AMRANI El Mehdi	3/02/1953	Gepensioneerde	Kleine Dalstraat, 17/50
A. OZLUCANBAZ Hatice	17/08/1976	Verpleegster	Groenstraat, 39
B. SMAHI Mouaad	13/12/1981	Bediende	De Bériotstraat, 48/ gel.vl.
B. BALDASSARRE Elisabetta	2/12/1981	Bediende	Amédée Lynenstraat, 3/3vd.
A. RAMDANI Ilias	1/09/1975	Bediende	Verbondstraat, 12/4
B. OBA Sunday Jules	24/12/1984	Technieker in gebouwen	Sint-Joostplaats, 1/3éb3
B. BAYOH Mohamed	7/01/1985	Zonder beroep	Twee-Torenstraat, 18/gel.vl.

Zoals gedaan op de hierboven vermelde datum

De akten van voordracht en de lijst van de kandidaten zijn neergelegd op het gemeentesecretariaat op de dag dat de uitnodiging is verstuurd. De verkozenen kunnen er kennis van nemen tijdens de diensturen.

Een exemplaar van deze lijst met kandidaten is gevoegd bij de brief die de gemeenteraadsleden uitnodigt voor de vergadering tijdens dewelke de verkiezing zal gehouden worden.”

Stelt vast dat de Mevr / Dhr. en
....., gemeenteraadsleden, de Burgemeester bijstaan bij de
verrichtingen van de stemming en van de stemopneming;

Gaat in openbare vergadering en bij geheime stemming over tot de verkiezing van de
werkende leden en hun opvolgers van de raad voor maatschappelijk welzijn.

29 raadsleden nemen deel aan de stemming en ontvangen ieder 6 stembiljetten.

174 stembiljetten werden in de stembus aangetroffen.

De stemopneming van deze biljetten geeft volgend resultaat :

... nietige stembiljetten;

....blanco stembiljet;

.....geldige stembiljetten.

De op dezegeldige stembiljetten uitgebrachte stemmen werden toegekend als volgt :

Naam en voornaam van de kandidaten-werkende leden	Aantal bekomen stemmen
BRISAERT Johan	
COENEN Marie-Thérèse	
CORVISIER Marie-Christine	
DE RAET Anne-Marie	
DISLI Halil	
FREMAL Luc	
LEFEVRE Jacques Marcel	
MARA Gabriella	
MARON Véronique	
MARSO Hassan	
OZLUCANBAZ Hatice	
RAMDANI Ilias	

Stelt vast dat de stemmen werden uitgebracht op naam van regelmatig voorgedragen kandidaten-werkende leden.

Stelt vast dat 11 kandidaten-werkende leden, die het grootste aantal stemmen hebben bekomen, verkozen worden.

~~Stelt vast dat tussen ... kandidaten-werkende leden wegens pariteit van de stemmen een keuze moet worden gedaan overeenkomstig artikel 15 van de wet van 8 juli 1976.~~

-

-

-

Bijgevolg stelt de Burgemeester vast dat :

verkozen zijn tot werkende leden van de Raad van maatschappelijk welzijn :	de kandidaten, die als opvolgers voor elk hierna vermeld verkozen werkend lid werden voorgedragen, van rechtswege en in de volgorde van de voordrachtakte de opvolgers zijn van deze verkozen werkende leden
--	--

1.	
2.	
3.	
4.	
5.	
6.	
7.	
8.	
9.	
10.	
11.	

Stelt vast dat de verkiesbaarheidsvoorwaarden vervuld zijn door de 11 verkozen kandidaten-werkende leden en dekandidaten, van rechtswege de opvolgers van deze 11 verkozen kandidatenwerkende leden.

Na vaststelling van de verkozen werkende leden van de Raad voor maatschappelijk welzijn alsook van hun opvolgers, kondigt de Burgemeester, in openbare zitting, de uitslag van de verkiezing af zoals voorzien bij artikel 11, § 2 van de wet van 8 juli 1976 en artikel 14 van het koninklijk besluit van 22 november 1976.

Deze beraadslaging zal in twee exemplaren overgemaakt worden aan het Jurisdictioneel College van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

5 annexes / 5 bijlagen

Candi CPAS ECOLO-GROEN.pdf, Lijst kandidaten OCMW.pdf, Candi CPAS - LC.pdf, Liste cand conseil CPAS.pdf, Candi CPAS - LB.pdf

17.12.2018/A/0004 **Ordonnance sur la transparence des rémunérations et des avantages des mandataires publics bruxellois.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 4 § 1er de l'ordonnance conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois du 14 décembre 2017;

Arrête :

Article 1er : Les membres du Collège des Bourgmestre et Echevins et les membres du Conseil ne bénéficient d'aucun avantage de quelque nature que ce soit en dehors du libre parcours STIB;

Article 2 : Il est mis à la disposition des Bourgmestre et Echevins les outils de travail suivants :

a) un cabinet de travail équipé, outre les meubles meublants, le matériel de bureau courant en ce

compris un téléphone fixe;

b) un forfait trimestriel de 892,44 € pour le Bourgmestre et de 446,22 € pour les Echevins, au prorata des frais de déplacements et de représentation dûment justifiés;

c) un téléphone portable dont les abonnements voice et data ainsi que les communications sont pris en charge par la Commune, à concurrence d'un montant total mensuel de 200,00 € tvac pour le Bourgmestre et de 150,00 € pour les Echevins;

d) un ordinateur fixe ou portable avec connexion internet au cabinet de travail;

e) une tablette avec abonnement data;

f) deux véhicules destinés aux déplacements professionnels, qui sont également utilisés par les services de l'administration centrale;

Article 3 : Conformément à l'article 12 de la nouvelle loi communale, les Conseillers communaux perçoivent un jeton de présence lorsqu'ils assistent aux réunions du Conseil communal et aux réunions des commissions dont ils sont membres, calculé conformément à la délibération du Conseil communal du 27 mars 2002;

Article 4 : Le présent règlement entre en vigueur le 1er décembre 2018 et reste valable jusqu'à la fin de la présente législature.

Ordonnantie betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen.

De Gemeenteraad,

Gelet op de artikel 4 § 1 van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen van 14 december 2017;

Besluit :

Artikel 1 : De leden van het College van Burgemeester en Schepenen, en de gemeenteraadsleden, genieten van geen voordelen, in welke vorm dan ook, behoudens het gratis abonnement van de MIVB;

Artikel 2 : Volgende werkmiddelen worden ter beschikking gesteld van de Burgemeester en de Schepenen :

a) een uitgerust werkkabinet, waartoe ook, samen met het meubilair, het gewone kantoor materiaal en een vaste telefoon behoren;

b) een trimestrieel forfaitair bedrag van 892,44 € voor de Burgemeester en van 446,22 € voor de Schepenen, teneinde de verantwoorde verplaatsingen en de representatiekosten te vergoeden;

c) een draagbare telefoon waarvan de abonnementen voice en data en de communicatiekosten ten laste vallen van de gemeente, voor een maandelijks bedrag van maximum 200,00 € btw incl. voor de Burgemeester en 150,00 € voor de Schepenen;

- d) een draagbare of vaste computer met een internetaansluiting in het werkkabinet;
- e) een tablet met een data-abonnement;
- f) twee wagens bestemd voor professionele verplaatsingen, die eveneens door de diensten van het centraal bestuur worden gebruikt;

Artikel 3 : Conform artikel 12 van de nieuwe gemeentewet, ontvangen de gemeenteraadsleden presentiegeld wanneer zij deelnemen aan gemeenteraads- en commissievergaderingen waarvan zij lid zijn. Deze gelden worden berekend conform het raadsbesluit van 27 maart 2002;

Artikel 4 : Het huidig reglement zal in voege treden op 1ste december 2018 en blijft geldig tot het einde van huidige legislatuur.

4 annexes / 4 bijlagen

Délibération 2002.03.27 Montant jeton présence.pdf, Ordonnance Ordonnantie

14.12.2017.pdf, Délibération 2012.12.12 FR.pdf, Délibération 2012.12.12 NL.pdf

17.12.2018/A/0005 **Nomination à l'essai du personnel communal non enseignant; délégation de pouvoir au Collège.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale;

Vu sa délibération du 5 avril 2000, par laquelle le Conseil a arrêté le règlement sur le recrutement et l'avancement du personnel communal non enseignant, modifié une dernière fois en séance du 24 novembre 2004;

Attendu que le règlement précité prévoit que la nomination à l'essai est conférée par le Conseil communal qui peut déléguer une partie de cette compétence au Collège échevinal, sauf en ce qui concerne les fonctionnaires légaux;

Vu la délibération du 12 décembre 2012, par laquelle le Conseil a renouvelé, pour un terme expirant le 31 décembre 2018, les délégations données au Collège pour la nomination des agents communaux dont les grades sont inférieurs à celui de secrétaire d'administration;

Attendu que les délibérations relatives à la nomination à l'essai du personnel communal non enseignant et les documents y afférents doivent être transmis aux autorités de tutelle et qu'il convient d'être en possession des documents permettant de les officialiser;

Décide :

de donner délégation au Collège échevinal, du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2024, pour la nomination à l'essai du personnel communal non enseignant, sauf en ce qui concerne les fonctionnaires légaux et les agents communaux dont les grades sont équivalents ou supérieurs au grade de secrétaire d'administration.

Tijdelijke benoeming van het gemeentelijk niet onderwijzend personeel; machtsoverdracht aan het College.

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 5 april 2000 waarbij de Raad het reglement op de aanwerving en de benoeming van het gemeentelijk niet onderwijzend personeel besluit, gewijzigd in haar zitting van 24 november 2004;

Overwegend dat voornoemd reglement voorziet dat de tijdelijke benoeming besproken wordt door de Gemeenteraad, die een deel van deze bevoegdheid aan het schepencollege mag overdragen, behalve voor wat betreft de wettelijke ambtenaren; Gelet op de beraadslaging van 12 december 2012 waarbij de Raad voor een periode eindigend op 31 december 2018, de aan het College gegeven overdrachten vernieuwd heeft voor de benoeming van de gemeenteambtenaren waarvan de graden lager zijn dan die van de bestuurssecretaris;

Overwegend dat de beraadslagingen betreffende de tijdelijke benoeming van het gemeentelijk niet onderwijzend personeel en de documenten die er bij behoren moeten overgebracht worden aan de toezichthoudende overheden en dat het wenselijk is dat men in het bezit moet zijn van deze documenten teneinde ze te officialiseren;

Beslist :

volmacht aan het Schepencollege te geven, van 1 januari 2019 tot 31 december 2024, voor de tijdelijke benoeming van het gemeentelijk niet onderwijzend personeel met uitzondering voor de wettelijke ambtenaren en de gemeenteambtenaren waarvan de graden gelijk of hoger zijn dan die van de bestuurssecretaris.

17.12.2018/A/0006 **Marché publics de travaux, de fournitures et de services; dispositions légales ;
délégation de pouvoirs.**

Mesdames, Messieurs,

Par votre délibération du 12 décembre 2012, vous avez délégué vos pouvoirs au Collège échevinal jusqu'au 31 décembre 2018 pour choisir le mode de passation de marchés publics de travaux, de fournitures et de services relatifs à la gestion journalière de la Commune et pour en fixer les conditions dans les limites des crédits inscrits à cet effet au budget ordinaire.

Entre-temps, notamment suite à la jurisprudence, la législation en la matière a évolué. Ainsi, nous nous permettons de vous signaler que l'article 234 modifié de la Nouvelle Loi Communale prévoyant cette délégation est rédigé comme suit : « Par. 1er. - Le conseil communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des contrats de concession et en fixe les conditions.

...

Par. 4. - Le conseil communal peut déléguer le pouvoir visé au premier paragraphe au collège des bourgmestre et échevins, au secrétaire communal ou à un autre fonctionnaire nommément désigné, pour les dépenses relevant du budget ordinaire. ... » Dans le but de conserver une procédure accélérée et plus souple dans le domaine des marchés en cause, nous avons l'honneur de vous proposer, Mesdames, Messieurs, de renouveler cette délégation de pouvoirs au Collège des Bourgmestre et Echevins prévue par l'article 234 § 4 alinéa 1 de la Nouvelle Loi Communale jusqu'au 31 décembre 2024 et d'adopter en conséquence la délibération ci-après :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu les lois et arrêtés relatifs aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services ;

Vu les dispositions de l'article 234 de la Nouvelle Loi Communale ;

ARRETE :

- délégation de pouvoirs est accordée jusqu'au 31 décembre 2024 au Collège des Bourgmestre et Echevins pour choisir la procédure de passation des marchés publics et des contrats de concession et en fixe les conditions pour les dépenses relevant du budget ordinaire.

**Overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;
wettelijke bepalingen; overdracht van de bevoegdheden.**

Mevrouwen, Mijne Heren,

Door uw besluit van 12 december 2012, heeft u aan het Schepencollege overdracht van de bevoegdheden verleend, tot 31 december 2018, om de wijze van gunning van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten met betrekking op het dagelijks beheer van de gemeente en de voorwaarden ervan vast te stellen, binnen de perken van de kredieten die, te dien einde, op de gewone begroting voorkomen.

Ondertussen, met name ingevolge de rechtspraak, is de wetgeving in deze materie geëvolueerd.

Aldus, herinneren wij u eraan dat gewijzigd artikel 234 van de Nieuwe gemeentewet dat deze macht overdracht voorziet als volgt luidt : « Par. 1. - De gemeenteraad kiest de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund en stelt de voorwaarden ervan vast.

...

Par. 4. - De gemeenteraad kan de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid overdragen aan het college van burgemeester en schepenen, aan de gemeentesecretaris of aan een andere bij naam aangewezen ambtenaar, voor de uitgaven die vallen onder de gewone begroting. ... ».

Om een snellere en soepelere werkwijze op het gebied van de betrokken overheidsopdrachten te behouden, hebben wij de eer, Mevrouwen, Mijne Heren, u voor te stellen deze door artikel 234 §4 1ste lid van de Nieuwe gemeentewet voorziene machtsoverdracht aan het College van Burgemeester en Schepenen te verlengen tot 31 december 2024 en daartoe de volgende beraadslaging te treffen :

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de wetten en besluiten betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Rekening houdende met de bepalingen van artikel 234 van de Nieuwe gemeentewet;

BESLUIT :

- overdracht van de bevoegdheden wordt verleend tot en met 31 december 2024 aan het College van Burgemeester en Schepenen om de wijze van de procedure te kiezen volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund en stelt de voorwaarden ervan vast voor de uitgaven die vallen onder de gewone begroting.

17.12.2018/A/0007 **Subvention spéciale de la Région de Bruxelles-Capitale en faveur des communes en application de l'Ordonnance du 13 février 2003; Approbation de la Convention 2018.**

Mesdames, Messieurs,

En date du 19 juillet 2018, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a pris un Arrêté visant à octroyer aux communes bruxelloises une subvention spéciale dans le cadre de l'Ordonnance du 13 février 2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Cette subvention spéciale d'un montant de 43.834,95 € pour Saint-Josse-ten-Noode vise à soutenir la prise en charge par les communes au travers de leur CPAS des frais liés à l'aide aux personnes migrantes, aux personnes sans-abris, aux personnes dites « roms » et aux gens du voyage.

Afin de pouvoir obtenir cette subvention, la Région nous invite à signer la convention dont vous trouverez une copie en annexe.

Bijzondere subsidie van het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest aan de gemeenten bij toepassing van de Ordonnantie van 13 februari 2003; Goedkeuring van de overeenkomst 2018.

Mevrouwen, Mijne Heren,

In datum van 19 juli 2018, heeft de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een Besluit voor de toekenning aan de Brusselse gemeenten van een bijzondere subsidie in het kader van de Ordonnantie van 13 februari 2003 houdende de toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Deze bijzondere subsidie ter hoogte van 43.834,95 € voor Sint-Joost-ten-Node heeft tot doel de kosten te ondersteunen ten laste van de gemeenten via hun OCMW's dit verbonden zijn aan het verlenen van bijstand aan migranten, daklozen, de zogenaamde « roma » en woonwagenbewoners.

Om van deze betoelaging te bekomen, nodigt het Gewest ons uit de hierbijgevoegde overeenkomst te tekenen.

3 annexes / 3 bijlagen

180907-SUBV SPEC-SJO-notif subs 2018.pdf, AGRBC-180719-Subv ROM-2018.pdf, Subs ROM-2018-ConventionsFR-NL-S.pdf

17.12.2018/A/0008 **Budget communal pour l'exercice 2019; douzièmes provisoires n°1.**

L'ordre du jour appelle l'examen du rapport suivant du Collège :
Saint-Josse-ten-Noode, le 27 novembre 2018

Mesdames, Messieurs,

L'état actuel des travaux d'élaboration du budget pour l'exercice 2019 ne nous permet pas de vous présenter ce document.

Dès lors, afin d'assurer le paiement des dépenses émergeant au budget ordinaire de l'exercice 2019, il est indispensable que trois douzièmes provisoires soient mis à la disposition du Collège échevinal.

En conséquence, en application de l'article 14 de l'arrêté du 2 août 1990 portant règlement général sur la comptabilité communale, nous avons l'honneur, Mesdames, Messieurs, de vous proposer de voter trois douzièmes provisoires pour les mois de janvier, février et mars 2019.

Gemeentelijke begroting voor het dienstjaar 2019; voorlopige twaalfden nr1.

Volgens de dagorde dient volgend Collegeverslag onderzocht :

Sint-Joost-ten-Node, 27 november 2018

Mevrouwen, Mijne Heren,

De huidige staat der werken met het oog op het opstellen van de begroting voor het dienstjaar 2019, laat ons nog niet toe U dit document voor te leggen.

Dus, opdat we de betalingen van de gewone uitgaven betreffende het dienstjaar 2019 zouden kunnen verder uitvoeren, is het onontbeerlijk dat drie voorlopige twaalfden zouden ter beschikking gesteld worden van het Schepencollege.

Bijgevolg, bij toepassing van artikel 14 van het koninklijke besluit van 2 augustus 1990 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke boekhouding, hebben wij de eer U voor te stellen drie voorlopige twaalfden te stemmen voor de maanden januari, februari en maart 2019.

17.12.2018/A/0009 Taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques pour l'exercice 2019.

Mesdames et Messieurs,

En 2018, le taux de la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques s'élevait à 6,5%.

Pour l'exercice 2019, nous vous proposons de fixer la taxe à 6,5 % de la partie calculée conformément aux articles 466 et 466bis du Code des Impôts sur les Revenus 1992 (comme stipulé à l'article 468 du Code des Impôts sur les Revenus 1992), de l'impôt des personnes physiques dû à l'État pour le même exercice.

Aanvullende gemeentebelasting op de persoonsbelasting voor het dienstjaar 2019.

Mevrouwen, Mijne Heren,

In 2018 bedroeg de aanslagvoet van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting 6,5%.

Voor het dienstjaar 2019, stellen wij u voor dat de belasting wordt vastgesteld op 6,5% van het volgens artikelen 466 en 466bis van het Wetboek van Inkomstenbelasting van 1992 (zoals gesteld in artikel 468 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992), berekend gedeelte van de aan het Rijk voor hetzelfde dienstjaar verschuldigde personenbelasting.

3 annexes / 3 bijlagen

SPF FIN-IPP-taux-Add Comm 2018.pdf, Communes RBC-Comparaison-IPP-PRI-2018.pdf, N CBE 181029-IPP 2019-NI.pdf

17.12.2018/A/0010 **Centimes additionnels communaux au précompte immobilier pour l'exercice 2019.**

Mesdames et Messieurs,

En 2018, le nombre des centimes additionnels communaux au précompte immobilier s'élevait à 2980.

Pour l'exercice 2019, nous vous proposons de maintenir le nombre des centimes additionnels communaux au précompte immobilier à **2980**.

Gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing voor het dienstjaar 2019.

Mevrouwen, Mijne Heren,

In 2018 bedroeg het aantal gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing 2980.

Wij stellen u voor om het aantal gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing voor het dienstjaar 2019 te behouden op **2980**.

2 annexes / 2 bijlagen

N CBE 181029 MAJ 181030-PRI-2019-NI.pdf, Communes RBC-Comparaison-IPP-PRI-2018.pdf

17.12.2018/A/0011 **Centimes additionnels à la taxe sur les établissements d'hébergement touristique; renouvellement pour l'exercice 2019.**

Le Conseil,

Vu l'article 170, §4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'Ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 13 ;

Vu l'Ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale, chapitres III, IV, V, VI, VII et VIII du Titre I et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la Commune se doit d'obtenir des recettes afin de se procurer les ressources nécessaires en vue du financement des dépenses de sa politique générale et le financement de ses missions de service public ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins ;

Décide :

Article 1 : Il est établi, au profit de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, pour l'exercice 2019, 4.384 centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique .

Article 2 : l'établissement et la perception de ces centimes additionnels s'effectueront par les soins du Service public régional de Bruxelles-Fiscalité.

Article 3 : Le présent règlement sera transmis à l'autorité de tutelle et au Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies; hernieuwing voor het dienstjaar 2019.

De Raad,

Gelet op artikel 170, §4 van de Grondwet ;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de Ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies, artikel 13 ;

Gelet op de Ordonnantie van 21 december 2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hoofdstukken III, IV, V, VI, VII et VIII van Titel I en latere wijzigingen ;

Gelet op de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en latere wijzigingen ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht en latere wijzigingen ;

Overwegende dat de gemeente inkomsten moet hebben om zich de nodige middelen te verschaffen om de uitgaven van haar algemeen beleid te financieren en haar opdrachten als openbare dienst te financieren ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Besluit :

Artikel 1 : Er worden voor het aanslagjaar 2019 ten voordele van de Gemeente van Sint-Joost-ten-Node, 4.384 opcentiemen geheven op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies.

Artikel 2 : De vastelling en de inning van deze opcentiemen zullen gebeuren door toedoen van de Gewestelijke overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

Artikel 3 : Deze verordening wordt aan de toezichthoudende overheid en aan de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

6 annexes / 6 bijlagen

DC CC FR 180528-CA HTourist-Dde service BRU-FISC 2019.pdf, C IN BruFisc-180517-CA HTourist-Dde service 2019.pdf, Add TxReg EtsHebergTourist-2019.zip, 180720 circulr budg 2019-plans triennaux 2019-2021 communes.pdf, DC CC NL 180528-CA HTourist-Dde service BRU-FISC 2019.pdf, 180720 omzendbrief begroting 2019-driejaarl plannen 2019-2021 gemeenten.pdf

17.12.2018/A/0012 **Taxe sur les surfaces de bureau; renouvellement et modification du règlement-taxe.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 170, §4, de la Constitution ;

Vu l'article 190 de la Constitution, et les articles 112, 114 et 115 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la Nouvelle Loi communale, et notamment ses articles 117, alinéa 1er et 118, alinéa 1er ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, notamment, ses articles 91 à 94 (partiellement modifiée par la loi du 20 juillet 2006) ;

Vu la loi du 23 mars 1999, relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale, notamment l'article 9, lequel insère dans le Code judiciaire les articles 1385decies et undecies ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 92, notamment les articles 355 à 357 et 370 à 372 modifiés par la loi du 15 mars 1999 ;

Vu l'Arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu la circulaire du 10 mai 2000 du Ministère de l'Intérieur relative à l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 162/ 2007, du 19 décembre 2007 ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications subséquentes ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal en date du 1er septembre 2014 ;

Vu l'article 6 §2 de l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, telle que

modifiée par l'ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la Tutelle administrative tel que modifié par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 novembre 1999 ;

Vu la circulaire du 24 août 1998 relative à l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la circulaire du 20 juillet 2018 émise par Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites et de la Propreté publique, concernant l'élaboration des budgets communaux pour les exercices 2019 à 2021 ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration dans les provinces et les communes, telle que modifiée par celle du 26 juin 2000 ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant que la Commune doit se doter des moyens nécessaires dans le but d'exercer de manière optimale ses missions de service public, notamment, mais pas uniquement, celles prévues par l'article 135 de la Nouvelle loi communale (117-142) ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins auxquels elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que tant la détermination de la matière imposable que des contribuables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale de par la Constitution ; qu'elle dispose en la matière d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ; que l'autorité communale ne peut taxer tout ce qui peut l'être et doit nécessairement faire des choix tant en ce qui concerne les matières imposables que les redevables ;

Considérant que l'existence de surfaces de bureau génère des dépenses supplémentaires pour la Commune au niveau de la sécurité, de la gestion des déchets, de la voirie et de l'infrastructure ;

Considérant que les utilisateurs des surfaces de bureaux établies sur le territoire de la commune de Saint-Josse-ten-Noode peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries et parcs dont l'entretien représente un avantage certain en termes de propreté, de décorations florales ou festives, de sécurité, d'illuminations, etc. ;

Considérant que tous ces avantages constituent une plus-value certaine pour les propriétaires / occupants de bureaux, qui doivent donc contribuer au financement des infrastructures et services communaux mis à leur disposition ;

Considérant que le taux de la taxe sur les bureaux est également justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales, et par un sous-financement des communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Considérant qu'il s'avère justifié de faire une distinction entre les plus petites et les plus grandes surfaces de bureaux dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;
Considérant qu'il convient de poursuivre les efforts d'encouragement à la rénovation de bureaux situés sur le territoire de notre commune tout en évitant la spéculation sur des biens rénovés ayant bénéficié d'une exonération de la taxe ;
Considérant qu'une adaptation de notre règlement aux divers changements législatifs, intervenus dernièrement, s'avère nécessaire ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Échevins ;
Sous réserve de l'approbation du Comité de suivi défini dans l'Ordonnance du 19 juillet 2007 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale;

ARRETE

I. Champ d'application - Durée et Assiette de l'impôt

Article 1. Il est établi au profit de la Commune, à partir de l'exercice 2019 et pour une période de cinq ans, une taxe sur les surfaces de bureaux installées sur le territoire de la commune.

Pour l'application du présent règlement, le terme bureau s'entend de l'espace où, avec un équipement et un mobilier adéquats, l'information est susceptible d'être traitée. L'information peut être contenue non seulement dans des documents, fichiers informatiques, etc., mais également dans des échantillons ou prototypes.

Article 2. L'impôt a pour base la surface de plancher utilisable aux fins définies à l'article 1 du présent règlement.

La surface imposable est la surface brute mentionnée ci-dessus réduite de 10% pour les dégagements et locaux de service.

II. Taux

Article 3. Pour les surfaces inférieures à 250 m², le taux est fixé à 12,50 € par m² de surface imposable et par an.

La taxe est majorée au 1er janvier de chaque année d'un montant de 2,5%, conformément au tableau ci-dessous :

2019 : 12,50 € - 2020 : 12,80 € - 2021 : 13,10 € - 2022 : 13,44 € - 2023 : 13,78 €.

Pour les surfaces supérieures à 250 m² le taux est fixé à 19,00 € par m² de surface imposable et par an.

La taxe est majorée au 1er janvier de chaque année d'un montant de 2,5%, conformément au tableau ci-dessous :

2019 : 19,00 € - 2020 : 19,50 € - 2021 : 20,00 € - 2022 : 20,50 € - 2023 : 21,00 €.

Les 40 premiers mètres carrés de surface brute font l'objet d'un abattement et ne sont pas taxés.

III. Contribuable

Article 4. L'impôt est dû par l'occupant des bureaux. En cas de défaillance de l'occupant, le propriétaire ou tout titulaire d'un droit réel est tenu responsable du paiement de l'impôt.

L'impôt est dû par les personnes de droit public lorsque les surfaces qu'elles occupent sont utilisées dans le cadre de la pratique d'opérations lucratives ou commerciales.

Lorsque les surfaces sont occupées par des personnes de droit public et pour autant qu'elles ne soient pas utilisées dans le cadre de la pratique d'opérations lucratives ou commerciales, l'impôt est dû par le propriétaire des surfaces ou par tout titulaire d'un droit réel sur celles-ci.

Article 5. En cas de cessation ou de début d'occupation de surfaces de bureaux en cours d'exercice, l'impôt est établi sur base du nombre effectif de mois d'occupation.

Tout mois entamé compte en entier.

IV. Exonérations

Article 6. Sont exonérées de l'impôt, les surfaces :

a) servant aux cultes, aux établissements d'enseignement, aux hôpitaux, aux cliniques, aux dispensaires ou œuvres de bienfaisance ;

b) exploitées dans un logement dont l'occupant, y domicilié, exerce une profession d'indépendant ou libérale, lorsqu'elles ne dépassent pas un tiers de la surface totale.

V. Déclaration

Article 7. Pour l'exercice, l'administration fait parvenir au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée, datée et signée avant l'échéance mentionnée. Les contribuables qui n'ont pas reçu la formule sont tenus d'en réclamer une.

La déclaration reste valable jusqu'à révocation expresse par le contribuable.

Article 8. En cas de modification de la base d'imposition, une nouvelle déclaration devra être faite dans les dix jours.

Article 9. En cas de cessation d'activité, en cas de modification de la base imposable, l'article 5 prendra effet dès que l'administration aura été prévenue par écrit par envoi recommandé à la poste.

Article 10. Le redevable est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa déclaration, notamment en fournissant tous documents et renseignements qui lui seraient réclamés à cet effet.

Article 11. A défaut de déclaration ou en cas de déclaration incorrecte, imprécise ou incomplète, l'imposition sera fixée d'office d'après les éléments dont dispose l'administration.

Tout redevable imposé d'office devra, sans préjudice de la taxe due et des intérêts de retard, payer une majoration d'impôt égale à la taxe et, en cas de récidive, égale au double.

VI. Recouvrement

Article 12. Le rôle est dressé et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Échevins. Le montant de la majoration prévue à l'article n°11 sera enrôlée en même temps que la taxe proprement dite.

Article 13. Les montants enrôlés sont payables dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts d'état sur les revenus.

L'avertissement-extrait de rôle sera envoyé au redevable sans frais et sera conforme aux dispositions de l'article 4 §3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales.

Article 14. Les montants enrôlés sont recouverts par le Receveur Communal.

Article 15. A peine de nullité, le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Échevins conformément au règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode en date du 1er septembre 2014.

Cette réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation.

Le réclamant ne doit pas justifier du paiement préalable de la taxe mais la réclamation ne dispense pas de l'obligation de payer la taxe dans le délai prescrit.

Belasting op de kantooppervlakten; hernieuwing en wijziging van het belastingreglement.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 170, §4, van de Grondwet ;

Gelet op artikel 190 van de Grondwet, en de artikelen 112, 114 en 115 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en inzonderheid haar artikelen 117, eerste lid en 118, eerste lid ;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen, met name haar artikelen 91 tot 94 (gedeeltelijk gewijzigd door de wet van 20 juli 2006) ;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken, met name artikel 9, dat in het Gerechtelijk wetboek de artikelen 1385decies en undecies invoert ;

Gelet op de bepalingen van Titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot 10 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 92, met name artikelen 355 tot 357 en 370 tot 372 gewijzigd door de wet van 15 maart 1999 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op de omzendbrief van 10 mei 2000 van de Minister van Binnenlandse Zaken met betrekking tot het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het college van Burgemeester

en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;
Gelet op het vonnis van het Grondwettelijk hof nr. 162/2007, van 19 december 2007 ;
Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en de daarop volgende wijzigingen ;
Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentelijke belastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad op 1 september 2014 ;
Gelet op artikel 6 § 2 van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door de ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;
Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 november 1999 ;
Gelet op de omzendbrief van 24 augustus 1998 betreffende de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;
Gelet op de omzendbrief van 20 juli 2018 uitgebracht door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen en Openbare Netheid, betreffende de uitwerking van de gemeentelijke begrotingen voor dienstjaren 2019 tot 2021 ;
Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van Bestuur in provincies en gemeenten, zoals gewijzigd door de wet van 26 juni 2000 ;
Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat het begrotingsevenwicht oplegt aan de gemeenten ;
Gelet op de financiële situatie van de Gemeente ;
Gelet op het feit dat de Gemeente zich dient te voorzien van de nodige middelen met het oog op de optimale uitoefening van haar taken van openbare dienstverlening, in het bijzonder, maar niet uitsluitend, deze voorzien door artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet (117-142) ;
Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170 §4 van de Grondwet ; dat het haar toekomt in het kader van haar fiscale autonomie om de bases en de grondslag te bepalen van de belastingen, waarvan zij de noodzakelijkheid bepaalt in functie van de behoeften waarin zij meent te moeten voorzien, onder de enige beperking opgelegd door de Grondwet, te weten de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen ; dat onder voorbehoud van de uitzonderingen bepaald door de wet, de gemeentelijke overheid onder het toezicht van de voogdijoverheid de basis kiest van de belastingen die ze heft ;
Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie alsook deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de

gemeentelijke overheid door de Grondwet ; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid, die zij uitoefent, rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften; dat de gemeentelijke overheid niet alles kan belasten wat toegestaan is en noodzakelijker wijze keuzes dient te maken zowel wat de belastbare materie betreft als de belastingplichtigen ;

Overwegende dat het bestaan van kantooroppervlakten voor de Gemeente bijkomende uitgaven inzake veiligheid, het beheer van afval, het wegennet en de infrastructuur veroorzaakt ;

Overwegende dat de gebruikers van de kantooroppervlakten gevestigd op het grondgebied van de gemeente Sint-Joost-ten-Node kunnen genieten van alle gemeentelijke infrastructuren ter beschikking gesteld van de natuurlijke personen, die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van haar wegen en parken waarvan het onderhoud een zeker voordeel biedt op het vlak van netheid, bloem-of feestversiering, veiligheid, verlichting enz ;

Overwegende dat al deze voordelen een onbetwiste meerwaarde vormen voor de kantoor-eigenaren / bezetters, die dus dienen bij te dragen in de financiering van de gemeentelijke infrastructuren en diensten die hen ter beschikking worden gesteld ;

Overwegende dat de grootte van de kantoorbelasting eveneens gerechtvaardigd is omwille van de stijgende lasten die op de gemeentelijke financiën wegen en door de te lage financiering van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Overwegende dat het gerechtvaardigd blijkt om een onderscheid te maken tussen de kleinere en de grotere kantooroppervlakten vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de fiscale last ;

Overwegende dat de inspanningen van aanmoediging tot renovatie van de kantoren gelegen op het grondgebied van onze gemeente dienen te worden verdergezet, waarbij de speculatie op gerenoveerde goederen die hebben kunnen genieten van een vrijstelling van belasting moet worden vermeden ;

Overwegende dat een aanpassing van ons reglement aan de diverse wettelijke veranderingen die onlangs werden ingevoerd, nodig blijkt ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Onder voorbehoud van de goedkeuring van het Opvolgcomité bepaald in de Ordonnantie van 19 juli 2007 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwillkelling van het Brussels hoofdstedelijk Gewest ;

BESLIST

I. Reikwijdte – Duur en belastinggrondslag

Artikel 1. Ten voordele van de Gemeente wordt vanaf het dienstjaar 2019 en voor een periode van vijf jaar een belasting geheven op de kantooroppervlakten ingeplant op het grondgebied van de gemeente.

Voor de toepassing van het huidig reglement dient men onder kantoor te verstaan, de ruimte waar, met behulp van een aangepaste uitrusting en meubilair, informatie wordt verwerkt. De informatie kan niet alleen in documenten, informaticabestanden, enz. vevat zijn, maar eveneens in stalen of prototypen.

Artikel 2. De belasting heeft als basis de vloeroppervlakte, bruikbaar tot de oogmerken vastgelegd in artikel 1 van dit reglement.

De belastbare oppervlakte is de bruto oppervlakte zoals vermeld hierboven verminderd met 10% voor de gangen en dienstlokalen.

II. Aanslagvoet

Artikel 3. Voor ruimtes kleiner dan 250 m², het tarief is vastgesteld op 12,50 € per m² oppervlakte en per jaar.

De belasting wordt vermeerderd op 1 januari van elk jaar voor een bedrag van 2,5 % overeenkomstig onderstaande tabel :

2019 : 12,50 € - 2020 : 12,80 € - 2021 : 13,10 € - 2022 : 13,44 € - 2023 : 13,78 €.

Voor ruimtes groter dan 250 m² , het tarief is vastgesteld op 19,00 m² oppervlakte en per jaar.

De belasting wordt vermeerderd op 1 januari van elk jaar voor een bedrag van 2,5 % overeenkomstig onderstaande tabel :

2019 : 19,00 € - 2020 : 19,50 € - 2021 : 20,00 € - 2022 : 20,50 € - 2023 : 21,00 €.

De eerste 40 vierkante meter bruto oppervlakte maken het voorwerp uit van een aftrek en worden niet belast.

III. Belastingplichtige

Artikel 4. De belasting is verschuldigd door de bezetter van de kantoren. Bij tekortkoming van de bezetter wordt de eigenaar ofwel alle houders van een zakelijk recht verantwoordelijk gesteld voor de betaling van de belasting.

De belasting is verschuldigd door de publiek-rechterlijke personen wanneer de oppervlakten die zij bezetten gebruikt worden in het kader van winstgevende of handelsdoeleinden.

Wanneer de oppervlakten worden bezet door publiek-rechterlijke personen en voor zover deze niet worden gebruikt in het kader van winstgevende of handelsdoeleinden, is de belasting verschuldigd door de eigenaar van de oppervlakten ofwel alle houders van een zakelijk recht.

Artikel 5. In geval van staking of het begin van ingebruikname van de kantooroppervlakten tijdens het dienstjaar, wordt de belasting gevestigd op basis van de effectieve maanden van ingebruikname.

Iedere begonnen maand wordt aangerekend als een volledige maand.

IV. Belastingvrijstellingen

Artikel 6. Zijn vrijgesteld van de belasting, de oppervlakten :

a) dienstig voor erediensten, onderwijsinstellingen, hospitalen, klinieken, dispensaria en werken van liefdadigheid ;

b) uitgebaat in een woning waar de bezetter, er gedomicilieerd, een vrij of zelfstandig beroep uitoefent en wanneer die één derde van de totale oppervlakte niet overtreffen.

V. Aangifte

Artikel 7. Voor het dienstjaar laat de Administratie een aangifteformulier geworden aan de belastingplichtigen, dat door hen behoorlijk ingevuld en ondertekend, voor de erin vermelde vervaldatum, moet worden teruggestuurd.

De belastingplichtigen die geen aangifteformulier ontvangen hebben zijn ertoe gehouden er één aan te vragen.

De aangifte blijft geldig tot bij uitdrukkelijke herroeping door de belastingplichtige.

Artikel 8. In geval van wijziging van de belastingbasis dient een nieuwe aangifte te gebeuren binnen de tien dagen.

Artikel 9. In geval van stopzetting van de activiteit en in geval van verandering der basisbelasting zal artikel 5 toegepast worden vanaf het ogenblik dat het Gemeentebestuur verwittigd werd per aangetekend schrijven via de post.

Artikel 10. De belastingschuldige wordt gehouden de eventuele controle van zijn aangifte te vergemakkelijken, inzonderheid door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hen ten dien einde zouden worden gevraagd.

Artikel 11. Bij gebrek aan aangifte, bij onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte zal de belasting ambtshalve gebeuren volgens de elementen waarover de administratie beschikt.

Alle van ambtshalve ingekohierde belastingschuldigen moeten, onverminderd de belasting en de verwijlinteressen, een verhoging betalen gelijk aan de verschuldigde belasting en, in geval van herhaling, gelijk aan het dubbel ervan.

VI. Invordering

Artikel 12. Het kohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen. Het bedrag van de verhoging waarvan sprake in artikel 11 zal ingekohierd worden juist zoals de gewone belasting.

Artikel 13. De ingekohierde bedragen moeten betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet. Bij gebrek aan betaling binnen de gestelde termijn zal men de regels toepassen betreffende de verwijlinteressen zoals inzake rijksinkomstenbelastingen.

De verzending van de aanslagbiljetten gebeurt zonder kosten voor de belastingplichtige en zal aan de voorwaarden voldoen van artikel 4, §3 van de Ordonnantie betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen van 3 april 2014.

Artikel 14. De ingekohierde bedragen zullen ingevorderd worden door de Gemeente Ontvanger.

Artikel 15. Op straffe van nietigheid kan de belastingplichtige een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen overeenkomstig het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad van Sint-Joosten-Node op 1 september 2014.

Dit bezwaarschrift moet worden ingediend, op straffe van verval, binnen een termijn van drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de datum van verzending van het kohieruittreksel dat de bezwaartermijn vermeldt.

De bezwaarindiener moet de betaling van de belasting niet rechtvaardigen maar het indienen van een bezwaar ontslaat de belastingplichtige niet van de verplichting tot betaling van de belasting binnen de gestelde termijn.

6 annexes / 6 bijlagen

17.12.2018/A/0013 **Taxe sur les secondes résidences; renouvellement et modification du règlement-taxe.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 170, §4, de la Constitution ;

Vu l'article 190 de la Constitution et les articles 112, 114 et 115 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la Nouvelle Loi communale, et notamment ses articles 117, alinéa 1er et 118, alinéa 1er ;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, notamment, ses articles 91 à 94 (partiellement modifiée par la loi du 20 juillet 2006) ;

Vu la Loi du 23 mars 1999, relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale, notamment l'article 9, lequel insère dans le Code judiciaire les articles 1385decies et undecies ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 92, notamment les articles 355 à 357 et 370 à 372 modifiés par la Loi du 15 mars 1999 ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu la circulaire du 10 mai 2000 du Ministère de l'Intérieur relative à l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale;

Vu l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 162/ 2007, du 19 décembre 2007 ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications subséquentes ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal en date du 1er septembre 2014 ;

Vu l'article 6 § 2 de l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, telle que modifiée par l'Ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative tel que modifié par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 novembre 1999 ;

Vu la circulaire du 20 juillet 2018 émise par Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux,

de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites et de la Propreté publique, concernant l'élaboration des budgets communaux pour les exercices 2019 à 2021 ;

Vu la circulaire du 24 août 1998 relative à l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la Loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration dans les provinces et les communes, telle que modifiée par celle du 26 juin 2000 ;

Vu que la Commune doit se doter des moyens nécessaires dans le but d'exercer de manière optimale ses missions de service public, notamment, mais pas uniquement, celles prévues par l'article 135 de la Nouvelle loi communale (117-142) ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant que la Commune établit la présente taxe afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Considérant que la Commune peut tenir compte, à cette fin, des facultés contributives des personnes soumises à la taxe ; que l'objectif de la présente taxe est d'imposer un bien dont la possession démontre dans le chef du redevable une certaine aisance et qui ne revêt pas un caractère de nécessité ;

Considérant que dans la grande majorité des cas, les propriétaires et/ou occupants de secondes résidences ne sont pas domiciliés par ailleurs sur le territoire de la Commune et qu'ils ne participent dès lors d'aucune manière au financement de la Commune, alors même qu'ils bénéficient, comme les habitants domiciliés, des mêmes avantages découlant de l'exercice, par la Commune, de ses missions ;

Considérant que les seconds résidents doivent également participer à l'effort collectif pour assurer le financement des charges d'urbanisation et pour protéger et améliorer le cadre de vie ;

Considérant les investissements consentis par la Commune en matière d'amélioration du cadre de vie et de tourisme et l'impact de ces investissements sur les finances communales ;

Considérant qu'une adaptation de notre règlement aux divers changements législatifs, intervenus dernièrement, s'avère nécessaire ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestres et Échevins ;

ARRETE

I. Champ d'application - Durée et Assiette de l'impôt

Article 1. A partir de l'exercice 2014 et pour une période de cinq ans, il est établi une taxe annuelle sur les secondes résidences.

Article 2. Par seconde résidence, il faut entendre tout logement privé, autre que celui destiné à la résidence principale et dont les usagers ont la possibilité de disposer à tout moment, que ce soit en qualité de propriétaire, de locataire ou d'usager à titre gratuit.

II. Taux

Article 3. Le montant de la taxe est fixé à 561 € par an et par résidence. Le contribuable qui durant l'année d'imposition peut l'occuper pendant neuf mois au moins est censé en disposer durant toute l'année.

Toutefois, si la disposition est inférieure à neuf mois par an, la taxe est réduite à 56,10 € par mois.

La taxe est majorée au 1er janvier de chaque année d'un montant de 2,5%, conformément au tableau ci-dessous :

Par an :

2019 : 561 € - 2020 : 575 € - 2021 : 590 € - 2022 : 604 € - 2023 : 619 €.

Par mois :

2019 : 56,10 € - 2020 : 57,50 € - 2021 : 59,00 € - 2022 : 60,40 € - 2023 : 61,90 €.

Article 4. La taxe est ramenée à 70 € par an et par logement pour les étudiants lorsqu'ils disposent d'une résidence à Saint-Josse-ten-Noode dans les conditions reprises aux articles 3 et 4 et pour autant qu'ils justifient de leur qualité.

La taxe est majorée au 1er janvier de chaque année d'un montant de 2,5%, conformément au tableau ci-dessous :

2019 : 70,00 € - 2020 : 72,00 € - 2021 : 74,00 € - 2022 : 76,00 € - 2023 : 77,00 €

III. Contribuable

Article 5. Sont redevables de la taxe, les personnes non inscrites aux registres de la population de Saint-Josse-ten-Noode à titre de domicile ou de résidence principale, qui réunissent en outre une ou plusieurs des conditions ci-après:

1. être propriétaire à Saint-Josse-ten-Noode d'un logement privé quelconque et s'en réserver l'usage à titre de résidence secondaire ou de pied-à-terre ;
2. avoir loué à Saint-Josse-ten-Noode, à l'usage de seconde résidence ou de pied-à-terre un logement meublé ou non par le propriétaire ;
3. exercer à Saint-Josse-ten-Noode une activité commerciale ou une profession libérale et y disposer d'un logement privé, en plus des locaux destinés à l'exercice de cette activité professionnelle.

L'usager principal des lieux sera censé s'en réserver l'usage, s'il ne peut faire la preuve de leur location à des tiers ou de leur inoccupation totale et permanente.

Sont également redevables de la taxe les personnes inscrites aux registres de population de Saint-Josse-ten-Noode qui disposent en outre sur le territoire de la commune d'une seconde résidence telle que définie à l'article 3 ci-avant.

IV. Déclaration

Article 6. Le recensement des éléments imposables est effectué par les soins de l'Administration communale.

Celle-ci reçoit des intéressés une déclaration signée formulée selon le modèle et dans les délais arrêtés par elle.

Les intéressés qui n'auraient pas été invités à remplir une formule de déclaration sont néanmoins tenus de déclarer spontanément à l'Administration communale, les éléments nécessaires à la taxation, au plus tard, dans le mois de l'affectation à usage de seconde résidence, de l'entrée en propriété ou de l'occupation.

La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

A défaut d'une telle révocation, l'enrôlement se poursuivra.

La révocation citée ci-dessus se fait valablement par lettre adressée au Collège des Bourgmestre et Échevins, le cachet de la poste faisant foi de la date à laquelle la disposition d'une seconde résidence sera censée se terminer.

Article 7. Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa déclaration, notamment en fournissant tous les documents et renseignements qui lui seraient réclamés à cet effet.

A défaut de déclaration ou en cas de déclaration incorrecte, imprécise ou incomplète, l'imposition sera fixée d'office d'après les éléments dont dispose l'Administration.

Tout redevable imposé d'office se verra, sans préjudice de la taxe due et des intérêts de retard, imposer une majoration d'impôt égale à la taxe.

V. Recouvrement

Article 8. Le rôle est dressé et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Le montant de la majoration prévue à l'article 6 sera enrôlé en même temps que la taxe proprement dite.

Article 9. Les montants enrôlés sont payables dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts d'État sur les revenus.

L'avertissement-extrait de rôle sera envoyé au redevable sans frais et sera conforme aux dispositions de l'article 4, §3 de l'Ordonnance relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales du 3 avril 2014.

Article 10. Les montants enrôlés sont recouverts par le Receveur communal.

Article 11. A peine de nullité, le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Échevins conformément au règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode en date du 1er septembre 2014.

Cette réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation.

Le réclamant ne doit pas justifier du paiement préalable de la taxe mais la réclamation ne dispense pas de l'obligation de payer la taxe dans le délai prescrit.

Belasting op de tweede verblijfplaatsen; hernieuwing en wijziging van het belastingreglement.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 170, §4, van de Grondwet ;

Gelet op artikel 190 van de Grondwet, en de artikelen 112, 114 en 115 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en inzonderheid haar artikelen 117, eerste

lid en 118, eerste lid ;

Gelet op de Wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen, met name haar artikelen 91 tot 94 (gedeeltelijk gewijzigd door de wet van 20 juli 2006) ;

Gelet op de Wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken, met name artikel 9, dat in het Gerechtelijk wetboek de artikelen 1385decies en undecies invoert ;

Gelet op de bepalingen van Titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot 10 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 92, met name artikelen 355 tot 357 en 370 tot 372 gewijzigd door de wet van 15 maart 1999 ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op de omzendbrief van 10 mei 2000 van de Minister van Binnenlandse Zaken met betrekking tot het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het college van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op het vonnis van het Grondwettelijk hof nr 162/2007, van 19 december 2007 ;

Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en de daarop volgende wijzigingen ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentelijke belastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad op 1 september 2014 ;

Gelet op artikel 6 § 2 van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door de Ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 november 1999 ;

Gelet op de omzendbrief van 20 juli 2018 uitgebracht door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen en Openbare Netheid, betreffende de uitwerking van de gemeentelijke begrotingen voor dienstjaren 2019 tot 2021 ;

Gelet op de omzendbrief van 24 augustus 1998 betreffende de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de Wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van Bestuur in provincies en gemeenten, zoals gewijzigd door de wet van 26 juni 2000 ;

Gelet op het feit dat de Gemeente zich dient te voorzien van de nodige middelen met het oog op de optimale uitoefening van haar taken van openbare dienstverlening, in het bijzonder, maar niet uitsluitend, deze voorzien

door artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet (117-142) ;
Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat het begrotingsevenwicht oplegt aan de gemeenten ;
Gelet op de financiële situatie van de Gemeente ;
Overwegende dat de Gemeente deze belasting heft teneinde zich de nodige financiële middelen te verschaffen voor de uitoefening van haar taken ;
Overwegende dat de Gemeente hiertoe rekening kan houden met de financiële mogelijkheden van de personen onderworpen aan de belasting ; dat de doelstelling van deze belasting is om een goed te belasten waarvan het bezit in hoofde van de belastingplichtige een zekere welstand aantoot en geen kenmerk van noodzaak kent ;
Overwegende dat in de grote meerderheid van de gevallen de eigenaars en/of gebruikers van tweede verblijfplaatsen overigens niet gedomicilieerd zijn op het grondgebied van de Gemeente en dat zij dus op geen enkele manier bijdragen in de financiering van de Gemeente, terwijl ze zoals de gedomicilieerde inwoners genieten van dezelfde voordelen die voortkomen van de gemeente door de uitoefening van haar taken ;
Overwegende dat de tweede verblijfplaatsen eveneens dienen deel te nemen aan de collectieve inspanning om de financiering te verzekeren van de lasten voor de urbanisatie en om het leefkader te beschermen en te verbeteren ;
Overwegende de investeringen aangegaan door de Gemeente inzake verbetering van het leefkader en toerisme en de impact van deze investeringen op de gemeentelijke financiën ;
Overwegende dat een aanpassing van ons reglement aan de diverse wettelijke veranderingen die onlangs werden ingevoerd, nodig blijkt ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen :

BESLIST

I. Reikwijdte – Duur en belastinggrondslag

Artikel 1. Er zal vanaf het dienstjaar 2014 en gedurende een periode van vijf jaar een jaarlijkse belasting op de tweede verblijfplaatsen worden geïnd.

Artikel 2. Onder tweede verblijfplaats moet men verstaan iedere private woning verschillend van deze bestemd tot het hoofdverblijf en waarover de gebruikers te allen tijde kunnen beschikken, zij het in hoedanigheid van eigenaar, huurder of als kosteloze gebruiker.

II. Aanslagvoet

Artikel 3. Het bedrag van de belasting bedraagt 561 € per jaar en per verblijf. De belastingplichtige die er gedurende het belastingjaar tenminste negen maanden kan over beschikken wordt verondersteld er het ganse jaar over te beschikken.

Indien men minder dan negen maanden over het verblijf kan beschikken wordt de belasting teruggebracht op 56,10 € per maand.

De belasting wordt vermeerderd op 1 januari van elk jaar voor een bedrag van 2,5 % overeenkomstig onderstaande tabel :

Per jaar :

2019 : 561 € - 2020 : 575 € - 2021 : 590 € - 2022 : 604 € - 2023 : 619 €.

Per maand :

2019 : 56,10 € - 2020 : 57,50 € - 2021 : 59,00 € - 2022 : 60,40 € - 2023 : 61,90 €.

Artikel 4. De belasting wordt teruggebracht op 70 € per jaar en per woonst voor de studenten indien ze beschikken over een verblijf te Sint-Joost-ten-Node volgens de voorwaarden vermeld in de artikelen 3 en 4 van het reglement en voor zover zij hun hoedanigheid kunnen bewijzen.

De belasting wordt vermeerderd op 1 januari van elk jaar voor een bedrag van 2,5 % overeenkomstig onderstaande tabel :

2019 : 70,00 € - 2020 : 72,00 € - 2021 : 74,00 € - 2022 : 76,00 € - 2023 : 77,00 €

III. Belastingplichtige

Artikel 5 Zijn de belasting verschuldigd, de personen die niet ingeschreven zijn in de bevolkingsregisters van Sint-Joost-ten-Node als hebbende er hun woonplaats of verblijf die bovendien aan één of verschillende onderstaande voorwaarden voldoen :

1. eigenaar zijn te Sint-Joost-ten-Node van enige private woning en zich het gebruik ervan voorbehouden bij wijze van een tweede verblijf of van een optrekje ;
2. te Sint-Joost-ten-Node dienend tot tweede verblijfplaats of optrekje, een al dan niet door de eigenaar gemeubelde woning te hebben gehuurd ;
3. te Sint-Joost-ten-Node een handelsbedrijvigheid of een vrij beroep uitoefenen, en er over een private woning beschikken buiten de lokalen bestemd tot de uitoefening van deze beroepsbezigheid.

De voornaamste gebruiker van de plaatsen zal geacht zijn zich het gebruik ervan voor te behouden, indien hij het voortdurende niet-bezetting ervan niet kan leveren.

Zijn eveneens de belasting verschuldigd de personen ingeschreven in de bevolkingsregisters van Sint-Joost-ten-Node die bovendien op de grondgebied van de Gemeente beschikken over een tweede verblijfplaats, zoals in art.3 hiervoor bepaald wordt.

IV. Aangifte

Artikel 6. De telling van de belastbare elementen gebeurt door de zorgen van het gemeentebestuur.

Dit krijgt van de belanghebbenden een ondertekende verklaring geformuleerd volgens het model en binnen de door haar vastgestelde termijnen.

De belanghebbenden die niet uitgenodigd zouden geweest zijn een verklaringsformulier in te vullen zijn niettemin ertoe gehouden spontaan aan het gemeentebestuur de voor het belasten vereiste elementen aan te geven, uiterlijk binnen de maand van de bestemming tot het gebruik van de tweede verblijfplaats, van het begin van het in bezit komen of van de bezetting.

De verklaring blijft geldig tot zij herroepen wordt.

Bij gebrek aan dergelijke herroeping zal de inkohiering voortgezet worden.

De hierboven aangehaalde herroeping wordt geldig overgemaakt door een brief geadresseerd aan het College van Burgemeester en Schepenen, de poststempel bewijst de datum waarop de beschikking over een tweede verblijfplaats wordt geacht te beëindigen.

Artikel 7. De belastingplichtige is verplicht de eventuele controle van zijn aangifte te vergemakkelijken, door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem te dien einde zouden worden gevraagd.

Bij gebrek aan aangifte, bij onvolledige of bedrieglijke aangifte, zal de aanslag van ambtshalve toegepast worden op basis van elementen waarover het Gemeentebestuur beschikt.

Alle van ambtshalve ingekohierde belastingschuldigen moeten, onverminderd de belasting en de verwijlntresten, een verhoging betalen gelijk aan de verschuldigde belasting.

V. Invordering

Artikel 8. Het kohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Het bedrag van de verhoging waarvan sprake in artikel 6 zal ingekohierd worden juist zoals de gewone belasting.

Artikel 9. De ingekohierde bedragen moeten betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet. Bij gebrek aan betaling binnen de gestelde termijn zal men de regels toepassen betreffende de verwijlntresten zoals inzake rijks- inkomstenbelastingen.

De verzending van de aanslagbiljetten gebeurt zonder kosten voor de belastingplichtige en zal aan de voorwaarden voldoen van artikel 4, §3 van de Ordonnantie betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen van 3 april 2014.

Artikel 10. De ingekohierde bedragen zullen ingevorderd worden door de Gemeente Ontvanger.

Artikel 11. Op straffe van nietigheid kan de belastingplichtige een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen overeenkomstig het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad van Sint-Joosten-Node op 1 september 2014.

Dit bezwaarschrift moet worden ingediend, op straffe van verval, binnen een termijn van drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de datum van verzending van het kohieruittreksel dat de bezwaartermijn vermeldt.

De persoon die een bezwaar indient moet een vroegere betaling van de taks niet verantwoorden, maar het bezwaarschrift stelt hem niet vrij van de betaling van de taks binnen de voorgeschreven termijn.

3 annexes / 3 bijlagen

*N CBE-181129-RT 2RESI-Analyse CBE-CC-2019-2023-NI.pdf, 141027--DCsl--RT
Secondes residences 2014-2018--NL.pdf, 141027--DCsl--RT Secondes residences
2014-2018--FR.pdf*

17.12.2018/A/0014 **Taxe sur les constructions, reconstructions, modifications et sur les transformations apportées aux bâtisses; renouvellement du règlement-taxe.**

Mesdames, Messieurs,

En décembre 2016, vous avez prorogé le règlement-taxe sur les constructions, reconstructions, modifications et sur les transformations apportées aux bâtisses pour un terme de deux ans à dater du 1^{er} janvier 2017.

Ce règlement arrive à échéance. Il convient donc de le renouveler.

Nous vous proposons d'arrêter, pour la période du 01/01/2019 au 31/12/2023, le règlement-taxe sur les constructions, reconstructions, modifications et sur les transformations apportées aux bâtisses, joint au présent dossier.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE
REGLEMENT - TAXE SUR LES CONSTRUCTIONS, RECONSTRUCTIONS,
MODIFICATIONS ET SUR LES TRANSFORMATIONS APPORTEES AUX BATISSES

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 170, §4, de la Constitution ;

Vu les articles 112, 114, 115,117, alinéa 1er et 118 alinéa 1er de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, notamment, ses articles 91 à 94 (partiellement modifiée par la loi du 20 juillet 2006) ;

Vu la Loi du 23 mars 1999, relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale, notamment l'article 9, lequel insère dans le Code judiciaire les articles 1385decies et undecies ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus, notamment les articles 355 à 357 et 370 à 372 modifiés par la Loi du 15 mars 1999 ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu la circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur relative à l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications subséquentes ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal en date du 1er septembre 2014 ;

Vu l'Ordonnance organique de la planification et de l'urbanisme du 29 août 1991 et ses arrêtés d'application ;

Vu le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire, en abrégé C.O.B.A.T ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale déterminant les actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, de l'avis du fonctionnaire délégué, de la commune, de la commission royale des Monuments et des Sites, de la commission de concertation ainsi que des mesures particulières de publicité ou de l'intervention d'un architecte, arrêté le 13 novembre 2008, et ses modifications subséquentes ;

Vu que la Commune doit se doter des moyens nécessaires dans le but d'exercer de manière optimale ses missions de service public, notamment, mais pas uniquement, celles prévues par l'article 135 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant la nécessité de maintenir un équilibre budgétaire ;

Considérant que, dans le cadre de l'autonomie que lui reconnaissent les articles 41 et 162 de la Constitution, l'autorité communale peut désigner tout besoin de la collectivité comme d'intérêt général qu'il convient de tenter de rencontrer ;

Qu'en conséquence, il y a lieu d'exonérer certains actes et travaux d'intérêt général ou demandés par certaines personnes de droit public ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins ;

ARRETE :

Article premier.- A dater du 1^{er} janvier 2019 et pour une période expirant le 31 décembre 2023, il est établi au profit de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode une taxe sur les actes et travaux soumis à un permis d'urbanisme suivants :

1 ° sur les constructions, reconstructions, agrandissement, transformations visant l'augmentation du nombre de logements, changement de destination et/ou d'utilisation au sens du Code Bruxellois de l'aménagement du territoire du 13 mai 2004

Art. 2.- Le taux a pour base le cube de la construction, de la reconstruction ou de la modification de l'affectation, du changement d'utilisation ou de la division du nombre de logements.

Art. 3.- Le taux de la taxe est fixé à 1 EUR par m³. Ce taux est doublé si la construction compte plus de 5 niveaux, le rez-de-chaussée étant considéré comme premier niveau. Ce taux est également doublé pour toute construction ou partie de construction qui n'est pas destinée à l'habitation.

L'imposition minimale est fixée à 250 EUR à la délivrance d'un permis de bâtir dont la demande n'a pas été soumise à l'instruction de la concertation et à 500 EUR pour les permis dont la demande est soumise à concertation.

Dans le cas d'un immeuble érigé le long d'une rue en pente ou sur un terrain donnant issue sur plusieurs voies publiques situées à des niveaux différents, le rez-de-chaussée à considérer comme premier niveau est celui dont l'accès direct à la voie publique est situé à la cote la plus basse.

Art. 4.- La taxe est due aussi bien pour les propriétés établies en recul de l'alignement de la rue que pour celles construites à front de cet alignement.

Toutefois, pour les annexes et dépendances ne formant pas corps avec le bâtiment principal, les taux ci-dessus seront doublés.

Art. 5.- Le cube de la propriété se calcule d'après la hauteur et d'axe en axe avec les murs mitoyens et de l'extérieur des autres murs, sans distinguer entre les parties de la construction au-dessus du niveau de la rue et celles situées en-dessous de ce niveau. En cas d'exhaussement d'un étage, la taxe sera perçue pour l'ensemble de l'étage, sous déduction du montant de la taxe déjà payée précédemment pour la partie de l'étage conservée.

En cas de démolition totale et de reconstruction d'un bâtiment, le montant de la taxe payée pour l'ancien cube ne sera pas porté en déduction de la taxe à payer pour la nouvelle construction. Si la démolition n'est que partielle, il sera, par les soins de l'Administration communale et avant toute reconstruction, procédé au cubage de la partie non démolie de la construction, de la manière indiquée au paragraphe premier du présent article.

Le montant de la taxe ainsi établi sera déduit de la taxe qui serait exigible pour l'ensemble de la construction si la démolition avait été totale.

Si, après démolition, il ne subsiste de l'ancienne construction qu'un ou plusieurs murs ou pans de murs et s'il n'est point possible d'établir un cubage susceptible d'être imposé, la démolition sera censée avoir été totale.

En cas de transformation ayant comme conséquence la réunion au bâtiment principal, des annexes ou dépendances qui ne formaient pas corps avec le bâtiment principal, la

taxe entière sera appliquée pour ces locaux, déduction faite de celle qui aura été payée antérieurement.

Art. 6.- Pour déterminer le montant des droits et taxes à payer à la Commune au terme du présent règlement-taxe, le mesurage de la construction sera effectuée par les soins des agents de l'Administration, d'après les plans produits par les intéressés. Ce mesurage, qui pourra être considéré, comme provisoire, se fera, s'il y a lieu, d'une manière définitive après achèvement de la construction, si le propriétaire réclame ou si l'Administration le juge convenable.

Le taux à appliquer pour l'établissement du décompte définitif est celui en vigueur au moment de l'achèvement des travaux, c'est-à-dire lorsque l'immeuble est habité ou en état de l'être.

Art. 7.- Les autorisations seront considérées comme non avenues s'il n'en est fait usage dans le délai de 2 ans.

Le Collège des Bourgmestre et Échevins devra être informé, par écrit, du jour où l'on mettra la main à l'œuvre.

Art. 8.- La taxe est exigible à partir du moment où la construction est sous toit, que l'autorisation ait été délivrée par le Collège, à la demande du propriétaire, ou que les travaux aient été imposés d'office au propriétaire, conformément aux règlements communaux.

2° Une taxe sur les transformations de façades à rue

Art. 9.- La taxe est calculée à raison de la surface modifiée.

Art. 10.- Le taux de la taxe est fixé à 3 EUR par m² pour la modification des façades vers les voies publiques ou parties de ces façades.

L'imposition minimale est fixée à 300 EUR à la délivrance d'un permis de bâtir dont la demande n'a pas été soumise à l'instruction de la concertation et à 600 EUR pour les permis dont la demande est soumise à concertation.

Dans le cas d'un immeuble érigé le long d'une rue en pente ou sur un terrain donnant issue sur plusieurs voies publiques situées à des niveaux différents, le rez-de-chaussée à considérer comme premier niveau est celui dont l'accès direct à la voie publique est situé à la cote la plus basse.

3° Dispositions générales

Art. 11.- Sont exonérées de la taxe :

- a.- les maisons construites par des sociétés agréées par la Société du Logement de la Région Bruxelloise ou par la société du logement elle-même;
- b.- les maisons construites par l'initiative privée, dans les conditions déterminées par le pouvoir régional en vue de l'octroi de primes à la construction.

Art. 12.- La taxe établie par la présente délibération est due par le propriétaire, possesseur, emphytéote, superficiaire ou usufruitier, comme en matière d'impôt foncier.

Art. 13.- Un montant égal à la taxe qui est due en application du présent règlement, devra être consigné en garantie, entre les mains du Receveur communal, dans les 48 heures à compter du commencement des travaux. Faute de consigner les droits, le

redevable sera passible d'une amende égale au montant des droits à consigner, sans préjudice du paiement des droits dus et des intérêts de retard.

Art. 14.- Les différences de cotisation constatées après achèvement des travaux ainsi qu'il est prévu à l'art. 6 du présent règlement, donnent lieu à l'établissement d'un décompte définitif.

Par rapport aux sommes consignées, le trop perçu éventuel est remboursé aux ayants droits dans les deux mois de l'envoi du décompte définitif, le supplément à percevoir est payable dans les deux mois du décompte définitif.

Art. 15.- Le redevable de l'imposition recevra sans frais un avertissement-extrait de rôle conforme aux dispositions prévues dans l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales.

Art. 16.- La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

4° Caution de chantier

Art. 17. - En garantie de remise en état des voiries contiguës au chantier, une caution de 50 EUR le mètre courant, avec un minimum de 600 EUR, sera exigée à la délivrance des permis d'urbanisme.

Cette garantie devra être consignée entre les mains du Receveur communal, préalablement à la délivrance du permis d'urbanisme.

Contentieux

Art. 18. - Sans préjudice des dispositions de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et des règles relatives à la réclamation régies par le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode en date du 1er septembre 2014, à peine de nullité, le contribuable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Échevins.

La réclamation doit être motivée et introduite, sous peine de déchéance, par écrit, datée et signée par le réclamant ou son représentant dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation.

Elle mentionne :

1. les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie ;
2. l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Le contribuable ou son représentant qui souhaite être entendu lors d'une audition doit en faire la demande expressément dans sa réclamation.

Le réclamant ne doit pas justifier du paiement préalable de la taxe mais la réclamation ne dispense pas de l'obligation de payer la taxe dans le délai prescrit.

Le présent règlement sera transmis à l'autorité supérieure.

**Belasting op het bouwen, het herbouwen, wijzigingen en op de veranderingen
aangebracht aan gebouwen; Vernieuwing van het Belastingreglement.**

Mevrouwen, Mijne Heren,

In december 2016 hebt u het belastingreglement op het bouwen, de verbouwingen, wijzigingen en op de veranderingen aangebracht aan gebouwen verlengd voor een termijn van twee jaren, ingaande op 1 januari 2017.

Deze termijn vervalt en het is dus tijd om het reglement te hernieuwen.

Bijgevolg stellen wij u voor het aan het dossier toegevoegde belastingreglement op het bouwen, de verbouwingen, wijzigingen en op de veranderingen aangebracht aan gebouwen goed te keuren voor de periode van 01/01/2019 tot 31/12/2023.

GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE
BELASTINGSREGLEMENT OP HET BOUWEN, HET HERBOUWEN,
WIJZIGINGEN EN OP DE VERANDERINGEN AANGEBRACHT AAN GEBOUWEN

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op artikel 170, §4, van de Grondwet ;

Gelet op artikelen 112, 114, 115 eerste lid en 118, eerste lid van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de Wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen, met name haar artikelen 91 tot 94 (gedeeltelijk gewijzigd door de wet van 20 juli 2006) ;

Gelet op de Wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken, met name artikel 9, dat in het Gerechtelijk wetboek de artikelen 1385decies en undecies invoert ;

Gelet op de bepalingen van Titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot 10 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 92, met name artikelen 355 tot 357 en 370 tot 372 gewijzigd door de wet van 15 maart 1999 ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op de omzendbrief van 10 mei 2000 van de Minister van Binnenlandse Zaken met betrekking tot het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het college van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en de daarop volgende wijzigingen ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentelijke belastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad op 1 september 2014 ;

Gelet op de organieke Ordonnantie van de planning en de stedenbouw van 29 augustus 1991 en haar toepassingbesluiten ;

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, afgekort B.W.R.O. ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de handelingen en werken vrijgesteld van stedenbouwkundige vergunning, van het advies van de gemachtigde ambtenaar, van de gemeente, van de Koninklijke Commissie van Monumenten en Landchappen, van de overlegcommissie alsook van bijzondere regelen van openbaarmaking of van tussenkomst van een architect, goedgekeurd op 13 november 2008, en zijn volgende wijzigingen ;

Gelet op het feit dat de Gemeente zich dient te voorzien van de nodige middelen met het oog op de optimale uitoefening van haar taken van openbare dienstverlening, in het

bijzonder, maar niet uitsluitend, deze voorzien door artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de financiële situatie van de Gemeente ;

Overwegende de noodzaak om een begrotingsevenwicht te bewaren ;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid, in het kader van de autonomie die de artikelen 41 en 162 van de Grondwet haar toekent, iedere behoefte van de collectiviteit als algemeen belang kan aanduiden waaraan dient te worden getracht om tegemoet te komen ;

Dat bijgevolg bepaalde handelingen en werken van algemeen belang of gevraagd door bepaalde personen van publiek recht dienen te worden vrijgesteld ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen :

BESLUIT :

Article 1.- Vanaf 1^{ste} januari 2019 en voor een termijn eindigend op 31 december 2023, wordt ten gunste van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node een belasting op de handelingen en werken geëind, die onderworpen zijn aan een stedenbouwkundige vergunning, zoals :

1° het bouwen, herbouwen, vergroten, wijzigingen met het doel de vergroting van het aantal huisvestingen, verandering van bestemming en/of van gebruik met betrekking tot het van het Brussels Wetboek van de ruimtelijke ordening van 13 juni 2004

Art. 2.- Het belastingsbedrag is berekend op basis van het volume van de bouw, de heropbouw, de bestemmingswijziging, de verandering van gebruik of de verdeling van het aantal van de huisvestingen.

Art. 3.- Het belastingbedrag wordt vastgesteld op 1 EUR per m³. Dit bedrag wordt verdubbeld wanneer het gebouw meer dan vijf niveaus telt; het gelijkvloers wordt als eerste niveau beschouwd. Dit bedrag wordt eveneens verdubbeld voor ieder gebouw of gedeelte ervan dat niet tot woongelegenheid bestemd is.

De minimale belasting is vastgesteld op 250 EUR voor het verlenen van een bouwvergunning die niet aan overleg onderworpen is, en op 500 EUR voor de vergunningen waarvoor onderleg moet gebeuren.

Voor een gebouw opgericht langs een hellende straat of op een grond die uit geeft op meerdere openbare wegen die op verschillende niveau's liggen, wordt het gelijkvloers waarvan de onmiddellijke uitgang op de openbare weg op de laagste peil ligt, als eerste niveau aanzien.

Art.4.- De belasting is verschuldigd zowel voor de achteruitstaande eigendommen als voor deze welke op de rooilijn worden gebouwd. Nochtans worden de hierboven vermelde tarieven verdubbeld voor de bijgebouwen en aanhorigheden die niet tot het hoofdgebouw behoren.

Art. 5.- Het volume van het eigendom wordt berekend volgens de hoogte en de afstand van as tot as van de gemeenschappelijke muren en de buitenkant van de andere muren, zonder onderscheid te maken tussen het gedeelte van het gebouw dat zich onder of boven het niveau van de straat bevindt. Wanneer op een eigendom een bijkomende verdieping wordt opgetrokken zal de belasting geheven worden voor de gehele verdieping mits aftrek van het belastingbedrag dat reeds tevoren betaald werd voor het gedeelte van de verdieping dat werd behouden.

Bij volledige afbraak en heropbouw van een gebouw zal het belastingbedrag dat reeds betaald werd voor het vroegere volume niet afgetrokken worden van de belasting die moet betaald worden voor de nieuwbouw. Indien de afbraak slechts gedeeltelijk gebeurt zal er, alvorens de wederopbouw aan te vangen, door het Gemeentebestuur overgegaan worden tot het vaststellen van het volume van het niet afgebroken gedeelte van het gebouw, zoals bepaald in het eerste alinea van dit artikel.

Het bedrag van de alzo vastgestelde belasting zal afgetrokken worden van de belasting die zou ingevorderd worden moest het gebouw volledig afgebroken geweest zijn. Wanneer, na de afbraak, er slechts één of meerdere muren of muurvakken zouden overblijven en indien het onmogelijk is over te gaan tot de vaststelling van een belastbaar volume, dan zal de afbraak als volledig beschouwd worden.

Bij verandering die het samenvoegen van het hoofdgebouw en de vroegere gescheiden bijgebouwen en aanhorigheden tot gevolg heeft, zal op deze lokalen de integrale belasting berekend worden na aftrek van het belastingbedrag dat reeds eerder betaald werd.

Art. 6.- Om het bedrag vast te stellen van de volgens dit belastingsreglement aan de Gemeente te betalen rechten en belastingen zal de opmeting van de bouw door de Gemeenteambtenaren uitgevoerd worden volgens de door de belanghebbende voorgelegde plannen. Deze opmeting, die als voorlopig mag aanzien worden, zal, zo nodig, definitief vastgesteld worden na de volledige afwerking van de bouw, bij betwisting door de eigenaar of indien het Gemeentebestuur dit nodig acht.

De voor de definitieve afrekening toe te passen aanslagvoet is deze die van toepassing is op het ogenblik van de beëindiging van de werken, t.t.z. wanneer het gebouw bewoond of voor bewoning vatbaar is.

Art. 7.- De toelatingen zullen als niet bestaande beschouwd worden indien er binnen de 2 jaar geen gebruik wordt van gemaakt.

Het College van Burgemeester en Schepenen dient schriftelijk op de hoogte gebracht te worden van de dag waarop de werken zullen aanvangen.

Art. 8.- De belasting is invorderbaar vanaf het ogenblik dat het gebouw onder dak is, vanaf dat de vergunning tot het uitvoeren van de werken door het College afgeleverd werd op aanvraag van de belanghebbende of de werken van ambtswege aan de eigenaar opgelegd werden overéénkomstig de Gemeentereglementen.

2° Een belasting op de veranderingen van de gevelmuren

Art. 9.- De belasting wordt berekend in functie van de gewijzigde oppervlakte.

Art. 10.- Het bedrag van de belasting wordt vastgesteld op 3 EUR per m² voor de wijziging van de gevels of gedeelten van deze gevels die op de openbare wegen uitgeven.

De minimale belasting is vastgesteld op 300 EUR voor het verlenen van een bouwvergunning die niet aan overleg onderworpen is, en op 600 EUR voor de vergunningen onderworpen aan overleg.

Voor een gebouw opgericht langs een hellende straat of op een grond die uitgeeft op meerdere openbare wegen die op verschillende niveaus liggen, wordt het gelijkvloers waarvan de onmiddellijke uitgang op de openbare weg op de laagste peil ligt, als eerste niveau aanzien.

3° Algemene bepalingen

Art. 11.- Worden vrijgesteld van de belasting :

a.- de huizen opgericht door vennootschappen die door de Huisvestingsmaatschappij van het Brussels Gewest erkend zijn of opgericht door de Huisvestingsvennootschap zelf.

b.- de bij privaat initiatief opgerichte huizen, onder de door de Gewestelijke Overheid bepaalde voorwaarden voor de toekenning van bouwpremies.

Art. 12.- De door dit reglement vastgestelde belasting is verschuldigd door de eigenaar, de houder, de erfpachter, de opstalhouder of vruchtgebruiker zoals voorzien in zake de grondbelastingen.

Art. 13.- Een bedrag gelijk aan de krachtens dit reglement verschuldigde belasting dient als waarborg in de handen van de Gemeenteontvanger geconsigneerd te worden binnen de 48 uren te rekenen vanaf het begin van de werken. Bij gebrek aan consignatie van de rechten, zal de verschuldigde beboetbaar zijn met een boete gelijk aan het bedrag van de te consignerende rechten, onverminderd de betaling van de verschuldigde rechten en de verwijlrenten.

Art. 14.- De bijdrageverschillen die na beëindiging van de werken vastgesteld worden, zoals voorzien in artikel 6 van dit reglement, geven aanleiding tot het opstellen van een definitieve afrekening.

In verhouding tot de geconsigneerde bedragen zal het teveel geheven bedrag aan de rechthebbenden terugbetaald worden binnen de twee maanden van de definitieve afrekening.

Art. 15.- De belastingplichtige ontvangt zonder kosten een aanslagbiljet dat in overeenkomst zal zijn met de bepalingen in de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

Art. 16.- De belasting dient betaald te worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

4° Werfwaarborg

Art. 17. -Teneinde de herstelling van aangrenzende straten van de werf te waarborgen, zal een waarborg van 50 EUR per lopende meter met een minimum van 600 EUR, geëist worden bij de aflevering van de stedenbouwkundige toelating.

Deze waarborg dient geconsigneerd te worden bij de Gemeenteontvanger alvorens de stedenbouwkundige vergunning kan uitgereikt worden.

Geschillen

Art. 18. – Onverminderd de bepalingen van de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en de regels betreffende het bezwaar geregeld door het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad van Sint-Joost-ten-Node op 1 september 2014, kan de belastingplichtige op straffe van nietigheid een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen.

Het bezwaarschrift moet worden gemotiveerd en ingediend, op straffe van verval, schriftelijk, gedateerd en ondertekend door de bezwaarindiener of zijn vertegenwoordiger binnen een termijn van drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de datum van verzending van het kohieruittreksel dat de bezwaartermijn vermeldt.

Ze vermeldt :

1. de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de belastingplichtige ten laste van wie de belasting gevestigd wordt ;
2. het voorwerp van het bezwaarschrift en een opgave van de feiten en middelen.

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger die wenst te worden gehoord tijdens een hoorzitting dient dit uitdrukkelijk aan te vragen in zijn bezwaarschrift.

De bezwaarindiener moet een vroegere betaling van de taks niet verantwoorden, maar het bezwaarschrift stelt hem niet vrij van de betaling van de taks binnen de voorgeschreven termijn.

Dit reglement zal aan de Hogere Overheid onderworpen worden.

2 annexes / 2 bijlagen

161219---RT Constructions-Renouvellement 01-01-17 au 31-12-18-NL.pdf, 161219--RT Constructions-Renouvellement 01-01-17 au 31-12-18-FR.pdf

17.12.2018/A/0015 **Taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux; renouvellement du règlement-taxe.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 190 de la Constitution et les articles 112, 114 et 115 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la Nouvelle Loi communale, et notamment ses articles 117, alinéa 1er et 118, alinéa 1er ;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, notamment, ses articles 91 à 94 (partiellement modifiée par la Loi du 20 juillet 2006) ;

Vu les articles 66 et 74 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus ;

Vu l'article 74 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus interdisant d'une part, aux communes d'établir, sous quelle que forme que ce soit, des impositions sur les jeux et paris visés au titre III de ce Code et permettant toutefois, d'autre part, aux communes d'établir une taxe frappant les agences de paris aux courses de chevaux autorisées dans le cadre de l'article 66 du même Code ;

Vu l'article 66 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus précisant que les agences autorisées sont celles qui acceptent des paris sur les courses de chevaux courues à l'étranger ;

Vu la Loi du 23 mars 1999, relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale, notamment l'article 9, lequel insère dans le Code judiciaire les articles 1385decies et undecies ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 92, notamment les articles 355 à 357 et 370 à 372 modifiés par la Loi du 15 mars 1999 ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu la circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur relative à l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 162/ 2007, du 19 décembre 2007 ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications subséquentes ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal en date du 1er septembre 2014 ;

Vu l'article 6 §2 de l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, telle que modifiée par l'Ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative tel que modifié par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 novembre 1999 ;

Vu la circulaire du 20 juillet 2018 émise par Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites et de la Propreté publique, concernant l'élaboration des budgets communaux pour les exercices 2019 à 2021 ;

Vu la circulaire du 24 août 1998 relative à l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la Loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration dans les provinces et les communes, telle que modifiée par celle du 26 juin 2000 ;

Vu que la Commune doit se doter des moyens nécessaires dans le but d'exercer de manière optimale ses missions de service public, notamment, mais pas uniquement, celles prévues par l'article 135 de la Nouvelle Loi communale (117-142) ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Considérant que la présente taxe vise à procurer à la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier

Considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu de préciser dans le présent règlement-taxe que les agences qui acceptent exclusivement des paris sur les courses de chevaux courues en Belgique sont exonérées de la taxe ;

Considérant qu'une adaptation de notre règlement aux divers changements législatifs, intervenus dernièrement, s'avère nécessaire ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins :

ARRETE

I. Champ d'application - Durée et Assiette de l'impôt

Article 1. Cette taxe frappe uniquement les agences des personnes physiques et

morales agréées par le directeur régional des contributions directes pour accepter des paris sur les courses de chevaux courues à l'étranger.

Elle est établie à partir de l'exercice 2019 pour une durée de cinq ans.

II. Taux & contribuable

Article 2. Le montant de la taxe est fixé à 62 € par mois ou fraction de mois.

La taxe est due par l'exploitant.

Si l'agence est tenue pour le compte d'un tiers par un gérant ou un autre préposé, ce gérant ou préposé est tenu, solidairement avec le commettant, au paiement de la taxe.

Article 3. La taxe est payable en totalité, dans le courant du mois de décembre de chaque année, au prorata du nombre de mois d'exploitation.

Article 4. En cas de cession, le nouvel exploitant est tenu d'acquitter la taxe à partir du 1^{er} du mois qui suit la reprise de l'agence de paris.

III. Déclaration

Article 5. Les personnes tombant sous l'application de la taxe sont tenues d'en faire la déclaration par écrit à l'Administration communale dans les cinq jours qui suivront la publication du présent règlement, pour les agences existantes et avant la date d'ouverture pour les établissements à ouvrir.

Article 6. A défaut de déclaration ou en cas de déclaration incorrecte, imprécise ou incomplète, la taxe est établie d'office, d'après les éléments dont l'Administration peut disposer.

Article 7. Tout redevable imposé d'office sera frappé, sans préjudice de la taxe due et des intérêts de retard, d'une majoration d'impôt égale à la taxe et en cas de récidive égale au double.

IV. Recouvrement

Article 8. Les rôles sont dressés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Le montant de la majoration prévue à l'article 7 ci-dessus sera enrôlé en même temps que la taxe proprement dite

Article 9. Les montants enrôlés sont payables dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts d'État sur les revenus.

L'avertissement-extrait de rôle sera envoyé au redevable sans frais et sera conforme aux dispositions de l'article 4, §3, de l'Ordonnance relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales du 3 avril 2014.

Article 10. Les montants enrôlés sont recouverts par le Receveur communal.

Article 11. A peine de nullité, le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Échevins conformément au règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode en date du 1^{er} septembre 2014.

Cette réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation.

**Belasting op de Agentschappen voor weddenschappen op paardenwedrennen;
Hernieuwing van de Belastingreglement.**

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 190 van de Grondwet, en de artikelen 112, 114 en 115 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en inzonderheid haar artikelen 117, eerste lid en 118, eerste lid ;

Gelet op de Wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen, met name haar artikelen 91 tot 94 (gedeeltelijk gewijzigd door de wet van 20 juli 2006) ;

Gelet op artikelen 66 en 74 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen ;

Gelet op artikel 74 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen dat enerzijds de gemeenten verbiedt om, ongeacht onder welke vorm, belastingen te heffen op de spelen en weddenschappen bedoeld in titel III van dit Wetboek en dat anderzijds de gemeenten toelaat om een taks te heffen die de agentschappen voor paardenwedrennen belast toegestaan in het kader van artikel 66 van hetzelfde Wetboek ;

Gelet op artikel 66 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen dat preciseert dat de toegestane agentschappen deze zijn die weddenschappen aanvaarden op de paardenwedrennen in het buitenland ;

Gelet op de Wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken, met name artikel 9, dat in het Gerechtig Wetboek de artikelen 1385decies en undecies invoert ;

Gelet op de bepalingen van Titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot 10 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 92, met name artikelen 355 tot 357 en 370 tot 372 gewijzigd door de Wet van 15 maart 1999 ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op de omzendbrief van 10 mei 2000 van de Minister van Binnenlandse Zaken met betrekking tot het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op het vonnis van het Grondwettelijk hof nr 162/2007, van 19 december 2007 ;

Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en de daarop volgende wijzigingen ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentelijke belastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad op 1 september 2014 ;

Gelet op artikel 6 §2 van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door de Ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 november 1999 ;

Gelet op de omzendbrief van 20 juli 2018 uitgebracht door de Minister-President van

de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen en Openbare Nethheid, betreffende de uitwerking van de gemeentelijke begrotingen voor dienstjaren 2019 tot 2021 ;
Gelet op de omzendbrief van 24 augustus 1998 betreffende de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;
Gelet op de Wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van Bestuur in provincies en gemeenten, zoals gewijzigd door de Wet van 26 juni 2000 ;
Gelet op het feit dat de Gemeente zich dient te voorzien van de nodige middelen met het oog op de optimale uitoefening van haar taken van openbare dienstverlening, in het bijzonder, maar niet uitsluitend, deze voorzien door artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet (117-142) ;
Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat het begrotingsevenwicht oplegt aan de gemeenten ;
Overwegende dat deze belasting strekt tot de uitrusting van de Gemeente Sint-Joosten-Node met de financiële hulpmiddelen die nodig zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook tot het verzekeren van haar financieel evenwicht ;
Overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen, vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de fiscale last ;
Overwegende dat in dit belastingreglement bijgevolg dient te worden gepreciseerd dat de agentschappen die uitsluitend weddenschappen aanvaarden op de paardenwedrennen in België vrijgesteld worden van de belasting ;
Overwegende dat een aanpassing van ons reglement aan de diverse wettelijke veranderingen die onlangs werden ingevoerd, nodig blijkt ;
Gelet op de financiële situatie van de Gemeente;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen :

BESLIST

I. Reikwijdte – Duur en belastinggrondslag

Artikel 1. Deze taks slaat enkel op de agentschappen van natuurlijke en rechtspersonen erkend door de gewestelijke directeur van de directe belastingen voor het aannemen van weddenschappen op paardenwedrennen die in het buitenland plaats vinden.

Ze wordt geheven vanaf dienstjaar 2019 voor een duur van vijf jaar.

II. Aanslagvoet & Belastingplichtige

Artikel 2. Het bedrag van de taks is vastgesteld op 62 € per maand of gedeelte daarvan.

Het bedrag dient betaald te worden door de uitbater.

Indien het agentschap geleid wordt door een zaakvoerder of een aangestelde, dan zijn deze laatsten hoofdelijk verantwoordelijk tot het betalen van de taks, samen met de committent.

Artikel 3. De taks dient in zijn geheel gestort te worden in de loop van de maand december van ieder jaar naar rato van het aantal maanden bedrijvigheid.

Artikel 4. In geval van cessie is de nieuwe uitbater gehouden de taks te betalen vanaf de 1e van de maand die volgt op de overneming van het agentschap.

III. Aangifte

Artikel 5. De personen welke onder toepassing van de taks vallen zijn ertoe gehouden schriftelijk aangifte te doen aan het Gemeentebestuur, binnen de vijf dagen die volgen op de publicatie van onderhavig reglement voor de bestaande agentschappen en voor de openingsdatum voor de te openen etablissementen.

Artikel 6. Bij gebrek aan aangifte of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte zal de belasting ambtshalve vastgesteld worden op basis van de elementen waarover het bestuur beschikt.

Artikel 7. Wanneer de belasting ambtshalve ingekohierd wordt, zal deze, onverminderd de verschuldigde belasting en de verwijlinteressen, verhoogd worden met een bedrag gelijk aan de verschuldigde belasting en ingeval van herhaling gelijk aan het dubbel.

IV. Invordering

Artikel 8. De belastingkohieren worden opgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Het bedrag van de verhoging voorzien in artikel 7 hierboven zal gelijktijdig ingekohierd worden met de eigenlijke belasting.

Artikel 9. De ingekohierde bedragen zijn betaalbaar binnen de twee maanden na toezending van het kohieruittreksel.

Bij gebrek aan betaling binnen deze termijn worden de bepalingen betreffende de verwijlinteressen inzake Rijksbelastingen op de inkomsten toegepast.

Het kohieruittreksel zal zonder kosten toegestuurd worden aan de belastingplichtige en zal in overeenkomst zijn met de bepalingen van artikel 4, §3 van de Ordonnantie betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen van 3 april 2014.

Artikel 10. De ingekohierde bedragen worden ingevorderd door de Gemeenteontvanger.

Artikel 11. Op straffe van nietigheid kan de belastingplichtige een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen overeenkomstig het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad van Sint-Joost-ten-Node op 1 september 2014. Dit bezwaarschrift moet worden ingediend, op straffe van verval, binnen een termijn van drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de datum van verzending van het kohieruittreksel dat de bezwaartermijn vermeldt.

De persoon die een bezwaar indient moet een vroegere betaling van de taks niet verantwoorden, maar het bezwaarschrift stelt hem niet vrij van de betaling van de taks binnen de voorgeschreven termijn.

3 annexes / 3 bijlagen

141027--DCsl--RT Agences Paris 2014-2018--FR.pdf, N CBE181105 MAJ181107-RT 2019-2023-Renvlm-ANTN-PARIS-MARCHE-CERCL PRIV-NI.pdf, 141027--DCsl--RT Agences Paris 2014-2018--NL.pdf

17.12.2018/A/0016 **Taxe sur l'occupation du domaine public à l'occasion des marchés; renouvellement du règlement-taxe.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 170, §4, de la Constitution ;

Vu l'article 190 de la Constitution et les articles 112, 114 et 115 de la Nouvelle Loi

communale ;

Vu la Nouvelle Loi communale, et notamment ses articles 117, alinéa 1er et 118, alinéa 1er ;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, notamment, ses articles 91 à 94 (partiellement modifiée par la loi du 20 juillet 2006) ;

Vu la Loi du 23 mars 1999, relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale, notamment l'article 9, lequel insère dans le Code judiciaire les articles 1385decies et undecies ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 92, notamment les articles 355 à 357 et 370 à 372 modifiés par la loi du 15 mars 1999 ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu la circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur relative à l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 162/ 2007, du 19 décembre 2007 ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications subséquentes ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal en date du 1er septembre 2014 ;

Vu l'article 6 §2 de l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, telle que modifiée par l'Ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la Loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration dans les provinces et les communes, telle que modifiée par celle du 26 juin 2000 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative tel que modifié par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 novembre 1999 ;

Vu la circulaire du 24 août 1998 relative à l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la circulaire du 20 juillet 2018 émise par Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites et de la Propreté publique, concernant l'élaboration des budgets communaux pour les exercices 2019 à 2021 ;

Vu que la Commune doit se doter des moyens nécessaires dans le but d'exercer de manière optimale ses missions de service public, notamment, mais pas uniquement, celles prévues par l'article 135 de la Nouvelle loi communale (117-142) ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'article 9 §1 de la Loi du 25 juin 1993 modifiée par les lois des 4 juillet 2005, son arrêté d'exécution du 3 avril 1995 et 20 juillet 2006 relative à l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics ;

Vu l'Arrêté Royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation des

activités ambulantes, notamment les articles 23 à 44 ;

Vu l'Arrêté Royal du 10 mars 1981 rendant obligatoire le Règlement Général sur les Installations Électriques ;

Vu les Arrêtés Royaux des 7 février 1997 et 22 décembre 2005 relatif à l'hygiène générale et l'hygiène des denrées alimentaires ;

Vu le Règlement Général de Police adopté par le Conseil communal en séance du 23 juin 2014 ;

Considérant que les occupations de l'espace public préalablement autorisées par l'autorité communale compétente, réalisées dans le cadre de la tenue d'un marché, entraînent des prestations plus importantes dans le chef de la Commune, notamment en termes de police et de propreté, au vu des frais occasionnés à la commune pour le nettoyage aux abords des lieux du marché ;

Considérant qu'une adaptation de notre règlement aux divers changements législatifs, intervenus dernièrement, s'avère nécessaire ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins :

ARRETE

I. Champ d'application - Durée et Assiette de l'impôt

Article 1. Il est établi, à partir de l'exercice 2019 pour une durée de cinq ans, une taxe communale sur l'occupation du domaine public à l'occasion des marchés.

II. Taux & contribuable

Article 2. La taxe est due par l'occupant du domaine public.

Article 3. La taxe est fixée à 0,75 € par mètre carré et par jour, avec un minimum de 7,50 €.

Pour le calcul de la superficie, il sera tenu compte du périmètre extérieur de la surface occupée par les véhicules, matériel et marchandises.

Article 4. Pour le branchement électrique, il sera perçu une taxe de 1,50 € par jour pour les petits consommateurs (éclairage) et 3,00 € par jour pour les grands consommateurs.

III. Recouvrement

Article 5. La taxe est payable au comptant à partir du placement, contre remise d'une preuve de paiement. En cas de non-paiement, la taxe est enrôlée et est immédiatement exigible.

Article 6. A peine de nullité, le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Échevins conformément au règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode en date du 1er septembre 2014.

Cette réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation.

L'introduction d'une réclamation ne dispense pas le redevable de l'obligation de payer la taxe dans le délai prescrit.

Article 7. A défaut de paiement dans le délai prescrit, il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard et moratoires en matière d'impôts d'État sur les revenus.

Belasting op het gebruik van het openbaar domein ter gelegenheid van markten;

hernieuwing van de belastingreglement.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 170, §4, van de Grondwet ;

Gelet op artikel 190 van de Grondwet, en de artikelen 112, 114 en 115 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en inzonderheid haar artikelen 117, eerste lid en 118, eerste lid ;

Gelet op de Wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen, met name haar artikelen 91 tot 94 (gedeeltelijk gewijzigd door de wet van 20 juli 2006) ;

Gelet op de Wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken, met name artikel 9, dat in het Gerechtelijk wetboek de artikelen 1385decies en undecies invoert ;

Gelet op de bepalingen van Titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot 10 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 92, met name artikelen 355 tot 357 en 370 tot 372 gewijzigd door de Wet van 15 maart 1999 ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op de omzendbrief van 10 mei 2000 van de Minister van Binnenlandse Zaken met betrekking tot het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het college van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op het vonnis van het Grondwettelijk hof nr 162/2007, van 19 december 2007 ;

Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en de daarop volgende wijzigingen ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentelijke belastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad op 1 september 2014 ;

Gelet op artikel 6 §2 van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door de Ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de Wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van Bestuur in provincies en gemeenten, zoals gewijzigd door de wet van 26 juni 2000 ;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 november 1999 ;

Gelet op de omzendbrief van 24 augustus 1998 betreffende de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de omzendbrief van 20 juli 2018 uitgebracht door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen en Openbare Netheid, betreffende de uitwerking van de gemeentelijke begrotingen voor dienstjaren 2019 tot 2021 ;

Gelet op het feit dat de Gemeente zich dient te voorzien van de nodige middelen met het oog op de optimale uitoefening van haar taken van openbare dienstverlening, in het bijzonder, maar niet uitsluitend, deze voorzien door artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet (117-142) ;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat het begrotingsevenwicht oplegt aan de gemeenten ;

Gelet op artikel 9 §1 van de Wet van 25 juni 1993 gewijzigd door de wetten van 4 juli 2005, haar uitvoeringsbesluit van 3 april 1995 en 20 juli 2006 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten en de organisatie van openbare markten

Gelet op het Koninklijk Besluit van 24 september 2006 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante activiteiten, inzonderheid artikelen 23 tot 44 ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 10 maart 1981 waarbij het Algemeen Reglement op de elektrische installaties bindend wordt verklaard ;

Gelet op de Koninklijke Besluiten van 7 februari 1997 en 22 december 2005 betreffende de algemene hygiëne en de levensmiddelenhygiëne ;

Gelet op het Algemeen Politierglement goedgekeurd door de Gemeenteraad tijdens de zitting van 23 juni 2014 ;

Overwegende dat de bezettingen van de openbare ruimte die vooraf worden toegestaan door de bevoegde gemeentelijke overheid, gerealiseerd in het kader van het houden van een markt, meer prestaties vereisen van de Gemeente, met name op het vlak van politie en veiligheid, gezien de hieruit voortvloeiende kosten voor de Gemeente voor de reiniging van de omgeving rond de plaatsen van de markt ;

Overwegende dat een aanpassing van ons reglement aan de diverse wettelijke veranderingen die onlangs werden ingevoerd, nodig blijkt ;

Gelet op de financiële situatie van de Gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen :

BESLIST

I. Reikwijdte – Duur en belastinggrondslag

Artikel 1. Er wordt vanaf het dienstjaar 2019 voor een duur van vijf jaar een gemeentebelasting gevestigd op het gebruik van het openbaar domein ter gelegenheid van markten.

II. Aanslagvoet & Belastingplichtige

Artikel 2. De belasting is verschuldigd door de gebruiker van het openbaar domein.

Artikel 3. De belasting wordt vastgesteld op 0,75 € per vierkante meter en per dag, met een minimum van 7,50 €.

Voor de berekening van het aantal m² zal rekening gehouden worden met de omtrek van de ingenomen oppervlakte door de voertuigen, het materieel en de goederen.

Artikel 4. Voor de aansluiting van de elektriciteit, zal er een belasting geïnd worden van 1,50 € per dag voor de kleine verbruikers (verlichting) en 3,00 € per dag voor de grote verbruikers.

III. Invordering

Artikel 5. De belasting moet vanaf het begin van het plaatsen contant worden betaald, tegen afgifte van een betalingsbewijs. Bij gebreke van contante betaling, wordt de belasting ingekohierd en is ze onmiddellijk eisbaar.

Artikel 6. Op straffe van nietigheid kan de belastingplichtige een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen overeenkomstig het algemeen reglement

betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad van Sint-Joost-ten-Node op 1 september 2014.

Dit bezwaarschrift moet worden ingediend, op straffe van verval, binnen een termijn van drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de datum van verzending van het kohieruittreksel dat de bezwaartermijn vermeldt.

De persoon die een bezwaar indient moet een vroegere betaling van de taks niet verantwoorden, maar het bezwaarschrift stelt hem niet vrij van de betaling van de taks binnen de voorgeschreven termijn.

Artikel 7. Bij gebrek aan betaling binnen de gestelde termijn zijn verwijl- en moratoriumintresten op deze belasting toepasselijk inzake rijksbelastingen op de inkomsten.

3 annexes / 3 bijlagen

N CBE181105 MAJ181107-RT 2019-2023-Renvlm-ANTN-PARIS-MARCHE-CERCL PRIV-NL.pdf, 141027--DCsl--RT Marches 2014-2018--NL.pdf, 141027--DCsl--RT Marches 2014-2018--FR.pdf

17.12.2018/A/0017 **Taxe sur les antennes relais, pylônes et autres dispositifs de télécommunication; renouvellement du règlement-taxe.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 170, §4, de la Constitution ;

Vu l'article 190 de la Constitution, et les articles 112, 114 et 115 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la Nouvelle Loi communale, et notamment ses articles 117, alinéa 1er et 118, alinéa 1er ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, notamment, ses articles 91 à 94 (partiellement modifiée par la Loi du 20 juillet 2006) ;

Vu la Loi du 23 mars 1999, relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale, notamment l'article 9, lequel insère dans le Code judiciaire les articles 1385decies et undecies ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 92, notamment les articles 355 à 357 et 370 à 372 modifiés par la Loi du 15 mars 1999 ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications subséquentes ;

Vu l'article 6 § 2 de l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, telle que modifiée par l'Ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue

de l'exercice de la tutelle administrative tel que modifié par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 novembre 1999 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal en date du 1er septembre 2014 ;

Vu la circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur relative à l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 162/2007, du 19 décembre 2007 ;

Vu la circulaire du 24 août 1998 relative à l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la circulaire du 20 juillet 2018 émise par Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites et de la Propreté publique, concernant l'élaboration des budgets communaux pour les exercices 2019 à 2021 ;

Vu la Loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration dans les provinces et les communes, telle que modifiée par celle du 26 juin 2000 ;

Vu que la Commune doit se doter des moyens nécessaires dans le but d'exercer de manière optimale ses missions de service public, notamment, mais pas uniquement, celles prévues par l'article 135 de la Nouvelle Loi communale (117-142) ;

Vu l'arrêt de la Cour de justice Européenne du 8 septembre 2005, affaires n° C-544/03 et C-545/03, qui a notamment dit pour droit que : "l'article 59 du traité CE (devenu, après modification, article 49 CE), doit être interprété en ce sens qu'il ne s'oppose pas à ce qu'une réglementation d'une autorité nationale ou d'une collectivité locale instaure une taxe sur les infrastructures de communications mobiles et personnelles utilisées dans le cadre de l'exploitation des activités couvertes par les licences et autorisations qui est indistinctement applicable aux prestataires nationaux et à ceux des autres États membres et affecte de la même manière la prestation de services interne à un État membre et la prestation de services entre États membres" ;

Vu l'arrêt du Conseil d'État n° 189.664 du 20 janvier 2009 ;

Vu l'avis de la Section de législation du Conseil d'État n° 47.011/2/V du 5 août 2009 (Doc. parl., Ch., 2008-2009, n° 1867/004), selon lequel, notamment,

"il ressort d'une lecture combinée des articles 97 et 98, §1er et 2, que l'interdiction prévue à l'article 98, §2, alinéa 1er de la Loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques, de prélever un impôt, une taxe, un péage, une rétribution ou une indemnité, de quelle que nature que ce soit, concerne uniquement le droit d'utilisation du domaine public. En effet, les termes "ce droit d'utilisation", prévu à l'article 98, §2, alinéa 1er, ne peuvent se rapporter qu'au droit d'établissement — qui comprend le droit d'utilisation et le droit de passage — sur le domaine public dont il est question au paragraphe 1er. [...].

L'interprétation selon laquelle l'article 98, §2, alinéa 1er, vise l'utilisation gratuite du domaine public est en outre confirmée, dans les travaux préparatoires, par le commentaire de l'article 98 : "Afin d'éviter le retour de certains litiges, le §2 stipule explicitement que l'utilisation du domaine public est entièrement gratuite".

[...] L'article 98, §2, alinéa 1er, a ainsi pour seul objet de garantir la gratuité de l'usage privatif du domaine public par les opérateurs de réseaux publics de télécommunications [...]. Cependant, en interdisant tout prélèvement, qu'il prenne la forme d'un impôt ou d'une redevance, sur les droits d'utilisation du domaine public, cette disposition constitue aussi une limitation du pouvoir fiscal reconnu aux communes par les articles 41, 162 et 170, §4, de la Constitution. Elle doit dès lors faire l'objet d'une interprétation stricte. Il résulte de ce qui précède que l'article 98, §2, alinéa 1er, doit

être compris comme interdisant uniquement les impositions — quelles qu'elles soient — ayant pour objet d'obtenir une contrepartie à l'usage privatif du domaine public par les opérateurs de télécommunications.

En général, les règlements-taxes pris par les communes ont pour objet d'imposer la propriété ou l'exploitation d'un pylône, d'un mât ou d'une antenne GSM que ceux-ci soient situés ou non sur le domaine public. Par de tels règlements, les communes ne souhaitent pas obtenir une rémunération en contrepartie de l'usage privatif du domaine public qu'elles autorisent, mais elles entendent, pour des motifs essentiellement budgétaires, taxer l'activité économique des opérateurs de télécommunications qui se matérialise sur le territoire communal par la présence de pylônes, mâts ou antennes GSM affectés à cette activité. Des taxes communales de cette nature sont sans rapport avec l'article 98, §2, de la Loi du 21 mars 1991 pour le motif qu'elles frappent une matière imposable, l'activité économique des opérateurs de télécommunications, qui n'est pas l'utilisation privative du domaine public. L'interdiction d'établir toute forme de contribution prévue par l'article précité ne saurait dès lors les concerner" ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant que la présente taxe vise à doter la Commune des ressources financières nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener ;

Considérant que si les objectifs poursuivis par l'établissement d'une taxe sont d'abord d'ordre financier, il n'est pas exclu cependant que les communes poursuivent également des objectifs d'incitation ou de dissuasion accessoires à leurs impératifs financiers; que, selon le Conseil d'État : "aucune disposition légale ou réglementaire n'interdit à une commune, lorsqu'elle établit des taxes justifiées par l'état de ses finances, de les faire porter par priorité sur des activités qu'elle estime plus critiquables que d'autres" (arrêt n° 18.368 du 30 juin 1977) ;

Considérant que les communes sont de plus en plus fréquemment sollicitées par des sociétés qui souhaitent obtenir l'autorisation d'implanter des antennes de diffusion pour GSM, portant atteinte à l'environnement dans un périmètre relativement important ;

Considérant que, les installations visées par la présente taxe sont particulièrement inesthétiques, constituant une nuisance visuelle et une atteinte aux paysages dans des périmètres relativement importants ;

Considérant que les sièges sociaux et administratifs de ces sociétés ne se trouvent pas sur le territoire de Saint-Josse-ten-Noode et que la Commune ne retire dès lors de ces implantations aucune compensation directe ou indirecte, malgré les inconvénients auxquels elle est confrontée ;

Considérant qu'aucune disposition légale n'interdit aux communes de prélever une taxe sur les pylônes de diffusion pour GSM ;

Considérant qu'une adaptation de notre règlement aux divers changements législatifs, intervenus dernièrement, s'avère nécessaire ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins :

ARRETE

I. Champ d'application - Durée et Assiette de l'impôt

Article 1. Il est établi au profit de la Commune , pour les exercices 2019 à 2023, une taxe annuelle sur les antennes, pylônes, mâts et structures en site propre affectés à un système de communication mobile, ou à tout autre système d'émission et de réception de signaux de communication.

II. Taux & contribuable

Article 2. La taxe est due pour l'année civile entière par le propriétaire de l'antenne

relais, du pylône ou du mât quelle que soit la date d'installation ou de l'enlèvement du bien visé à l'article 1er.

Article 3. La taxe est fixée à 5.000 € par antenne ou structure visée à l'article 1er et par an.

III. Exonérations

Article 4. Sont exonérées du paiement de la taxe les antennes affectées à un service d'utilité publique, c'est-à-dire les services de secours, les forces de l'ordre et la protection civile et utilisées à cette seule et unique fin.

Cette exonération est accordée d'office, pour autant qu'elle soit justifiée.

IV. Déclaration

Article 5. L'Administration communale fait parvenir au contribuable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complété, daté et signé avant l'échéance mentionnée.

Les contribuables qui n'ont pas reçu le formulaire de déclaration sont tenus d'en réclamer un.

La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Article 6. Le défaut de déclaration, la déclaration hors délais prescrits par l'article 5 ci-avant, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise du redevable entraînent l'imposition d'office d'après les éléments dont dispose l'Administration.

Lorsque la taxe est fixée d'office, celle-ci sera majorée, sans préjudice de la taxe et intérêts de retard, d'un montant égal à la taxe due.

V. Recouvrement

Article 7. Les rôles seront dressés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Le montant de la majoration prévue à l'article 6 sera enrôlé en même temps que la taxe proprement dite.

Article 8. La taxe est payable dans les deux mois de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts d'État sur les revenus.

L'avertissement-extrait de rôle sera envoyé au redevable sans frais et sera conforme aux dispositions prévues dans l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales.

Article 9. La taxe est recouvrée par le Receveur communal.

Article 10. A peine de nullité, le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Échevins conformément au règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode en date du 1er septembre 2014.

Cette réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation.

Le réclamant ne doit pas justifier du paiement préalable de la taxe mais la réclamation ne dispense pas de l'obligation de payer la taxe dans le délai prescrit.

Belasting op zendantennes, pylonen en andere telecommunicatietoestellen; hernieuwing van de belastingreglement.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 170, §4, van de Grondwet ;

Gelet op artikel 190 van de Grondwet, en de artikelen 112, 114 en 115 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en inzonderheid haar artikelen 117, eerste lid en 118, eerste lid ;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat het begrotingsevenwicht oplegt aan de gemeenten ;

Gelet op de Wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen, met name haar artikelen 91 tot 94 (gedeeltelijk gewijzigd door de Wet van 20 juli 2006) ;

Gelet op de Wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken, met name artikel 9, dat in het Gerechtelijk Wetboek de artikelen 1385decies en undecies invoert ;

Gelet op de bepalingen van Titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot 10 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 92, met name artikelen 355 tot 357 en 370 tot 372 gewijzigd door de Wet van 15 maart 1999 ;

Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en de daarop volgende wijzigingen ;

Gelet op artikel 6 §2 van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en artikel 1 van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door de Ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door het Besluit van de Brusselse Regering van 18 november 1999 ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentelijke belastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad op 1 september 2014 ;

Gelet op de omzendbrief van 10 mei 2000 van de Minister van Binnenlandse Zaken met betrekking tot het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor de college van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op het vonnis van het Grondwettelijk hof nr. 162/2007, van 19 december 2007 ;

Gelet op de omzendbrief van 24 augustus 1998 betreffende de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de omzendbrief van 20 juli 2018 uitgebracht door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen en Openbare Netheid, betreffende de uitwerking van de gemeentelijke begrotingen voor dienstjaren 2019 tot 2021 ;

Gelet op de Wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van Bestuur in provincies en gemeenten, zoals gewijzigd door de Wet van 26 juni 2000 ;

Gelet op het feit dat de Gemeente zich dient te voorzien van de nodige middelen met het oog op de optimale uitoefening van haar taken van openbare dienstverlening, in het bijzonder, maar niet uitsluitend, deze voorzien door artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet (117-142) ;

Gelet op het arrest van het Europees hof van 8 september 2005, nr C-544/03 en C-545/03 dat naar recht verklaart dat : "Artikel 59 EG-Verdrag (thans, na wijziging, artikel 49 EG) dient aldus te worden uitgelegd dat het er zich niet tegen verzet dat een nationale autoriteit of een plaatselijke overheid bij reglement een belasting instelt op de infrastructuur voor mobiele en persoonlijke communicatie die bij de exploitatie van de in de vergunningen en machtigingen bepaalde werkzaamheden wordt gebruikt, die zonder onderscheid van toepassing is op binnenlandse dienstverrichters en dienstverrichters uit andere lidstaten, en die het verrichten van diensten binnen één lidstaat en het verrichten van diensten tussen lidstaten gelijkelijk raakt" ;

Gelet op het arrest van de Raad van State nr 189.664 van 20 januari 2009 ;

Gelet op het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State nr 47.011/2/V van 5 augustus 2009 (Parl. Doc., Kamer, 2008-2009, nr 1867/004), volgens hetwelk meer bepaald,

"uit de onderlinge samenlezing van de artikelen 97 en 98, §1 en 2, blijkt dat het verbod om een belasting, taks, cijns, retributie of vergoeding van welke aard ook op te leggen, bepaald bij artikel 98, §2, eerste lid [van de Wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, teneinde de gemeenten de mogelijkheid te bieden belastingen te heffen op gsm-masten en op antennesteunen van gsm-basisstations] alleen geldt voor het recht op het gebruik van het openbaar domein. De bewoordingen "dat gebruiksrecht" in artikel 98, §2, eerste lid, kunnen immers alleen betrekking hebben op het recht op aanleg — dat het gebruiksrecht en het doorgangsrecht omvat — op het openbaar domein waarvan in paragraaf 1 sprake is. [...].

De interpretatie volgens welke artikel 98, §2, eerste lid, betrekking heeft op het kosteloze gebruik van het openbaar domein wordt bovendien in de parlementaire voorbereiding door de commentaar bij artikel 98 bevestigd: "Teneinde een herhaling van sommige geschillen te voorkomen, wordt in §2 uitdrukkelijk bepaald dat het gebruik van het openbaar domein volstrekt kosteloos is".

[...] Artikel 98, §2, eerste lid, heeft aldus alleen tot doel de kosteloosheid te waarborgen van het privatieve gebruik van het openbaar domein door de operatoren van openbare telecommunicatienetwerken [...]. Doordat deze bepaling, welke heffing ook op het recht om het openbaar domein te gebruiken verbiedt, ongeacht of die heffing de vorm van een belasting of van een retributie aanneemt, vormt ze echter ook een beperking van de fiscale bevoegdheid die door de artikelen 41, 162 en 170, §4, van de Grondwet aan de gemeenten is toegekend. Aan deze bepaling dient derhalve een strikte interpretatie te worden gegeven. Uit wat voorafgaat volgt dat artikel 98, §2, eerste lid, aldus moet worden opgevat dat het uitsluitend de belastingen — ongeacht welke — verbiedt die tot doel hebben een tegenprestatie te verkrijgen voor het privatieve gebruik van het openbaar domein door de telecomoperatoren.

Over het algemeen strekken de belastingverordeningen die uitgevaardigd worden door de gemeenten ertoe een belasting te heffen op de eigendom of de exploitatie van een gsm-mast, een gsm-paal of een gsm-basisstation, ongeacht of deze al dan niet gesitueerd zijn op het openbaar domein. Met dergelijke verordeningen streven de gemeenten er niet naar een vergoeding te krijgen in ruil voor het privatieve gebruik van het openbaar domein waarvoor zij toestemming verlenen, maar is het wel de bedoeling om, uit in hoofdzaak budgettaire redenen, een belasting te heffen op de economische activiteit van telecomoperatoren op het grondgebied van de gemeente, die tot uiting

komt door de aanwezigheid van gsm-masten, gsm-palen of gsm-basisstations die voor die activiteit gebruikt worden. Dergelijke gemeentebelastingen houden geen verband met artikel 98, §2, van de Wet van 21 maart 1991, omdat deze betrekking hebben op een belastbare materie, namelijk de economische activiteit van de telecomoperatoren, die niet het privaat gebruik van het openbaar domein is. Het verbod om enige vorm van belasting op te leggen, zoals bepaald wordt in het voornoemde artikel, is dan ook niet van toepassing op die operatoren";

Gelet op de financiële situatie van de Gemeente ;

Overwegende dat deze belasting strekt tot de voorziening van de Gemeente van de nodige financiële hulpmiddelen voor haar taken en de beleidsvoeringen die zij wenst tot stand te brengen ;

Overwegende dat terwijl de nagestreefde doelstellingen voor het instellen van een taks eerst en vooral van financiële aard zijn, het niet uitgesloten is dat de gemeente ook doelstellingen voor aanmoediging of ontrading nastreven naast hun financiële imperatieven; dat volgens de Raad van State ; "geen enkele wetsbepaling de gemeente verbiedt belastingen die noodzakelijk zijn voor de financiering van de gemeente te doen slaan op activiteiten die haar – meer dan andere – afkeuring lijken te verdienen" (arrest nr. 18.368 van 30 juni 1977) ;

Overwegende dat er meer en meer een beroep wordt gedaan op de gemeenten, meer bepaald door maatschappijen die pylons willen plaatsen bestemd voor gsm-zendmasten, die binnen een relatief belangrijke perimeter het leefmilieu aantasten ;

Overwegende dat de installaties waarvoor de taks bedoeld is bijzonder onesthetisch zijn, een visuele hinder veroorzaken en een aanslag zijn op het landschap, binnen relatief belangrijke perimeters ;

Overwegende dat de maatschappelijke en administratieve zetels van deze maatschappijen niet op het grondgebied gelegen zijn van Sint-Joost-ten-Node en dat de Gemeente uit deze vestigingen geen enkele rechtstreekse of onrechtstreekse compensatie haalt, ondanks de nadelen waarmee zij wordt geconfronteerd ;

Overwegende dat geen enkele wettelijke bepaling de gemeenten verbiedt om een belasting te heffen op gsm-zendmasten ;

Overwegende dat een aanpassing van ons reglement aan de diverse wettelijke veranderingen die onlangs werden ingevoerd, nodig blijkt ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen :

BESLIST

I. Reikwijdte – Duur en belastinggrondslag

Artikel 1. Ten voordele van de gemeente Sint-Joost-ten-Node wordt voor de dienstjaren 2019 tot 2023 een jaarlijkse taks ingesteld op antennes, pylons, masten en structuren in eigen site, bestemd voor een mobiel communicatiesysteem, of aan ieder ander zend- of ontvangstsysteem van communicatiesignalen.

II. Aanslagvoet & Belastingplichtige

Artikel 2. De taks is verschuldigd voor het kalenderjaar door de eigenaar van de zendantenne, pyloon of mast ongeacht de installatie- of verwijderingsdatum van het goed vermeld in artikel 1.

Artikel 3. De taks wordt vastgesteld op 5.000 € per jaar per antenne of structuur bedoeld in artikel 1.

III. Belastingvrijstellingen

Artikel 4. Zijn vrijgesteld van de belasting de antennes bestemd voor een dienst van

openbare nut, dwz de hulpdiensten, de ordediensten en de civiele bescherming, en enkel voor dit enige doeleinde gebruikt.

Deze vrijstelling wordt automatisch toegekend, voor zover zij gerechtvaardigd wordt.

IV. Aangifte

Artikel 5. Het Gemeentebestuur bezorgt de belastingplichtige een aangifteformulier dat deze volledig ingevuld, gedagtekend en ondertekend moet terugzenden voor de vermelde termijn.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, moet er een aanvragen.

De aangifte blijft geldig tot herroeping.

Artikel 6. Bij gebrek aan aangifte, een aangifte buiten de termijn voorgeschreven in bovenstaand artikel 5 of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte zal de belasting ambtshalve vastgesteld worden op basis van de elementen waarover het Bestuur beschikt.

Wanneer de belasting ambtshalve ingekohierd wordt, zal deze, onverminderd de verschuldigde belasting en de verwijl- interesten, verhoogd worden met een bedrag gelijk aan de verschuldigde belasting.

V. Invordering

Artikel 7. Het belastingkohier wordt opgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Het bedrag van de verhoging voorzien in artikel 6 zal gelijktijdig ingekohierd worden met de eigenlijke belasting.

Artikel 8. De belasting is betaalbaar binnen de twee maanden na toezending van het kohieruittreksel.

Bij gebreke aan betaling binnen deze termijn worden de bepalingen betreffende de verwijlinteresten inzake Rijksinkomstenbelastingen toegepast.

Het kohieruittreksel zal zonder kosten toegestuurd worden aan de belastingplichtige en zal in overeenkomst zijn met de bepalingen in de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

Artikel 9. De belasting is door de Gemeenteontvanger ingevorderd.

Artikel 10. Op straffe van verval kan de belastingplichtige een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen overeenkomstig het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad van Sint-Joost-ten-Node op 1 september 2014.

Dit bezwaarschrift moet worden ingediend, op straffe van verval, binnen een termijn van drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de datum van verzending van het kohieruittreksel dat de bezwaartermijn vermeldt.

De persoon die een bezwaar indient moet een vroegere betaling van de taks niet verantwoorden, maar het bezwaarschrift stelt hem niet vrij van de betaling van de taks binnen de voorgeschreven termijn.

3 annexes / 3 bijlagen

*N CBE181105 MAJ181107-RT 2019-2023-Renvlm-ANTN-PARIS-MARCHE-CERCL
PRIV-NI.pdf, 141027--DCsl--RT Antennes 2014-2018--FR.pdf, 141027--DCsl--RT
Antennes 2014-2018--NL.pdf*

Le Conseil communal,

Vu l'article 170, §4, de la Constitution ;

Vu l'article 190 de la Constitution, et les articles 112, 114 et 115 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la Nouvelle Loi communale, et notamment ses articles 117, alinéa 1er et 118, alinéa 1er ;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, notamment, ses articles 91 à 94 (partiellement modifiée par la loi du 20 juillet 2006) ;

Vu la Loi du 23 mars 1999, relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale, notamment l'article 9, lequel insère dans le Code judiciaire les articles 1385decies et undecies ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 92, notamment les articles 355 à 357 et 370 à 372 modifiés par la Loi du 15 mars 1999 ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu la circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur relative à l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 162/2007, du 19 décembre 2007 ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications subséquentes ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal en date du 1er septembre 2014 ;

Vu l'article 6, §2 de l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, telle que modifiée par l'Ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la Tutelle administrative tel que modifié par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 novembre 1999 ;

Vu la circulaire du 24 août 1998 relative à l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la circulaire du 20 juillet 2018 émise par Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites et de la Propreté publique, concernant l'élaboration des budgets communaux pour les exercices 2019 à 2021 ;

Vu la Loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration dans les provinces et les communes, telle que modifiée par celle du 26 juin 2000 ;

Vu que la Commune doit se doter des moyens nécessaires dans le but d'exercer de manière optimale ses missions de service public, notamment, mais pas uniquement, celles prévues par l'article 135 de la Nouvelle Loi communale (117-142) ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la Loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services ;
Vu la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006, relative aux services dans le marché intérieur ;
Vu l'Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale du 12 décembre 2003, relatif aux changements d'utilisation soumis à permis d'urbanisme, modifié par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juin 2004 ;
Vu le Plan Régional de Développement (P.R.D.) approuvé par la Région de Bruxelles-Capitale qui a fixé les lignes de force pour le maintien et le développement de la vie économique ;
Vu la situation financière de la Commune ;
Considérant que la présente taxe vise à doter la commune des ressources financières nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener.
Que dans la poursuite de cet objectif, l'imposition des entreprises visées par le présent règlement est justifiée, en considérant que si les entreprises mettant à disposition les appareils de télécommunication contre rétribution rendent un service à une partie de la population, leur prolifération serait néanmoins préjudiciable dans la mesure où celles-ci entraînent des charges importantes au niveau communal, en termes de propreté et tranquillité publiques, occupation des forces de l'ordre, obligation des services communaux à davantage de travail ;
Qu'il y a donc lieu de les faire contribuer spécialement au financement des missions de la Commune ;
Considérant qu'une adaptation de notre règlement aux divers changements législatifs, intervenus dernièrement s'avère nécessaire ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins :

ARRETE

I. Champ d'application - Durée et Assiette de l'impôt

Article 1. Il est établi à partir de l'exercice 2019 et pour une période de cinq ans, une taxe d'ouverture sur les entreprises situées sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode qui ont pour activité principale la mise à disposition contre rétribution d'appareils de télécommunication.

Article 2. Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par appareil de télécommunication, tout appareil permettant la transmission, l'émission ou la réception de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de données de toute nature, par fil, radioélectricité, signalisation ou par tout autre système.

II. Taux

Article 3. Le taux de la taxe d'ouverture est fixé à 12.500 € et est redevable à chaque ouverture d'une nouvelle activité commerciale d'une entreprise mettant à disposition des appareils de télécommunication contre rétribution.

La taxe d'ouverture est une taxe unique.

Chaque modification d'exploitant équivaut à une nouvelle activité commerciale.

La taxe d'ouverture est due pour l'année civile entière, nonobstant la cessation d'activité économique ou la modification de l'exploitation pendant l'année de l'enrôlement.

Il n'est accordé aucune remise ou restitution de l'impôt pour quelle que cause que ce soit.

III. Contribuable

Article 4. L'impôt est dû par l'exploitant du commerce.

A défaut de paiement dans les délais prescrits, le propriétaire du commerce et le propriétaire de l'immeuble où l'activité économique a lieu sont solidairement et indivisiblement tenus au paiement de la taxe.

IV. Exonérations

Article 5. Sont exonérés de la taxe, les établissements qui assurent le service universel tel que défini dans l'article 84 de la Loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques et qui peuvent justifier de la qualité d'opérateurs telle que définie par l'article 68 de la même Loi du 21 mars 1991.

Sont également exonérés les établissements qui mettent à disposition du public au maximum deux appareils répondant à la définition de l'article 2 et pour autant que cette mise à disposition constitue un service accessoire rendu à la clientèle de leur activité principale et non une source d'exploitation commerciale.

V. Déclaration

Article 6. L'exploitant du commerce où l'activité économique a lieu est tenu de déclarer toute activité économique aux autorités communales préalablement à celle-ci. Il est obligé de fournir tous les documents et attestations à l'autorité communale à la première demande.

Il est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa déclaration.

Article 7. La Commune adresse au contribuable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer sous pli affranchi ou de déposer à l'Administration dûment signé et contenant tous les éléments nécessaires à la taxation conformément aux indications qui y figurent dans les dix jours ouvrables de la date d'envoi mentionnée sur ledit formulaire.

Article 8. Le contribuable qui n'a pas reçu de formulaire de déclaration comme prévu ci-avant est tenu de déclarer spontanément à l'Administration les éléments nécessaires à la taxation

Article 9. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

La révocation se fait valablement par envoi recommandé ou par dépôt à la commune contre accusé de réception.

A défaut la taxation se poursuivra dans le chef du redevable n'ayant pas révoqué valablement sa déclaration.

Article 10. Le contribuable est tenu de signaler immédiatement à l'Administration tout changement, et notamment tout changement d'adresse, de raison sociale, de dénomination.

Article 11. A défaut de déclaration ou en cas de déclaration incorrecte, imprécise ou incomplète, la taxe est établie d'office, d'après les éléments dont l'Administration peut disposer.

Article 12. Tout redevable imposé d'office sera frappé, sans préjudice de la taxe due et des intérêts de retard, d'une majoration d'impôt égale à la taxe et en cas de récidive égale au double.

VI. Recouvrement

Article 13. Les rôles sont dressés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Le montant de la majoration prévue à l'article ci-dessus sera enrôlée en même temps que la taxe proprement dite

Article 14. Les montants enrôlés sont payables dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts d'État sur les revenus.

L'avertissement-extrait de rôle sera envoyé au redevable sans frais et sera conforme aux dispositions prévues dans l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales.

Article 15. Les montants enrôlés sont recouverts par le Receveur communal.

Article 16. A peine de nullité, le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Échevins conformément au règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode en date du 1er septembre 2014.

La réclamation à laquelle la taxe donnerait lieu doit être écrite, datée, motivée, signée et introduite auprès du Collège des Bourgmestre et Échevins.

Cette réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation.

Le réclamant ne doit pas justifier du paiement préalable de la taxe, mais la réclamation ne dispense pas de l'obligation de payer la taxe dans le délai prescrit.

Belasting op het ter beschikking stellen van telecommunicatieapparatuur; hernieuwing van de belastingreglement.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 170, §4, van de Grondwet ;

Gelet op artikel 190 van de Grondwet, en de artikelen 112, 114 en 115 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en inzonderheid haar artikelen 117, eerste lid en 118, eerste lid ;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen, inzonderheid haar artikelen 91 tot 94 (gedeeltelijk gewijzigd door de wet van 20 juli 2006) ;

Gelet op de Wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken, inzonderheid artikel 9, dat in het Gerechtelijk wetboek de artikelen 1385decies en undecies invoert ;

Gelet op de bepalingen van Titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot 10 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 92, inzonderheid artikelen 355 tot 357 en 370 tot 372 gewijzigd door de Wet van 15 maart 1999 ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een gemeentebelasting ;

Gelet op de omzendbrief van 10 mei 2000 van de Minister van Binnenlandse Zaken met betrekking tot het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor de College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op het vonnis van het Grondwettelijk hof nr 162/2007, van 19 december 2007 ;

Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentelijke belastingen en de daarop volgende wijzigingen ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentelijke belastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad op 1 september 2014 ;

Gelet op artikel 6 §2 van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en

artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door de Ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 november 1999 ;

Gelet op de omzendbrief van 24 augustus 1998 betreffende de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de omzendbrief van 20 juli 2018 uitgebracht door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen en Openbare Nethheid, betreffende de uitwerking van de gemeentelijke begrotingen voor dienstjaren 2019 tot 2021;

Gelet op de Wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van Bestuur in provincies en gemeenten, zoals gewijzigd door de Wet van 26 juni 2000 ;

Gelet op het feit dat de Gemeente zich dient te voorzien van de nodige middelen met het oog op de optimale uitoefening van haar taken van openbare dienstverlening, in het bijzonder, maar niet uitsluitend, deze voorzien door artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet (117-142) ;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat het begrotingsevenwicht oplegt aan de gemeenten ;

Gelet op de Wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening ;

Gelet op de Richtlijn 2006/123/CE van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende de diensten op de interne markt ;

Gelet op het Besluit van de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 12 december 2003, betreffende aan een stedenbouwkundige vergunning onderworpen wijzigingen van gebruik gewijzigd door het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 juni 2004 ;

Gelet op het Gewestelijk Ontwikkelingsplan (GOP) goedgekeurd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat de krachtlijnen heeft vastgesteld voor het behoud en de ontwikkeling van het economische leven ;

Gelet op de financiële situatie van de Gemeente;

Overwegende dat deze belasting strekt tot de voorziening van de Gemeente van de nodige financiële hulpmiddelen voor haar taken en de beleidsvoeringen die zij wenst tot stand te brengen.

Dat in het nastreven van deze doelstelling de in dit reglement bedoelde belastingheffing van deze ondernemingen gerechtvaardigd is, overwegende dat terwijl de ondernemingen tegen betaling telecommunicatieapparatuur ter beschikking stellen en daarmee een dienst leveren aan een gedeelte van de bevolking, hun snelle verspreiding niettemin nadelig zou zijn, in die zin dat ze grote lasten met zich meebrengen op gemeentelijk vlak inzake openbare nethheid en rust, belasting van de ordehandhavers, extra werklust voor de gemeentediensten ;

Overwegende dat een aanpassing van ons reglement aan de diverse wettelijke veranderingen die onlangs werden ingevoerd, nodig blijkt ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen :

BESLIST

I. Reikwijdte – Duur en belastinggrondslag

Artikel 1. Er wordt vanaf het dienstjaar 2019 en voor een termijn van vijf jaar, een openingstaks geheven op de bedrijven gelegen op het grondgebied van de Gemeente van Sint-Joost-ten-Node, wiens hoofdactiviteiten erin bestaat tegen vergoeding telecommunicatieapparatuur ter beschikkingen te stellen.

Artikel 2. Voor de toepassing van het huidige reglement, moet er onder telecommunicatieapparatuur verstaan worden, elk toestel dat overdracht toelaat, het uitzenden of ontvangen van tekens, signalen, geschriften, beelden, geluiden of andere gegevens van welke aard ook, per draad, radiogolven, optische signalisatie of door om het even welk ander systeem.

II. Aanslagvoet

Artikel 3. De aanslagvoet van de openingstaks is vastgesteld op 12.500 € en is verschuldigd bij elke opening van een nieuwe handelsactiviteit van een bedrijf die telecommunicatieapparatuur tegen vergoeding ter beschikking stelt.

De openingstaks is een éénmalige belasting.

Elke wijziging van uitbating is gelijkgesteld met een nieuwe handelsactiviteit.

De openingstaks is verschuldigd voor het gehele burgerlijke jaar ongeacht de stopzetting van de economische activiteit of de wijziging van uitbating in het jaar van de inkohiering.

Er wordt geen enkele korting of teruggave van de taks gedaan voor welke reden dan ook.

III. Belastingplichtige

Artikel 4. De belasting is verschuldigd door de uitbater van de handelszaak.

Bij gebrek aan de betaling in de voorgeschreven termijnen, worden de eigenaar van het pand en de eigenaar van het gebouw waar de economische activiteiten plaats vinden, solidair en ondeelbaar gehouden tot betaling van de belasting.

IV. Belastingvrijstellingen

Artikel 5. Zijn vrijgesteld van belasting, de bedrijven die universele diensten, zoals bepaald in artikel 84 van de Wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, verzekeren en die de hoedanigheid van operator kunnen rechtvaardigen in naleving van artikel 68 van de zelfde wet van 21 maart 1991.

Zijn ook vrijgesteld, de bedrijven die maximum 2 apparaturen, zoals bepaald in artikel 2, ter beschikking stellen van het publiek en voor zover dat het ter beschikking stellen een bijkomstige activiteit voor de klanten is en niet een bron van handelsexploïtatie.

V. Aangifte

Artikel 6. De uitbater van de handelszaak waar de economische activiteit plaats vindt, is ertoe gehouden voorafgaandelijk van elke economische activiteit aangifte te doen bij de gemeentelijke overheid.

Hij is verplicht al de nodige documenten en attestaties voor te leggen op eerste verzoek van de gemeentelijke overheid.

Hij is eraan gehouden de eventuele controle van zijn verklaring mogelijk te maken.

Artikel 7. De Gemeente stuurt aan elke belastingplichtige een aangifteformulier welke deze is gehouden behoorlijk ingevuld en ondertekend terug te sturen per gefrankeerde

brief of neer te leggen bij het gemeentebestuur, binnen de tien werkdagen vanaf de verzendingsdatum aangeduid op het formulier. Het aangifteformulier zal al de nodige elementen omvatten overeenkomstig met de in het formulier aangeduide aanwijzingen.

Artikel 8. De belastingplichtige die geen aangifteformulier heeft ontvangen zoals hierboven voorzien, is ertoe gehouden spontaan de nodige elementen voor de taxatie aan het bestuur over te maken.

Artikel 9. De aangifte blijft geldig tot herroeping.

De herroeping is geldig door de verzending van een aangetekende brief of door het overleggen tegen ontvangstbewijs bij de gemeente van een brief.

Bij gebreke zal de taxatie blijven doorgaan in hoofd van de belastingplichtige die zijn aangifte niet geldig heeft ingetrokken.

Artikel 10. De belastingplichtige is ertoe gehouden onmiddellijk het Bestuur ter kennis te brengen van elke wijziging, en o.a. adreswijziging, verandering van handelsnaam of benaming.

Artikel 11. Bij gebrek aan aangifte of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte zal de belasting ambtshalve vastgesteld worden op basis van de elementen waarover het bestuur beschikt.

Artikel 12. Wanneer de belasting ambtshalve ingekohierd wordt, zal deze, onverminderd de verschuldigde belasting en de verwijlinteressen, verhoogd worden met een bedrag gelijk aan de verschuldigde belasting en in geval van herhaling gelijk aan het dubbel.

VI. Invordering

Artikel 13. De belastingkohieren worden opgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Het bedrag van de verhoging voorzien in het artikel hierboven zal gelijktijdig ingekohierd worden met de eigenlijke belasting.

Artikel 14. De ingekohierde bedragen zijn betaalbaar binnen de twee maanden na toezending van het kohieruittreksel.

Bij gebrek aan betaling binnen deze termijn worden de bepalingen betreffende de verwijlinteressen inzake Rijksbelastingen op de inkomsten toegepast.

Het kohieruittreksel zal zonder kosten toegestuurd worden aan de belastingplichtige en zal in overeenkomst zijn met de bepalingen van de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

Artikel 15. De ingekohierde bedragen worden ingevorderd door de Gemeenteontvanger.

Artikel 16. Op straffe van nietigheid kan de belastingplichtige een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen overeenkomstig het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad van Sint-Joost-ten-Node op 1 september 2014. Het bezwaarschrift waartoe deze belasting aanleiding zou geven moet schriftelijk gebeuren, moet gedateerd, met redenen omkleed en ondertekend zijn, en ingediend worden bij het College van Burgemeester en Schepenen.

Dit bezwaarschrift moet worden ingediend, op straffe van verval, binnen een termijn van drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de datum van verzending van het kohieruittreksel dat de bezwaartermijn vermeldt.

De bezwaarindienaar moet de betaling van de belasting niet bewijzen, maar het bezwaarschrift ontslaat niet van de betaling van de belasting binnen de voorgeschreven termijn.

3 annexes / 3 bijlagen

17.12.2018/A/0019 **Taxe sur les magasins de nuit; renouvellement du règlement-taxe.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 170, §4, de la Constitution ;

Vu l'article 190 de la Constitution, et les articles 112, 114 et 115 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la Nouvelle Loi communale, et notamment ses articles 117, alinéa 1er et 118, alinéa 1er ;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, notamment, ses articles 91 à 94 (partiellement modifiée par la Loi du 20 juillet 2006) ;

Vu la Loi du 23 mars 1999, relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale, notamment l'article 9, lequel insère dans le Code judiciaire les articles 1385decies et undecies ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 92, notamment les articles 355 à 357 et 370 à 372 modifiés par la Loi du 15 mars 1999 ;

Vu la Loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration dans les provinces et les communes, telle que modifiée par celle du 26 juin 2000 ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu la circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur relative à l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 162/2007, du 19 décembre 2007 ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications subséquentes ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal en date du 1er septembre 2014 ;

Vu l'article 6 § 2 de l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, telle que modifiée par l'Ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative tel que modifié par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 novembre 1999 ;

Vu la circulaire du 24 août 1998 relative à l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la circulaire du 20 juillet 2018 émise par Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de

l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites et de la Propreté publique, concernant l'élaboration des budgets communaux pour les exercices 2019 à 2021;

Vu que la Commune doit se doter des moyens nécessaires dans le but d'exercer de manière optimale ses missions de service public, notamment, mais pas uniquement, celles prévues par l'article 135 de la Nouvelle Loi Communale (117-142) ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'article 135 §2 de la Nouvelle Loi Communale en vertu duquel les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ;

Vu l'article 18 §1, 2 et 3 de la Loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce l'artisanat et les services octroyant la faculté aux communes d'établir un règlement communal qui régule l'implantation des magasins de nuit et les bureaux privés de télécommunication et soumet l'ouverture de tels commerces à l'autorisation préalable du Collège des Bourgmestre et Échevins ;

Considérant la nécessité d'un tel règlement compte tenu des nuisances sonores, troubles de l'ordre public, atteintes au calme et à la sécurité que ce type de commerce peut engendrer ;

Considérant que les allées et venues de véhicules motorisés et le stationnement sauvage pendant la nuit liés à ce type d'établissement peuvent troubler la sécurité et le calme des citoyens ainsi que l'usage normal de la voirie ;

Considérant qu'en outre, une trop grande concentration de ces commerces est susceptible d'affecter également la viabilité commerciale ainsi que la bonne mixité du commerce ;

Considérant que les magasins de nuit perturbent, plus que les magasins du jour, l'ordre et la tranquillité publiques et obligent les forces de l'ordre et les services communaux à plus de travail, de sorte qu'il est légitime de les faire contribuer spécialement aux finances de la Commune.

Considérant que l'exploitation de magasins de nuit perturbe la propreté et la tranquillité publique, obligeant les forces de l'ordre et les services communaux à davantage de travail ; qu'il est dès lors légitime de les faire contribuer spécialement au financement des missions de la Commune ;

Vu le Plan Régional de Développement (P.R.D.) approuvé par la Région de Bruxelles-capitale, qui a fixé les lignes de force pour le maintien et le développement de la vie économique ;

Considérant que la revalorisation du commerce est considérée comme un facteur essentiel dans cette perspective, la localisation des commerces et le service à la population pouvant largement contribuer à rendre la Région et la Commune attractives ;

Attendu que le PRD souligne que plusieurs facteurs influencent la viabilité des commerces : accessibilité, pouvoir d'achat de la population, attrait spécifique du noyau, offre des surfaces commerciales ;

Considérant que l'instauration d'une taxe sur les magasins de nuit diminuerait l'attrait pour ce type d'exploitation commerciale et devrait donc permettre une revalorisation positive du commerce local ;

Considérant qu'une adaptation de notre règlement aux divers changements législatifs, intervenus dernièrement, s'avère nécessaire ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins :

ARRETE

I. Champ d'application - Durée et Assiette de l'impôt

Article 1. Il est établi à partir de l'exercice 2019 et pour une durée de cinq ans une taxe d'ouverture sur les magasins de nuit situés sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode.

Article 2. Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par magasin de nuit un magasin qui vend des produits d'alimentation générale et d'entretien, ouvert entre 21h et 7h, inscrit au registre de commerce sous la rubrique "vente de produits d'alimentation générale et d'articles ménagers".

II. Taux

Article 3. Le taux de la taxe d'ouverture est fixé à 12.500 € et est redevable à chaque ouverture d'une nouvelle activité commerciale d'un magasin de nuit.

La taxe d'ouverture est une taxe unique.

Chaque modification d'exploitant équivaut à une nouvelle activité commerciale.

La taxe d'ouverture est due pour l'année civile entière, nonobstant la cessation d'activité économique ou la modification de l'exploitation pendant l'année de l'enrôlement.

Il n'est accordé aucune remise ou restitution de l'impôt pour quelle que cause que ce soit.

III. Contribuable

Article 4. L'impôt est dû par l'exploitant du commerce.

A défaut de paiement dans les délais prescrits, le propriétaire du commerce et le propriétaire de l'immeuble où l'activité économique à lieu sont solidairement et indivisiblement tenus au paiement de la taxe.

IV. Déclaration

Article 5. L'exploitant du commerce où l'activité économique a lieu est tenu de déclarer toute activité économique aux autorités communales préalablement à celle-ci.

Il est obligé de fournir tous les documents et attestations à l'autorité communale à la première demande et notamment que l'exploitation de son magasin de nuit est conforme à l'ensemble de la réglementation en vigueur (inscription au registre de commerce ou à la Banque Carrefour des Entreprises, permis d'urbanisme et éventuellement d'environnement, ...).

Il est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa déclaration.

Article 6. La Commune adresse au contribuable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer sous pli affranchi ou de déposer à l'Administration dûment signé et contenant tous les éléments nécessaires à la taxation conformément aux indications qui y figurent dans les dix jours ouvrables de la date d'envoi mentionnée sur ledit formulaire.

Article 7. Le contribuable qui n'a pas reçu de formulaire de déclaration comme prévu ci-avant est tenu de déclarer spontanément à l'administration les éléments nécessaires à la taxation.

Article 8. La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

La révocation se fait valablement par envoi recommandé ou par dépôt à la commune contre accusé de réception.

A défaut la taxation se poursuivra dans le chef du redevable n'ayant pas révoqué valablement sa déclaration.

Article 9. Le contribuable est tenu de signaler immédiatement à l'Administration tout changement et notamment tout changement d'adresse, de raison sociale, de dénomination.

Article 10. A défaut de déclaration ou en cas de déclaration incorrecte, imprécise ou incomplète, la taxe est établie d'office, d'après les éléments dont l'Administration peut disposer.

V. Recouvrement

Article 11. Tout redevable imposé d'office sera frappé, sans préjudice de la taxe due et des intérêts de retard, d'une majoration d'impôt égale à la taxe et en cas de récidive égale au double.

Article 12. Les rôles sont dressés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Le montant de la majoration prévue à l'article ci-dessus sera enrôlée en même temps que la taxe proprement dite

Article 13. Les montants enrôlés sont payables dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts d'État sur les revenus.

L'avertissement-extrait de rôle sera envoyé au redevable sans frais et sera conforme aux dispositions de l'article 4, §3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales.

Article 14. Les montants enrôlés sont recouverts par le Receveur communal.

Article 15. A peine de nullité, le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Échevins conformément au règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode en date du 1er septembre 2014.

Cette réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation.

Le réclamant ne doit pas justifier du paiement préalable de la taxe, mais la réclamation ne dispense pas de l'obligation de payer la taxe dans le délai prescrit.

Belasting op de nachtwinkels; hernieuwing van de belastingreglement.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 170, §4, van de Grondwet ;

Gelet op artikel 190 van de Grondwet, en de artikelen 112, 114 en 115 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en inzonderheid haar artikelen 117, eerste lid en 118, eerste lid ;

Gelet op de Wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen, inzonderheid haar artikelen 91 tot 94 (gedeeltelijk gewijzigd door de Wet van 20 juli 2006) ;

Gelet op de Wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken, inzonderheid artikel 9, dat in het Gerechtelijk Wetboek de artikelen 1385decies en undecies invoert ;

Gelet op de bepalingen van Titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot 10 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 92, inzonderheid artikelen 355 tot 357 en 370 tot 372 gewijzigd door de Wet van 15 maart 1999 ;

Gelet op de Wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van Bestuur in provincies en gemeenten, zoals gewijzigd door de Wet van 26 juni 2000 ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor

de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op de omzendbrief van 10 mei 2000 van de Minister van Binnenlandse Zaken met betrekking tot het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op het vonnis van het Grondwettelijk hof nr. 162/2007, van 19 december 2007 ;

Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en de daarop volgende wijzigingen ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentelijke belastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad op 1 september 2014 ;

Gelet op artikel 6 §2 van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en artikel 1 van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door de Ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 november 1999 ;

Gelet op de omzendbrief van 24 augustus 1998 betreffende de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de omzendbrief van 20 juli 2018 uitgebracht door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen en Openbare Nethheid, betreffende de uitwerking van de gemeentelijke begrotingen voor dienstjaren 2019 tot 2021 ;

Gelet op het feit dat de Gemeente zich dient te voorzien van de nodige middelen met het oog op de optimale uitoefening van haar taken van openbare dienstverlening, in het bijzonder, maar niet uitsluitend, deze voorzien door artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet (117-142) ;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat het begrotingsevenwicht oplegt aan de gemeenten ;

Gelet op artikel 135 §2 van de Nieuwe Gemeentewet dat bepaalt dat de gemeenten de taak hebben om te voorzien in een goede politie ten behoeve van de inwoners, met name inzake nethheid, gezondheid, veiligheid en rust op openbare wegen, plaatsen en gebouwen ;

Gelet op artikel 18 §1, 2 en 3 van de Wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening data an de gemeenten de bevoegdheid toekent om een gemeentelijk reglement op te stellen dat de inplanting regelt van nachtwinkels en private telefoonwinkels en de opening van dergelijke handelszaken onderwerpt aan de voorafgaande toelating van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Overwegende de noodzaak van een dergelijk reglement rekening houdende met de geluidshinder, verstoringen van de openbare orde, aantasting van de rust en de veiligheid die dit soort van handelszaken kan veroorzaken ;

Overwegende dat het af- en aanrijden van gemotoriseerde voertuigen en het wildparkeren tijdens de nacht dat dit type van etablissementen met zich meebrengt, de

veiligheid en rust van de burgers kan verstoren alsook het normale weggebruik ;
Overwegende bovendien dat een te grote concentratie van deze handelszaken tevens de economische leefbaarheid aantast alsook de goede verhouding tussen het soort handelszaken ;

Overwegende dat nachtwinkels meer dan dagwinkels de openbare orde en rust verstoren en de ordehandhavers en gemeentelijke diensten extra belasten ; dat het dus legitiem is om deze zaken financieel te laten bijdragen ten gunste van de Gemeente ;

Overwegende dat de uitbating van nachtwinkels de openbare netheid en rust in het gedrang brengt, en de ordehandhavers en gemeentelijke diensten extra belast; dat het dus legitiem is om deze zaken financieel te laten bijdragen ten gunste van de Gemeente ;

Gelet op het Gewestelijk Ontwikkelingsplan (GewOP) goedgekeurd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ter bepaling van de krachtlijnen voor het behoud en de ontwikkeling van de economie ;

Overwegende dat de herwaardering van de handelszaak beschouwd wordt als een essentiële factor in dit perspectief, dat de ligging van de handelszaken en de dienstverlening aan de bevolking ruimschoots kan bijdragen tot het aantrekkelijker maken van het Gewest en de Gemeente ;

Overwegende dat het GewOP benadrukt dat verschillende factoren de leefbaarheid van de handelszaken beïnvloeden : toegankelijkheid, koopkracht van de bevolking, aantrekkelijkheid van de wijk, aanbod van handelsoppervlakten;

Overwegende dat de invoering van een belasting op de nachtwinkels de aantrekkelijkheid voor dit type van commerciële uitbating zou verminderen en dus een positieve herwaardering van de plaatselijke handelszaak zou moeten bevorderen;

Overwegende dat een aanpassing van ons reglement aan de diverse wettelijke veranderingen die onlangs werden ingevoerd, nodig blijkt ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen :

BESLIST

I. Reikwijdte – Duur en belastinggrondslag

Artikel 1. Er wordt vanaf het dienstjaar 2019 en voor een termijn van vijf jaar, een openingstaks geheven op de nachtwinkels gelegen op het grondgebied van de Gemeente van Sint-Joost-ten-Node.

Artikel 2. Voor de toepassing van het huidige reglement, moet er onder nachtwinkel verstaan worden, elke winkel dat in de algemene voedingswaren en huishoudartikelen handelt, tussen 21u en 7u open is en ingeschreven is in het handelsregister onder de rubriek “verkoop van algemene voedingsmiddelen en huishoudartikelen”.

II. Aanslagvoet

Artikel 3. De aanslagvoet van de openingstaks is vastgesteld op 12.500 € en is verschuldigd bij elke opening van een nieuwe handelsactiviteit van nachtwinkel.

De openingstaks is een éénmalige belasting.

Elke wijziging van uitbating is gelijkgesteld met een nieuwe handelsactiviteit.

De openingstaks is verschuldigd voor het gehele burgerlijke jaar ongeacht de stopzetting van de economische activiteit of de wijziging van uitbating in het jaar van de inkohiering.

Er wordt geen enkele korting of teruggave van de taks gedaan voor welke reden dan ook.

III. Belastingplichtige

Artikel 4. De belasting is verschuldigd door de uitbater van de handelszaak.

Bij gebrek aan de betaling in de voorgeschreven termijnen, worden de eigenaar van het pand en de eigenaar van het gebouw waar de economische activiteiten plaats vinden, solidair en ondeelbaar gehouden tot betaling van de belasting.

IV. Aangifte

Artikel 5. De uitbater van de handelszaak waar de economische activiteit plaats vindt, is ertoe gehouden voorafgaandelijk van elke economische activiteit aangifte te doen bij de gemeentelijke overheid.

Hij is verplicht al de nodige documenten en attestaties voor te leggen op eerste verzoek van de gemeentelijke overheid, o.a. dat de uitbating van zijn nachtwinkel conform is met het geheel van de geldende wetgeving (inschrijving bij het handelsregister of Kruispunbank van Ondernemingen, stedenbouwkundige vergunning en eventueel milieuvergunning, ...).

Hij is eraan gehouden de eventuele controle van zijn verklaring mogelijk te maken.

Artikel 6. De Gemeente stuurt aan elke belastingplichtige een aangifteformulier welke deze is gehouden behoorlijk ingevuld en ondertekend terug te sturen per gefrankeerde brief of neer te leggen bij het gemeentebestuur, binnen de tien werkdagen vanaf de verzendingsdatum aangeduid op het formulier. Het aangifteformulier zal al de nodige elementen omvatten overeenkomstig met de in het formulier aangeduide aanwijzingen.

Artikel 7. De belastingplichtige die geen aangifteformulier heeft ontvangen zoals hierboven voorzien, is ertoe gehouden spontaan de nodige elementen voor de taxatie aan het bestuur over te maken.

Artikel 8. De aangifte blijft geldig tot herroeping.

De herroeping is geldig door de verzending van een aangetekende brief of door het overleggen tegen ontvangstbewijs bij de gemeente van een brief.

Bij gebreke zal de taxatie blijven doorgaan in hoofd van de belastingplichtige die zijn aangifte niet geldig heeft ingetrokken.

Artikel 9. De belastingplichtige is ertoe gehouden onmiddellijk het Bestuur ter kennis te brengen van elke wijziging, en o.a. adreswijziging, verandering van handelsnaam of benaming.

Artikel 10. Bij gebrek aan aangifte of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte zal de belasting ambtshalve vastgesteld worden op basis van de elementen waarover het Bestuur beschikt.

V. Invordering

Artikel 11. Iedere belastingplichtige die ambtshalve ingekohierd wordt, zal onverminderd de verschuldigde belasting en de verwijlinteressen, belast worden met een verhoging van de belasting gelijk aan de verschuldigde belasting en in geval van herhaling gelijk aan het dubbel.

Artikel 12. De belastingkohieren worden opgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Het bedrag van de verhoging voorzien in het artikel hierboven zal gelijktijdig ingekohierd worden met de eigenlijke belasting.

Artikel 13. De ingekohierde bedragen zijn betaalbaar binnen de twee maanden na toezending van het kohieruittreksel.

Bij gebrek aan betaling binnen deze termijn worden de bepalingen betreffende de verwijlinteressen inzake Rijksbelastingen op de inkomsten toegepast.

Het kohieruittreksel zal zonder kosten toegestuurd worden aan de belastingplichtige en zal in overeenkomst zijn met de bepalingen van artikel 4, §3 van de Ordonnantie

betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen van 3 april 2014

Artikel 14. De ingekohierde bedragen worden ingevorderd door de Gemeenteontvanger.

Artikel 15. Op straffe van nietigheid kan de belastingplichtige een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen overeenkomstig het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad van Sint-Joost-ten-Node op 1 september 2014.

Dit bezwaarschrift moet worden ingediend, op straffe van verval, binnen een termijn van drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de datum van verzending van het kohieruittreksel dat de bezwaartermijn vermeldt.

De persoon die een bezwaar indient moet een vroegere betaling van de taks niet verantwoorden, maar het bezwaarschrift stelt hem niet vrij van de betaling van de taks binnen de voorgeschreven termijn.

3 annexes / 3 bijlagen

N CBE 181031 MAJ181107-Phone&Night SHOP-2019-2023-NI.pdf, 141027--DCsl--RT Night Shops 2014-2018--NL.pdf, 141027--DCsl--RT Night Shops 2014-2018--FR.pdf

17.12.2018/A/0020 **Taxe sur les dancings et établissements assimilés; renouvellement du règlement-taxe.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 170, §4, de la Constitution ;

Vu l'article 190 de la Constitution et les articles 112, 114 et 115 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la Nouvelle Loi communale et notamment ses articles 117, alinéa 1er et 118, alinéa 1er ;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, notamment, ses articles 91 à 94 (partiellement modifiée par la Loi du 20 juillet 2006) ;

Vu la Loi du 23 mars 1999, relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale, notamment l'article 9, lequel insère dans le Code judiciaire les articles 1385decies et undecies ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 92, notamment les articles 355 à 357 et 370 à 372 modifiés par la Loi du 15 mars 1999 ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu la circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur relative à l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 162/2007, du 19 décembre 2007 ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications subséquentes ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal en date du 1er septembre 2014;

Vu l'article 6 §2 de l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative

sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, telle que modifiée par l'Ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative tel que modifié par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 novembre 1999 ;

Vu la circulaire du 24 août 1998 relative à l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la circulaire du 20 juillet 2018 émise par Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites et de la Propreté publique, concernant l'élaboration des budgets communaux pour les exercices 2019 à 2021 ;

Vu la Loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration dans les provinces et les communes, telle que modifiée par celle du 26 juin 2000 ;

Vu que la Commune doit se doter des moyens nécessaires dans le but d'exercer de manière optimale ses missions de service public, notamment, mais pas uniquement, celles prévues par l'article 135 de la Nouvelle Loi communale (117-142) ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu que la Commune doit se doter des moyens nécessaires dans le but d'exercer de manière optimale ses missions de service public ;

Vu l'article 135, §2, de la Nouvelle Loi communale en vertu duquel les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ;

Considérant que les dancings occasionnent des nuisances sonores, souvent des troubles de l'ordre public et des atteintes au calme, en raison des phénomènes fréquents de consommation excessive d'alcool, d'allées et venues de véhicules motorisés, de stationnement sauvage et d'accumulation d'immondices divers ;

Considérant que la consommation d'alcool et les dangers que celle-ci peut générer obligent la police communale à procéder à des contrôles plus fréquents ;

Considérant que l'ensemble des circonstances qui précèdent impliquent que les dancings occasionnent une série de troubles et leur présence sur le territoire communal implique une plus forte, et donc plus coûteuse, présence policière pendant les heures de leur fonctionnement et les heures suivant la fermeture de leurs portes ;

Considérant qu'une adaptation de notre règlement aux divers changements législatifs, intervenus dernièrement, s'avère nécessaire ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins :

ARRETE

I. Champ d'application - Durée et Assiette de l'impôt

Article 1. A partir de l'exercice 2019 et pour une durée de trois ans, il sera perçu une taxe communale annuelle sur les établissements dénommés "dancing" ou pouvant y être assimilés (établissements où l'on danse habituellement).

Les débits de boissons où sont organisés périodiquement des parties de danse sont

également visés par la présente taxation.

Article 2. Par dancing, on entend les établissements publics où l'on danse avec une périodicité excluant une pratique occasionnelle, signalés au public sous l'appellation "dancing", "salle de danse" ou tout vocable similaire, où une piste de danse est réservée, de façon habituelle, et où la danse est permise par l'exploitant du lieu, avec ou sans organisation préalable.

Par débits de boissons où sont organisés habituellement des parties de danse, on entend les débits de boissons où des personnes dansent habituellement avec ou sans perception d'un droit d'entrée.

II. Taux & Contribuable

Article 3. La taxe est due par l'exploitant du ou des dancing(s) ou débit(s) de boissons. Le propriétaire du ou des locaux ou tout titulaire d'un droit réel sur celui-ci ou ceux-ci est (sont) solidaire(s) du paiement des taxes impayées.

Article 4. La taxe est fixée à:

- 350 € par dancing dont la capacité d'accueil est inférieure à 400 personnes et par mois d'exploitation durant l'année de l'imposition.
- 450 € par dancing dont la capacité d'accueil est supérieure à 400 personnes et par mois d'exploitation durant l'année de l'imposition.
- 100 € par débit de boissons où sont organisés habituellement des parties de danse et par mois d'exploitation durant l'année de l'imposition.

Tout mois entamé compte en entier.

III. Exonérations

Article 5. Sont exonérés les débits de boissons qui organisent uniquement des parties de danse ou bals à l'occasion de circonstances spéciales, sans perception d'un droit d'entrée ou autre en tenant lieu et sans augmentation du prix des consommations, lorsque ces divertissements ont lieu dans le local même que l'occupant affecte d'une manière permanente à l'usage de débit de boissons.

IV. Déclaration

Article 6. L'Administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, trois jours au moins avant l'ouverture de son établissement.

Cette déclaration reste valable jusqu'à révocation expresse par l'assujetti. La preuve de révocation incombe à l'assujetti. A défaut d'avoir reçu cette déclaration, le contribuable est tenu de donner à l'Administration communale tous les éléments nécessaires à la taxation.

Le redevable est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa déclaration, notamment en fournissant tous documents et renseignements qui lui seraient réclamés à cet effet par la Commune.

Le redevable est tenu de déclarer à la Commune toute modification de la base d'imposition.

En cas de cession, le cessionnaire reste redevable des taxes non acquittées par le cédant.

Article 7. A défaut de déclaration, ou en cas de fraude, de déclaration tardive, incorrecte ou incomplète, la taxe sera enrôlée d'office d'après les éléments dont dispose l'Administration.

Avant de procéder à la taxation d'office, les motifs de recours à cette procédure, les éléments de taxation et le montant de la taxe sont notifiés au redevable par lettre

recommandée à la poste. Conformément aux dispositions de la Loi du 24 décembre 1996, le redevable dispose d'un délai de 30 jours pour faire valoir ses observations.

Article 8. Tout redevable imposé d'office devra, sans préjudice de la taxe due et des intérêts de retard, payer une majoration d'impôt égale à 25% du montant de la taxe. En cas de récidive, la majoration s'élève à 50% du montant de la taxe.

V. Recouvrement

Article 9. La taxe est perçue trimestriellement par voie de rôle.

Le rôle est dressé et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Article 10. Les montants enrôlés sont payables dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement- extrait de rôle. A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts d'État sur les revenus.

L'avertissement-extrait de rôle sera envoyé au redevable sans frais et sera conforme aux dispositions de l'article 4, §3 de l'Ordonnance relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales du 3 avril 2014.

Article 11. Les montants enrôlés sont recouverts par le Receveur communal.

Article 12. A peine de nullité, le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Échevins conformément au règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode en date du 1er septembre 2014.

Cette réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation.

Le réclamant ne doit pas justifier du paiement préalable de la taxe mais la réclamation ne dispense pas de l'obligation de payer la taxe dans le délai prescrit.

Belasting op de dancings en gelijkgestelde etablissementen; hernieuwing van het belastingreglement.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 170, §4, van de Grondwet ;

Gelet op artikel 190 van de Grondwet, en de artikelen 112, 114 en 115 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en inzonderheid haar artikelen 117, eerste lid en 118, eerste lid ;

Gelet op de Wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen, met name haar artikelen 91 tot 94 (gedeeltelijk gewijzigd door de Wet van 20 juli 2006) ;

Gelet op de Wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken, met name artikel 9, dat in het Gerechtelijk Wetboek de artikelen 1385decies en undecies invoert ;

Gelet op de bepalingen van Titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot 10 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 92, met name artikelen 355 tot 357 en 370 tot 372 gewijzigd door de Wet van 15 maart 1999 ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op de omzendbrief van 10 mei 2000 van de Minister van Binnenlandse Zaken met betrekking tot het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de

procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op het vonnis van het Grondwettelijk hof nr 162/2007, van 19 december 2007 ;

Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en de daarop volgende wijzigingen ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentelijke belastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad op 1 september 2014 ;

Gelet op artikel 6 §2 van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en artikel 1 van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door de Ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 november 1999 ;

Gelet op de omzendbrief van 24 augustus 1998 betreffende de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de omzendbrief van 20 juli 2018 uitgebracht door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen en Openbare Nethheid, betreffende de uitwerking van de gemeentelijke begrotingen voor dienstjaren 2019 tot 2021 ;

Gelet op de Wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van Bestuur in provincies en gemeenten, zoals gewijzigd door de Wet van 26 juni 2000 ;

Gelet op het feit dat de Gemeente zich dient te voorzien van de nodige middelen met het oog op de optimale uitoefening van haar taken van openbare dienstverlening, in het bijzonder, maar niet uitsluitend, deze voorzien door artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet (117-142) ;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat het begrotingsevenwicht oplegt aan de gemeenten ;

Gelet op het feit dat de Gemeente zich dient te voorzien van de nodige middelen met het oog op de optimale uitoefening van haar taken van openbare dienstverlening ;

Gelet op artikel 135 §2 van de Nieuwe Gemeentewet dat bepaalt dat de gemeenten de taak hebben om te voorzien in een goede politie ten behoeve van de inwoners, met name inzake nethheid, gezondheid, veiligheid en rust op openbare wegen, plaatsen en gebouwen ;

Overwegende dat de dancings lawaaihinder veroorzaken en vaak verstoringen van de openbare orde alsook van de rust, wegens frequente verschijnselen van overmatig alcoholverbruik, af- en aanrijden van gemotoriseerde voertuigen, wildparkeren en opeenhoping van diverse afvalstoffen ;

Overwegende dat het alcoholverbruik en de gevaren die dit inhoudt de gemeentelijke politie ertoe verplichten om over te gaan tot meer frequente controles ;

Overwegende dat het geheel van de voornoemde omstandigheden inhoudt dat de dancings een reeks storingen veroorzaken en dat hun aanwezigheid op het gemeentelijk grondgebied een sterkere, en dus meer kostelijke, politieaanwezigheid vereist tijdens hun openingsuren en de uren na het sluiten van hun deuren ;

Overwegende dat een aanpassing van ons reglement aan de diverse wettelijke

veranderingen die onlangs werden ingevoerd, nodig blijkt ;
Gelet op de financiële situatie van de Gemeente;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen :

BESLIST

I. Reikwijdte – Duur en belastinggrondslag

Artikel 1. Voor een termijn van drie jaar vanaf dienstjaar 2019 zal er een jaarlijkse gemeentetaks geïnd worden op de vestigingen hierna te noemen “dancing” of vergelijkbare uitbatingen waar men gewoonlijk danst. De drankgelegenheden waar danspartijen regelmatig georganiseerd worden, worden ook door deze belasting getroffen.

Artikel 2. Onder dancing verstaat men de openbare vestigingen waar men regelmatig danst en geen gelegenhedenpraktijken, vermeldt aan het publiek onder de benoeming “dancing” of “danszaal” ofwel iedere gelijkaardige benoeming, waar een dansvloer regelmatig voor de dans wordt voorbehouden en dansen toegelaten is door de plaatsuitbater, met of zonder voorafgaande organisatie.

Per drankgelegenheid waar danspartijen gewoonlijk georganiseerd worden bedoelt men drankgelegenheden waar personen met of zonder de inning van een toegangsrecht gewoonlijk dansen.

II. Aanslagvoet & Belastingplichtige

Artikel 3. De taks is verschuldigd door de uitbater van de dancing(s) of drankgelegenheid(heden).

De eigenaar van het lokaal (lokalen) ofwel iedere houder van een zakelijk recht op dit lokaal (lokalen) is (zijn) eveneens verantwoordelijk voor de betaling van onbetaalde belastingen.

Artikel 4. De belasting bedraagt:

- 350 € per dancing van een ruimtecapaciteit minder dan 400 personen en per uitbatingensmaand tijdens het dienstjaar.
- 450 € per dancing van een ruimtecapaciteit hoger dan 400 personen en per uitbatingensmaand tijdens het dienstjaar.
- 100 € per drankgelegenheid waar danspartijen gewoonlijk georganiseerd worden en per uitbatingensmaand tijdens het dienstjaar.

Elke begonnen maand wordt aangerekend als een volledige maand.

III. Belastingvrijstellingen

Artikel 5. Worden vrijgesteld, de drankgelegenheden die uitsluitend danspartijen of dansfeesten organiseren ter gelegenheid van bijzondere omstandigheden, zonder inning van een toegangsrecht of toegangsprijzen en zonder prijsverhoging van de consumpties, indien deze festiviteiten plaatsvinden in het lokaal zelf waar de bezetter zijn permanente drankgelegenheid uitbaat.

IV. Aangifte

Artikel 6. Het Gemeentebestuur stuurt naar de belastingplichtige een aangifteformulier dat hij dient terug te sturen, degelijk ingevuld en ondertekend, minstens drie dagen vóór de opening van zijn inrichting.

Deze aangifte blijft geldig tot bij uitdrukkelijke herroeping van de belastingplichtige. De herroeping moet door de belastingplichtige bewezen worden. Bij gebrek aan een aangifte wordt de belastingplichtige gehouden alle noodzakelijke elementen voor de

vaststelling van de aanslag aan het Gemeentebestuur door te geven.

De belastingplichtige wordt gehouden de eventuele controle van zijn aangifte te vergemakkelijken o.a. door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem ten dien einde door de Gemeente zouden worden gevraagd.

De belastingplichtige wordt gehouden iedere wijziging van de belastingbasis aan de Gemeente aan te geven.

In geval van overdracht blijft de cessionaris verschuldigd van de door de cedent niet-betaalde belastingen.

Artikel 7. Bij gebrek aan een aangifte of ingeval van fraude, laattijdige, onjuiste of onvolledige aangifte, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd volgens de elementen waarover het Gemeentebestuur beschikt.

Vooraleer wordt overgegaan tot de ambtshalve vaststelling van de belastingaanslag, worden de motieven om gebruik te maken van deze procedure, de taxatie-elementen en het taksbedrag betekend per aangetekend schrijven aan de belastingplichtige.

Overeenkomstig met de bepalingen van de Wet van 24 december 1996 beschikt de belastingplichtige over een termijn van 30 dagen om zijn opmerkingen over te maken.

Artikel 8. Iedere belastingplichtige die ambtshalve belast wordt, zal onverminderd de verschuldigde belasting en de verwijlinteressen een belastingverhoging van 25% van het belastingbedrag moeten betalen.

In geval van herhaling bedraagt de verhoging 50% van het belastingbedrag.

V. Invordering

Artikel 9. Deze taks wordt driemaandelijks ingevorderd bij wege van kohier.

Elk kohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 10. De ingekohierde bedragen moeten betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet. Bij gebrek aan betaling binnen de gestelde termijn zal men de regels toepassen betreffende de verwijlinteressen zoals inzake rijksinkomstenbelastingen.

De verzending van de aanslagbiljetten gebeurt zonder kosten voor de belastingplichtige en zal aan de voorwaarden voldoen van artikel 4, §3 van de Ordonnantie betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen van 3 april 2014.

Artikel 11. De ingekohierde bedragen zullen ingevorderd worden door de Gemeenteontvanger.

Artikel 12. Op straffe van nietigheid kan de belastingplichtige een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen overeenkomstig het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad van Sint-Joost-ten-Node op 1 september 2014. Dit bezwaarschrift moet worden ingediend, op straffe van verval, binnen een termijn van drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de datum van verzending van het kohieruittreksel dat de bezwaartermijn vermeldt.

De persoon die een bezwaar indient moet een vroegere betaling van de taks niet verantwoorden, maar het bezwaarschrift stelt hem niet vrij van de betaling van de taks binnen de voorgeschreven termijn.

3 annexes / 3 bijlagen

141027--DCsl--RT Dancings 2014-2018--FR.pdf, N CBE181107-RT 2019-2021-DANCINGS-Maintien-NI.pdf, 141027--DCsl--RT Dancings 2014-2018--NL.pdf

Le Conseil communal,

Vu l'article 170, §4, de la Constitution ;

Vu l'article 190 de la Constitution, et les articles 112, 114 et 115 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la Nouvelle Loi communale, et notamment ses articles 117, alinéa 1er et 118, alinéa 1er ;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, notamment, ses articles 91 à 94 (partiellement modifiée par la loi du 20 juillet 2006) ;

Vu la Loi du 23 mars 1999, relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale, notamment l'article 9, lequel insère dans le Code judiciaire les articles 1385decies et undecies ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 92, notamment les articles 355 à 357 et 370 à 372 modifiés par la Loi du 15 mars 1999 ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu la circulaire du 10 mai 2000 du Ministère de l'Intérieur relative à l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 162/ 2007, du 19 décembre 2007 ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications subséquentes ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal en date du 1er septembre 2014 ;

Vu l'article 6, §2 de l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, telle que modifiée par l'Ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative tel que modifié par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 novembre 1999 ;

Vu la circulaire du 24 août 1998 relative à l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la circulaire du 20 juillet 2018 émise par Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites et de la Propreté publique, concernant l'élaboration des budgets communaux pour les exercices 2019 à 2021 ;

Vu la Loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration dans les provinces et les communes, telle que modifiée par celle du 26 juin 2000 ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Vu que la Commune doit se doter des moyens nécessaires dans le but d'exercer de manière optimale ses missions de service public, notamment, mais pas uniquement,

celles prévues par l'article 135 de la Nouvelle loi communale (117-142) ;
Considérant que la présente taxe vise à doter la commune des ressources financières nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener.
Que dans la poursuite de cet objectif, l'imposition des établissements visés par le présent règlement est justifiée notamment, par des problèmes que ces derniers provoquent, lesquels sont souvent liés à la sécurité et à la tranquillité publique, ainsi qu'à la protection des mineurs, de sorte que ceux-ci nécessitent une attention plus particulière des forces de l'ordre et, de manière générale, des autorités communales ;
Considérant qu'une adaptation de notre règlement aux divers changements législatifs, intervenus dernièrement, s'avère nécessaire ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins :

ARRETE

I. Champ d'application - Durée et Assiette de l'impôt - Taux

Article 1. Il est établi au profit de la Commune, à partir de l'exercice 2019 pour une période de cinq ans, une taxe annuelle de 1.239,50 € sur les cercles privés.

Article 2. On entend par « cercle privé », l'établissement où est offert la possibilité de consommer des boissons alcoolisées ou autres et dont l'accès est subordonné à l'accomplissement de certaines formalités ou réservé à certaines personnes.

II. Contribuable

Article 3. La taxe est due par l'exploitant de l'établissement, personne physique ou morale.

Elle est due solidairement par le propriétaire de l'immeuble ou des locaux où se situe le cercle privé et par le titulaire d'un droit réel immobilier sur ledit immeuble ou ces locaux.

Si l'établissement est exploité par une association ne possédant pas la personnalité juridique, la taxe est due par le propriétaire de l'immeuble ou des locaux où se situe le cercle privé, par le titulaire d'un droit réel immobilier sur cet immeuble ou ces locaux, par le locataire de l'immeuble ou des locaux.

Article 4. La taxe est indivisible. Elle est due pour l'année entière, quelle que soit la date de mise en service de l'établissement ou de la reprise de l'établissement existant.

Lorsqu'un établissement existant est repris dans le courant d'un exercice déterminé, l'impôt est à nouveau dû en entier par le cessionnaire tandis que l'impôt établi à charge du cédant est conservé dans son intégralité.

Article 5. Les agents habilités à cet effet par l'Administration communale sont autorisés à constater les infractions au présent règlement conformément à l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ainsi qu'au règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode du 1er septembre 2014.

III. Exonérations

Article 6. Sont exonérés de la taxe :

(a) les établissements qui en raison du but poursuivi, sont appuyés financièrement par les pouvoirs publics.

(b) les établissements à but culturel, politique, social ou sportif, où la possibilité de consommer n'existe qu'à titre accessoire et pour autant que le but poursuivi mentionné dans la déclaration visée à l'article 5 soit reconnu par le Collège des Bourgmestre et

Échevins.

IV. Déclaration

Article 7. Le redevable est tenu de déclarer, chaque année, dans le courant du mois de janvier, au Collège des Bourgmestre et Échevins, l'existence de chaque établissement visé à l'article 2 du présent règlement.

S'il s'agit de l'ouverture d'un nouvel établissement ou de la reprise d'un établissement existant, le redevable est tenu d'en faire la déclaration dans les huit jours à partir de la date d'ouverture ou de reprise.

Article 8. A défaut de déclaration ou en cas de déclaration incorrecte, imprécise ou incomplète, l'imposition sera fixée d'office d'après les éléments dont dispose l'Administration communale.

Lorsque la taxe est enrôlée d'office, celle-ci sera majorée sans préjudice de la taxe due et des intérêts de retard, d'un montant égal à la taxe due et en cas de récidive égal au double.

V. Recouvrement

Article 9. Le rôle est dressé et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Le montant de la majoration prévue à l'article 6 susvisé sera enrôlé en même temps que la taxe proprement dite.

Article 10. Les montants enrôlés sont payables dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts d'État sur les revenus.

L'avertissement-extrait de rôle sera envoyé au redevable sans frais et sera conforme aux dispositions prévues à l'article 4, §3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales.

Article 11. Les montants enrôlés sont recouverts par le Receveur communal.

Article 12. A peine de nullité, le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Échevins conformément au règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode en date du 1er septembre 2014.

Cette réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation.

Le réclamant ne doit pas justifier du paiement préalable de la taxe mais la réclamation ne dispense pas de l'obligation de payer la taxe dans le délai prescrit.

Belasting op de prive-clubs; hernieuwing van de belastingreglement.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 170, §4, van de Grondwet ;

Gelet op artikel 190 van de Grondwet, en de artikelen 112, 114 en 115 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en inzonderheid haar artikelen 117, eerste lid en 118, eerste lid ;

Gelet op de Wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen, met name haar artikelen 91 tot 94 (gedeeltelijk gewijzigd door de wet van 20 juli 2006)

;

Gelet op de Wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale

zaken, met name artikel 9, dat in het Gerechtelijk wetboek de artikelen 1385decies en undecies invoert ;

Gelet op de bepalingen van Titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot 10 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 92, met name artikelen 355 tot 357 en 370 tot 372 gewijzigd door de wet van 15 maart 1999 ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op de omzendbrief van 10 mei 2000 van de Minister van Binnenlandse Zaken met betrekking tot het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor de College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op het vonnis van het Grondwettelijk hof nr 162/2007, van 19 december 2007 ;

Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en de daarop volgende wijzigingen ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentelijke belastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad op 1 september 2014 ;

Gelet op artikel 6, §2 van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en artikel 1 van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door de Ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door het besluit van de Brusselse Regering van 18 november 1999 ;

Gelet op de omzendbrief van 24 augustus 1998 betreffende de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de omzendbrief van 20 juli 2018 uitgebracht door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen en Openbare Netheid, betreffende de uitwerking van de gemeentelijke begrotingen voor dienstjaren 2019 tot 2021 ;

Gelet op de Wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van Bestuur in provincies en gemeenten, zoals gewijzigd door de wet van 26 juni 2000 ;

Gelet op de financiële situatie van de Gemeente ;

Gelet op het feit dat de Gemeente zich dient te voorzien van de nodige middelen met het oog op de optimale uitoefening van haar taken van openbare dienstverlening, in het bijzonder, maar niet uitsluitend, deze voorzien door artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet (117-142) ;

Overwegende dat deze belasting strekt tot de uitrusting van de gemeente met de financiële hulpmiddelen die nodig zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren.

Dat in het nastreven van deze doelstelling, de belasting van de instellingen beoogd door dit reglement gerechtvaardigd is, met name door problemen die deze laatste veroorzaken, die vaak verband houden met de openbare veiligheid en rust, alsook met de bescherming van de minderjarigen, zodanig dat deze aspecten meer bijzondere aandacht vereisen van de ordediensten en, in het algemeen, van de gemeentelijke

overheid ;

Overwegende dat een aanpassing van ons reglement aan de diverse wettelijke veranderingen die onlangs werden ingevoerd, nodig blijkt ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen :

BESLIST

I. Reikwijdte – Duur en belastinggrondslag - Aanslagvoet

Artikel 1. Ten voordele van de Gemeente wordt vanaf dienstjaar 2019 voor een periode van vijf jaar, een jaarlijkse belasting geheven van 1.239,50 € op de privé-clubs.

Artikel 2. Onder « privé-club » verstaat men een instelling waar de mogelijkheid wordt geboden om alcoholische of andere dranken te nuttigen en waarvan de toegang hetzij onderworpen is aan het volbrengen van bepaalde formaliteiten hetzij voorbehouden is aan zekere personen.

II. Belastingplichtige

Artikel 3. De belasting is verschuldigd door de uitbater van de inrichting, natuurlijke- of rechtspersoon.

Ze is hoofdelijk verschuldigd door de eigenaar van het gebouw of van de lokalen waar de privé-club zich bevindt, en door de titularis van een onroerend zakelijk recht op dit gebouw of deze lokalen.

Indien het gaat om een inrichting beheerd door een vereniging, die geen rechtspersoonlijkheid bezit, dan is de belasting verschuldigd door de eigenaar van het gebouw of van de lokalen waar de privé-club zich bevindt, door de titularis van een onroerend zakelijk recht op dit gebouw of deze lokalen, door de huurder van het gebouw of van de lokalen.

Artikel 4. De belasting is onverdeelbaar. Zij is verschuldigd voor het ganse jaar, ongeacht de datum van ingebruikstelling van de inrichting of van de overname van een bestaande inrichting.

Bij overname in de loop van een bepaald dienstjaar, is de belasting opnieuw in haar geheel verschuldigd door de nieuwe exploitant en blijft de belasting gesteld op de uitbater, die het bedrijf overdraagt, in haar geheel gehouden.

Artikel 5. De bedienden die daartoe door het gemeentebestuur zijn aangeduid zijn ertoe gemachtigd de inbreuken op onderhavig reglement vast te stellen overeenkomstig de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen alsook het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de belastingen van de gemeente Sint-Joost-ten-Node van 1 september 2014.

III. Belastingvrijstellingen

Artikel 6. Zijn van de belasting vrijgesteld :

(a) de inrichtingen die wegens het nagestreefde doel, financieel gesteund worden door de openbare besturen ;

(b) de inrichtingen met een uitgesproken cultureel, politiek, maatschappelijk of sportief doel, waar de mogelijkheid tot verbruiken slechts bijkomstig is en voorzover het doel aangegeven in de bij artikel 5 bedoelde aangifte als dusdanig erkend is door het College van Burgemeester en Schepenen.

IV. Aangifte

Artikel 7. De belastingplichtige is ertoe gehouden elk jaar in de loop van de maand

januari aan het College van Burgemeester en Schepenen, het bestaan van elke bij artikel 2 van dit reglement bedoelde gelegenheid, aan te geven.

Wanneer het om de opening van een nieuwe privé-club gaat of om een overname van een bestaande instelling is de belastingplichtige verplicht daarvan aangifte te doen binnen de acht dagen te rekenen van de datum van de opening of de overname.

Artikel 8. Bij gebrek aan aangifte of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte zal de belasting ambtshalve vastgesteld worden op basis van de elementen waarover het Gemeentebestuur beschikt.

Wanneer de belasting ambtshalve ingekohierd wordt, zal deze, onverminderd de verschuldigde belasting en de verwijlinteresten, verhoogd worden met een bedrag gelijk aan de verschuldigde belasting en in geval van herhaling gelijk aan het dubbel.

V. Invordering

Artikel 9. Het belastingkohier wordt opgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen .

Het bedrag van de verhoging voorzien in bovenstaand artikel 6 zal gelijktijdig ingekohierd worden met de eigenlijke belasting.

Artikel 10. De ingekohierde bedragen zijn betaalbaar binnen de twee maanden na toezending van het kohieruittreksel. Bij gebreke aan betaling binnen deze termijn worden de bepalingen betreffende de verwijlinteresten inzake Rijksinkomstenbelastingen toegepast

Het kohieruittreksel zal zonder kosten toegestuurd worden aan de belastingplichtige en zal in overeenkomst zijn met de bepalingen van artikel 4 §3 van de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

Artikel 11. De ingekohierde bedragen worden ingevorderd door de Gemeenteontvanger.

Artikel 12. Op straffe van verval kan de belastingplichtige een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen overeenkomstig het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad van Sint-Joost-ten-Node op 1 september 2014.

Dit bezwaarschrift moet worden ingediend, op straffe van verval, binnen een termijn van drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de datum van verzending van het kohieruittreksel dat de bezwaartermijn vermeldt.

De persoon die een bezwaar indient moet een vroegere betaling van de taks niet verantwoorden, maar het bezwaarschrift stelt hem niet vrij van de betaling van de taks binnen de voorgeschreven termijn.

3 annexes / 3 bijlagen

N CBE181105 MAJ181107-RT 2019-2023-Renvlm-ANTN-PARIS-MARCHE-CERCL PRIV-NL.pdf, 141027--DCsl--RT Cercles privés 2014-2018--FR.pdf, 141027--DCsl--RT Cercles privés 2014-2018--NL.pdf

17.12.2018/A/0022 **Taxe en matière de propriété publique; renouvellement du règlement-taxe.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 170, §4, de la Constitution ;

Vu l'article 190 de la Constitution, et les articles 112, 114 et 115 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la Nouvelle Loi communale, et notamment ses articles 117, alinéa 1er, 118,

alinéa 1er et 135, §2 ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, notamment, ses articles 91 à 94 (partiellement modifiée par la loi du 20 juillet 2006) ;

Vu la loi du 23 mars 1999, relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale, notamment l'article 9, lequel insère dans le Code judiciaire les articles 1385decies et un decies au Code judiciaire ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 92, notamment les articles 355 à 357 et 370 à 372 modifiés par la loi du 15 mars 1999 ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications subséquentes ;

Vu l'Arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu la circulaire du 10 mai 2000 du Ministère de l'Intérieur relative à l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 162/2007, du 19 décembre 2007 ;

Vu le règlement-taxe en matière de propriété publique du 29 octobre 2013 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal en date du 01 septembre 2014 ;

Vu l'article 6 § 2 de l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, telle que modifiée par l'ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la Tutelle administrative tel que modifié par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 novembre 1999 ;

Vu la circulaire du 24 août 1998 relative à l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la circulaire du 20 juillet 2018 émise par Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites et de la Propriété publique, concernant l'élaboration des budgets communaux pour les exercices 2019 tot 2021 ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration dans les provinces et les communes, telle que modifiée par celle du 26 juin 2000 ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Vu que la Commune doit se doter des moyens nécessaires dans le but d'exercer de manière optimale ses missions de service public, notamment, mais pas uniquement, celles prévues par l'article 135 de la Nouvelle loi communale (117-142) ;

Considérant que la présente taxe vise à doter la commune des ressources

financières nécessaires pour mener à bien ses missions, notamment celles d'assurer et de rétablir la propreté publique ;

Considérant que les salissures grèvent lourdement les finances de la commune ;

Qu'à cet égard il est admissible qu'elle fasse contribuer à cet objectif les auteurs d'incivilités en matière de propreté publique visées par le présent règlement ;

Considérant qu'une adaptation de notre règlement aux divers changements législatifs, intervenus dernièrement, s'avère nécessaire ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Échevins :

ARRÊTE :

I. Champ d'application - Durée et Assiette de l'impôt

Article 1. Il est établi pour les exercices 2019 à 2021 une taxe communale sur les salissures sur les voies et lieux publics ou visibles de ceux-ci.

Sont visés :

1. le dépôt ou l'abandon de déchets en-dehors des endroits prévus ou spécialement aménagés à cet effet ;
2. le dépôt ou l'abandon d'immondices ou de déchets assimilés aux immondices en-dehors des lieux et heures prévus pour leur enlèvement ;
3. le fait d'apposer des graffitis, tags ou autres inscriptions ou de coller des affiches ou des autocollants sur le mobilier urbain ou sur un immeuble ou un ouvrage public ou privé ;
4. le fait ayant pour conséquence de salir les voies ou lieux publics, ou d'y porter atteinte à la propreté publique.

II. Taux

Article 2. Il est établi pour chaque catégorie de salissure un montant de taxe de base.

Il est établi un montant de taxe spécifique, appelé "taxe en cas de perception directe", pour le redevable qui s'acquitte de la taxe dans un délai de deux jours ouvrables à compter de la réception du document administratif visé à l'article 5, al. 2 du présent règlement.

Il est établi un montant de taxe spécifique, appelé «taxe en cas de récidive», pour le redevable qui se trouve en situation de récidive au sens du présent règlement. Par "récidive", l'on entend le fait de reproduire des actes constitutifs d'une même catégorie de salissure que celle pour laquelle le redevable a déjà été taxé durant les cinq exercices précédents.

Les montants de taxe, pour les salissures catégorisées ci-dessous de 1) à 5), s'élèvent à :

Catégorie de salissure	Taxe en cas de perception directe	Taxe de base (comptant ou par voie de rôle)	Taxe en cas de récidive

1. Par sac ou récipient contenant des immondices ou déchets assimilés aux immondices	50,00 €	75,00 €	125,00 €
2. Par m ³ de sacs, récipients, objets, encombrants ou déchets non destinés à l'enlèvement par collecte des immondices. En tout état de cause, un montant minimal de 1 m ³ sera taxé.	150,00 €	250,00 €	450,00 €
3. Par m ³ de déchets de construction, démolition ou rénovation tels des gravats; résidus de peintures, plaques de ciment, châssis de portes et fenêtres, etc. En tout état de cause, un montant minimal de 1 m ³ sera taxé.	325,00 €	450,00 €	650,00 €
4. Par m ² de surface salie par apposition de graffiti, tag ou autre inscription, par affiche et par autocollant. En tout état de cause, un montant minimal de 1 m ² sera taxé.	250,00 €	375,00 €	500,00 €
5. Pour toute autre salissure par une personne ou par la chose, l'animal ou la personne qu'elle a sous sa garde.	50,00 €	75,00 €	125,00 €

III. Contribuable

Article 3. La taxe est due solidairement par :

1. la personne qui a effectué le dépôt ou l'abandon si celui-ci est effectué sur la voie publique et, dans les autres cas, dans l'ordre cité selon les possibilités d'identification, l'auteur du dépôt ou de l'abandon, le détenteur originel de la chose déposée ou abandonnée, ou l'occupant ou le propriétaire du fonds sur lequel le dépôt ou l'abandon est effectué ;
2. le propriétaire, le responsable ou le gardien de la personne, de l'animal ou de la chose, au sens des articles 1384 à 1386 du Code civil, qui a effectué le dépôt ou l'abandon ou qui a engendré la salissure ;

3. le propriétaire ou l'éditeur responsable de l'affiche ou de l'autocollant, ou la personne qui a collé l'affiche ou l'autocollant ou effectué le graffiti, tag ou autre inscription ;
4. la personne dont l'acte est constitutif d'une salissure au sens du présent règlement.

IV. Exonérations

Article 4. Est exemptée du paiement de la taxe la personne qui a réalisé un graffiti, un tag ou une autre inscription ou qui a collé une affiche ou un autocollant alors qu'elle en avait reçu l'autorisation du propriétaire, occupant ou gestionnaire du bien.

V. Recouvrement

Article 5. La taxe est due au comptant ou par voie de rôle.

Le montant de la taxe sera porté à la connaissance du redevable par un document administratif l'invitant à s'en acquitter dans les quinze (2 jours en cas de perception directe) jours par versement à la caisse communale ou par virement ou versement au compte de la commune.

La taxe perçue au comptant est payable dans les quinze jours de l'envoi du document administratif mentionné à l'alinéa précédent.

La taxe non payée dans les quinze jours de l'envoi du document administratif susmentionné sera recouvrée par voie de rôle. La taxe recouvrée par voie de rôle est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 6. La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications subséquentes.

Article 7. A peine de nullité, le redevable peut introduire une réclamation auprès du collège des bourgmestre et échevins conformément au règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode en date du 1^{er} septembre 2014.

Article 8. Le présent règlement - taxe entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 et abroge le règlement - taxe en matière de propreté publique adopté par le Conseil communal le 23 décembre 2014.

Belasting inzake openbare netheid; hernieuwing van het belastingreglement.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 170, §4, van de Grondwet ;

Gelet op artikel 190 van de Grondwet, en artikelen 112, 114 en 115 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en inzonderheid haar artikelen 117, lid 1, 118, lid 1 en 135, §2 ;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale

geschillen, inzonderheid haar artikelen 91 tot 94 (gedeeltelijk gewijzigd door de wet van 20 juli 2006) ;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken, inzonderheid artikel 9, dat in het Gerechtelijk Wetboek de artikelen 1385decies en undecies invoert ;

Gelet op de bepalingen van Titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot 10 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 92, inzonderheid artikelen 355 tot 357 en 370 tot 372 gewijzigd door de wet van 15 maart 1999 ;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en haar latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het college van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op de omzendbrief van 10 mei 2000 van de Minister van Binnenlandse Zaken met betrekking tot het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het college van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op het vonnis van het Grondwettelijk hof nr. 162/2007, van 19 december 2007 ;

Gelet op het belastingreglement inzake openbare netheid van 29 oktober 2013 ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentelijke belastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad op 1 september 2014 ;

Gelet op artikel 6 § 2 van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door de ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 november 1999 ;

Gelet op de omzendbrief van 24 augustus 1998 betreffende de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de omzendbrief van 20 juli 2018 uitgebracht door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen en Openbare Netheid, betreffende de uitwerking van de gemeentelijke begrotingen voor dienstjaren 2019 tot 2021 ;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van Bestuur in provincies en gemeenten, zoals gewijzigd door de wet van 26 juni 2000 ;

Gelet op de financiële situatie van de Gemeente ;

Gelet op het feit dat de Gemeente zich dient te voorzien van de nodige middelen met het oog op de optimale uitoefening van haar taken van

openbare dienstverlening, in het bijzonder, maar niet uitsluitend, deze voorzien door artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet (117-142) ;
Overwegende dat deze belasting tot doel heeft om de gemeente de nodige financiële middelen te verschaffen om haar taken, met name het verzekeren en herstellen van de openbare netheid, tot een goed einde te brengen ;
Overwegende dat vervuilingen een zware last leggen op de financiën van de gemeente ;
Dat het in dit opzicht aannemelijk is dat zij de actoren van onwillevendheden inzake openbare netheid bedoeld in dit reglement hiertoe laat bijdragen ;
Overwegende dat een aanpassing van ons reglement aan de diverse wettelijke veranderingen die onlangs werden ingevoerd, nodig blijkt ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen :

BESLIST :

I. Reikwijdte – Duur en belastinggrondslag

Artikel 1. Voor de aanslagjaren 2019 tot 2021 wordt een gemeentebelasting vastgesteld op het vervuilen van de openbare wegen en plaatsen of zichtbaar vanaf deze.

Worden beoogd :

1. het plaatsen of achterlaten van afval buiten de voorziene of speciaal daartoe aangelegde plaatsen ;
2. het plaatsen of achterlaten van huisvuil of met huisvuil gelijkgesteld afval buiten de plaatsen en tijdstippen voorzien voor de ophaling ervan ;
3. het plaatsen van graffiti, tags of andere opschriften of het aanplakken van affiches of zelflevers op het stadsmeubilair of op een openbaar of privaat gebouw of bouwwerk ;
4. het feit dat leidt tot de vervuiling van openbare wegen of plaatsen of de openbare netheid in het gedrang brengt.

II. Aanslagvoet

Artikel 2. Er wordt voor iedere categorie van vervuiling een basisbedrag vastgesteld.

Er wordt een specifiek belastingsbedrag vastgesteld, genaamd "belasting bij onmiddellijke inning", voor de belastingplichtige die de belasting vereffent binnen een termijn van twee werkdagen te rekenen vanaf de ontvangst van het administratief document bedoeld in artikel 5, lid 2 van dit reglement.

Er wordt een specifiek belastingsbedrag vastgesteld, genaamd "belasting bij herhaling", voor de belastingplichtige die zich in geval van herhaling bevindt in de zin van dit reglement. Onder "herhaling" wordt verstaan het feit opeenvolgende handelingen te plegen van een zelfde categorie van vervuiling dan deze waarvoor de belastingplichtige reeds werd belast gedurende de vijf vorige jaren.

De belastingen voor de vervuilingen hieronder gerangschikt van 1) tot 5), bedragen :

Categorie vervuiling

1. Per zak of recipiënt gevuld met huisvuil of met huisvuil gelijkgesteld afval.

2. Per m³ zakken, recipiënten, voorwerpen of afval die niet bestemd is voor de huisvuilophaling

In ieder geval zal een minimale hoeveelheid van 1 m³ worden aangerekend.

3. Per m³ bouw-,afbraak-of renovatieafval zoals puin, verfresten, cementplaten, venster-en deurramen, enz.

In ieder geval zal een minimale hoeveelheid van 1 m³ worden aangerekend.

4. Per m² bevulde oppervlakte door graffiti, tag of ander opschrift , per affiche en per zelfklever.

In ieder geval zal een minimale oppervlakte van 1 m² zal worden aangerekend.

5. Voor andere vervuiling door een persoon of door de zaak, het dier of de persoon over wie hij/zijde hoede heeft.

III. Belastingplichtige

Artikel 3. De belasting is solidair verschuldigd door :

1. de persoon die het afval achtergelaat, als dit gebeurt op de openbare weg, en in de andere gevallen in de geciteerde volgorde volgens de mogelijkheden van identificering, de auteur , de persoon die het achtergelaten goed aanvankelijk in zijn bezit had of de bezetter of de eigenaar van de bodem waarop het afval achtergelaten wordt;
2. de eigenaar, de verantwoordelijke of houder van de persoon, het dier of de zaak, in de zin van art 1384 tot 1386 van het Burgerlijk Wetboek, die het afval heeft achtergelaten of er de vervuiling van heeft teweeggebracht ;
3. de eigenaar of de verantwoordelijke uitgever van de affiche of de zelfklever, of de persoon die de affiche of de zelfklever heeft geplakt of de graffiti, tag of ander opschrift heeft aangebracht ;
4. de persoon die een handeling stelt die de zin van onderhavig reglement tot vervuiling kan leiden.

IV. Belastingvrijstellingen

Artikel 4. De persoon die een graffiti, tag of ander opschrift heeft aangebracht of die een affiche of een zelfklever heeft gekleefd met toelating van de eigenaar, bezetter of beheerder van het goed, is vrijgesteld van de betaling van de belasting.

V. Invordering

Artikel 5. De belasting is contant of per kohier verschuldigd.

Het bedrag van de belasting zal ter kennis te worden gebracht van de belastingplichtige door een administratief document waarin hij wordt verzocht het bedrag te vereffenen binnen de vijftien dagen (binnen de 2 dagen bij rechtstreekse inning) door storting in de gemeentekas of door overschrijving op de rekening van de gemeente.

De contant geïnde belasting is betaalbaar binnen de vijftien dagen na de verzending van het administratief document vermeld in het voorgaande lid.

Bij ontstentenis van betaling binnen de vijftien dagen na de verzending van het bovenstaand administratief document zal de belasting worden ingekohierd. De kohierbelasting is betaalbaar binnen de twee maanden na de verzending van het kohier.

Artikel 6. De belasting wordt door de gemeenteontvanger ingevorderd overeenkomstig de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en haar latere wijzigingen.

Artikel 7. Op straffe van nietigheid kan de belastingplichtige een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen overeenkomstig het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad van Sint-Joosten- Node op 1 september 2014.

Artikel 8. Dit belastingreglement treedt in werking op 1 januari 2019 en heft het belastingreglement op inzake openbare netheid goedgekeurd door de Gemeenteraad op 23 december 2014.

3 annexes / 3 bijlagen

N CBE181204-RT 2019-2021-Renvlm 3ans-PP-NI.pdf, 23122014--DCsl--RT PP-FR.pdf, 23122014--DCsl--RT PP-NL.pdf

17.12.2018/A/0023 **Taxe sur le dépôt de matériaux et de matériels sur la voie publique; renouvellement et modification du règlement-taxé.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 170, §4, de la Constitution ;

Vu l'article 190 de la Constitution, et les articles 112, 114 et 115 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la Nouvelle Loi communale, et notamment ses articles 117, alinéa 1er et 118, alinéa 1er ;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, notamment, ses articles 91 à 94 (partiellement modifiée par la loi du 20 juillet 2006) ;

Vu la Loi du 23 mars 1999, relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale, notamment l'article 9, lequel insère dans le Code judiciaire les articles 1385decies et undecies ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 92, notamment les articles 355 à 357 et 370 à 372 modifiés par la Loi du 15 mars 1999 ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications subséquentes ;

Vu l'article 6 §2 de l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, telle que modifiée par l'Ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative tel que modifié par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 novembre 1999 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal en date du 1er septembre 2014 ;

Vu la circulaire du 10 mai 2000 du Ministère de l'Intérieur relative à l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu la circulaire du 24 août 1998 relative à l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la circulaire du 20 juillet 2018 émise par Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites et de la Propreté publique, concernant l'élaboration des budgets communaux pour les exercices 2019 à 2021 ;

Vu l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 162/ 2007, du 19 décembre 2007 ;

Vu la Loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration dans les provinces et les communes, telle que modifiée par celle du 26 juin 2000 ;

Vu que la Commune doit se doter des moyens nécessaires dans le but d'exercer de manière optimale ses missions de service public, notamment, mais pas uniquement, celles prévues par l'article 135 de la Nouvelle Loi communale (117-142) ;

Vu la Loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales et les dispositions modificatives ultérieures ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins auxquels elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que tant la détermination de la matière imposable que des contribuables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale de par la Constitution ; qu'elle dispose en la matière d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ; que l'autorité communale ne peut taxer tout ce qui peut l'être et doit nécessairement faire des choix tant en ce qui concerne les matières imposables que les redevables ;

Considérant que les autorités communales ont constaté le dépôt de plus en plus fréquent de conteneurs et d'élévateurs sur la voie ;

Considérant qu'il est jugé nécessaire de réduire l'occupation du domaine public communal par des particuliers dans un but privé ;

Considérant qu'il apparaît légitime de soumettre l'occupation du domaine public communal à une contribution financière ;

Considérant qu'une adaptation de notre règlement aux divers changements législatifs, intervenus dernièrement, s'avère nécessaire ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins :

ARRETE

I. Champ d'application - Durée et Assiette de l'impôt

Article 1. Il est établi, à partir de l'exercice 2019 pour une durée de cinq ans, une taxe sur l'emprise à faire sur la voie publique à l'occasion de travaux de construction, reconstruction, transformation, réparation, entretien ou démolition d'immeubles, pour le dépôt de matériaux, de matériels ou pour toute cause gênant la circulation des piétons ou véhicules sur la voie publique, même partiellement ou temporairement.

Une voie acquiert le caractère public dès son affectation à l'usage de tous.

La taxe est établie proportionnellement à la superficie occupée de la voie publique.

Pour le calcul de cette superficie, toute fraction de mètre carré est comptée pour une unité.

II. Taux

Article 2. Le taux de la taxe est fixé à 1,10 € par mètre carré de surface occupée et par jour calendrier.

La taxe est majorée au 1er janvier de chaque année d'un montant de 2,5%, conformément au tableau ci-dessous :

2019 : 1,10 € - 2020 : 1,13€ - 2021 : 1,16€ - 2022 : 1,19 € - 2023 : 1,22 €

Le taux de la taxe sera doublé s'il est établi des cloisons ou palissades ayant, y compris éventuellement les auvents, plus de 4 mètres de hauteur ; celle-ci se calcule en coupe verticale de la cloison ou palissade.

La taxe ainsi fixée est indépendante des frais pour la réparation éventuelle de la voie publique en suite de son occupation.

L'emprise devra être autorisée au préalable par le Collège. Les permis sont octroyés sous réserve des droits des tiers et aux risques et périls des intéressés.

III. Contribuable

Article 3. La taxe est due par l'entrepreneur des travaux , tel qu'il figure sur

l'autorisation délivrée par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le propriétaire de l'immeuble, possesseur, emphytéote, superficiaire ou usufruitier est solidairement responsable du paiement, comme en matière d'impôt foncier.

IV. Déclaration

Article 4. La taxe est due dès le premier jour de l'occupation de la voie publique.

Toute journée commencée est comptée pour une journée entière.

La date de début de l'occupation de la voie publique et celle de la cessation de cette utilisation, doivent être notifiés par écrit à l'Administration communale, 7 jours calendrier avant chacune des opérations.

Si ces informations ne proviennent pas dans ce délai, seules les dates fournies par les agents assermentés de la Commune seront prises en considération.

Article 5. Le défaut de déclaration, la déclaration hors délais prescrits par l'article 4 ci-avant, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise du redevable entraînent l'imposition d'office d'après les éléments dont dispose l'Administration.

Lorsque la taxe est fixée d'office, celle-ci sera majorée, sans préjudice de la taxe et intérêts de retard, d'un montant égal à la taxe due.

V. Exonérations

Article 6. Sont exonérées de la taxe , les emprises faites sur la voie publique à l'occasion :

1. de travaux de construction ou transformation aux immeubles effectués sous le patronage de la Société du Logement de la Région bruxelloise ou une société reconnue par celle-ci ;
2. de maisons construites à l'initiative privée, dans les conditions déterminées par le pouvoir régional, en vue de l'octroi de primes à la construction d'habitation à bon marché ;
3. de travaux de construction, reconstruction, transformation d'immeubles ou parties d'immeubles qu'un propriétaire, ne poursuivant aucun but de lucre, destiné, pendant une période au moins égale à neuf ans, soit à l'exercice d'un culte public, soit à l'enseignement, soit à l'installation d'hôpitaux, d'hospices, de cliniques, de dispensaires ou d'autres œuvres analogues de bienfaisance ;
4. de travaux de construction ou transformation de bâtiments par les administrations, établissements et services publics pour autant que lesdits bâtiments soient affectés à un service public ou d'utilité publique.

VI. Recouvrement

Article 7. La taxe est recouvrée au comptant, par paiement électronique au compte de la commune, à l'attribution de l'autorisation.

Lorsque la perception ne peut être effectuée au comptant, ou si la durée d'occupation est supérieure à un mois, la taxe est enrôlée.

Article 8. Le montant de la taxe sera porté à la connaissance du débiteur par un document administratif l'invitant à s'en acquitter soit par un versement à la

caisse communale, soit par un virement ou versement à un compte bancaire dans un délai de 30 jours.

A défaut de paiement volontaire, dans le délai prescrit, la susdite taxe fera également l'objet d'un enrôlement.

Les rôles seront dressés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Échevins. Revêtus du visa exécutoire, ils sont transmis sans délai au Receveur communal

Article 9. La majoration d'impôt prévue par l'article 5 ci-avant, lorsqu'il est d'application, sera également enrôlée.

Article 10. A partir du moment où la taxe aura fait l'objet d'un enrôlement, elle sera notifiée au redevable sous forme d'avertissement-extrait de rôle.

L'avertissement-extrait de rôle sera daté et se conformera aux dispositions de l'article 4, §3, de l'Ordonnance relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales du 3 avril 2014.

Le montant de la taxe est payable dans les deux mois à partir de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 11. Les montants enrôlés seront recouverts par le Receveur communal.

Article 12. A peine de nullité, le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Échevins conformément au règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode en date du 1^{er} septembre 2014.

Cette réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation.

Le réclamant ne doit pas justifier du paiement préalable de la taxe, mais la réclamation ne dispense pas de l'obligation de payer la taxe dans le délai prescrit.

Belasting op het plaatsen van materialen op de openbare weg; hernieuwing en wijziging van het belastingreglement.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 170, §4, van de Grondwet ;

Gelet op artikel 190 van de Grondwet, en de artikelen 112, 114 en 115 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en inzonderheid haar artikelen 117, eerste lid en 118, eerste lid ;

Gelet op de Wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen, met name haar artikelen 91 tot 94 (gedeeltelijk gewijzigd door de wet van 20 juli 2006) ;

Gelet op de Wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken, met name artikel 9, dat in het Gerechtelijk wetboek de artikelen 1385decies en undecies invoert ;

Gelet op de bepalingen van Titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot 10 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 92, met name artikelen 355 tot 357 en 370 tot 372 gewijzigd door de Wet van 15 maart 1999 ;

Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en de daarop volgende wijzigingen ;

Gelet op artikel 6 § 2 van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en artikel 1 van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door de Ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 november 1999 ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentelijke belastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad op 1 september 2014 ;

Gelet op de omzendbrief van 10 mei 2000 van de Minister van Binnenlandse Zaken met betrekking tot het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het college van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op de omzendbrief van 24 augustus 1998 betreffende de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de omzendbrief van 20 juli 2018 uitgebracht door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen en Openbare Netheid, betreffende de uitwerking van de gemeentelijke begrotingen voor dienstjaren 2019 tot 2021 ;

Gelet op het vonnis van het Grondwettelijk hof nr 162/2007, van 19 december 2007 ;

Gelet op de Wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van Bestuur in provincies en gemeenten, zoals gewijzigd door de wet van 26 juni 2000 ;

Gelet op het feit dat de Gemeente zich dient te voorzien van de nodige middelen met het oog op de optimale uitoefening van haar taken van openbare dienstverlening, in het bijzonder, maar niet uitsluitend, deze voorzien door artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet (117-142) ;

Gelet op de Wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie-en gemeentebelastingen en gewijzigd door andere, vroegere bepalingen ;

Gelet op de financiële situatie van de Gemeente ;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170 §4 van de Grondwet ; dat het haar toekomt in het kader van haar fiscale autonomie om de bases en de grondslag te bepalen van de belastingen, waarvan zij de noodzakelijkheid bepaalt in functie van de behoeften waarin zij meent te moeten voorzien, onder de enige beperking opgelegd door de Grondwet, te weten de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen ; dat onder voorbehoud van de uitzonderingen bepaald door de wet, de

gemeentelijke overheid onder het toezicht van de voogdijoverheid de basis kiest van de belastingen die ze heft ;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie alsook deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid door de Grondwet ; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid, die zij uitoefent, rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften; dat de gemeentelijke overheid niet alles kan belasten wat toegestaan is en noodzakelijker wijze keuzes dient te maken zowel wat de belastbare materie betreft als de belastingplichtigen ;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid steeds vaker vaststelt dat er containers en heftoestellen worden geplaatst op de weg ;

Overwegende dat het noodzakelijk wordt geacht om de bezetting van het gemeentelijk openbaar domein door particulieren voor privé-doeleinden terug te dringen ;

Overwegende dat het gerechtvaardigd blijkt om de bezetting van het gemeentelijk openbaar domein onderhevig te maken aan een financiële bijdrage ;

Overwegende dat een aanpassing van ons reglement aan de diverse wettelijke veranderingen die onlangs werden ingevoerd, nodig blijkt ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen :

BESLIST

I. Reikwijdte – Duur en belasting-grondslag

Artikel 1. Er wordt vanaf het dienstjaar 2019 en voor een periode van vijf jaar een belasting geheven op de ingebruikneming van de openbare weg bij gelegenheid van werken voor het oprichten, herbouwen, veranderen, herstellen, onderhouden of afbreken van bouwwerken door het plaatsen van materialen, materieel of het aanbrengen van wat dan ook dat aanleiding zou kunnen geven tot belemmering van het verkeer van voetgangers of rytuigen op de openbare weg, zelfs gedeeltelijk of tijdelijk.

Een weg verkrijgt een openbaar karakter vanaf het ogenblik dat hij door iedereen gebruikt mag worden.

De belasting wordt vastgesteld in evenredigheid met de in gebruik genomen oppervlakte van de openbare weg.

Voor de berekening van deze oppervlakte wordt elk onderdeel van een vierkante meter als eenheid aangerekend.

II. Aanslagvoet

Artikel 2. Het belastingtarief is vastgesteld op 1,10 € per vierkante meter bezette oppervlakte en per kalenderdag.

De belasting wordt vermeerderd op 1 januari van elk jaar voor een bedrag van 2,5 % overeenkomstig onderstaande tabel :

2019 : 1,10 € - 2020 : 1,13 € - 2021 : 1,16 € - 2022 : 1,19 € - 2023 : 1,22 €.

De belasting zal verdubbeld worden indien schutsels of staketsels, afdaken eventueel inbegrepen, worden aangebracht van meer dan 4 meter hoogte ; deze hoogte wordt berekend volgens de loodrechte doorsnede van het schutsel of het staketsel.

De aldus vastgestelde belasting is onafhankelijk van de kosten voor de gebeurtelijke herstelling van de bestrating ingevolge de bezetting.

De ingebruikneming moet steeds voorafgaandelijk door het College toegestaan worden. De toelatingen worden verleend onder voorbehoud van de rechten van derden en op eigen risico van de belanghebbenden.

III. Belastingplichtige

Artikel 3. De belasting is verschuldigd door de aannemer van de werken, zoals hij voorkomt in de toelating afgeleverd door het College van Burgemeester en Schepenen.

De eigenaar van het gebouw, de houder, de erfpachter, de opstalhouder of vruchtgebruiker zijn, zoals op het stuk van de grondbelastingen, solidair verantwoordelijk voor de betaling ervan.

IV. Aangifte

Artikel 4. De belasting is verschuldigd vanaf de eerste dag van de ingebruikneming van de openbare weg.

Iedere begonnen dag wordt aangerekend voor een volledige dag.

De datum van het begin van de ingebruikneming alsmede van de stopzetting dient schriftelijk, 7 kalenderdagen voor elke operatie, te worden genotificeerd aan het Gemeentebestuur.

De stempel van de post geldt als bewijs. Indien deze informatie niet binnen deze tijdsspanne toekomen zullen enkel de datums in aanmerking worden gehouden die verschaft worden door de beëdigde agenten van de Gemeente.

Artikel 5. Bij gebrek van aangifte, bij aangifte buiten de tijd vastgesteld door artikel 4 hierboven of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige zal de belasting ambtshalve vastgesteld worden op basis van de elementen waarover het Bestuur beschikt.

Wanneer de belasting ambtshalve vastgesteld wordt zal deze, onverminderd de verschuldigde belasting en de verwijlinteressen, verhoogd worden met een bedrag gelijk aan de verschuldigde belasting.

V. Belastingvrijstellingen

Artikel 6. Zijn vrijgesteld van deze belasting de ingebruiknemingen op de openbare weg bij gelegenheid van :

1. bouw- of veranderingswerken van gebouwen uitgevoerd onder de bescherming van de Huisvestingsmaatschappij van het Brussels Gewest of van een door deze erkende maatschappij ;
2. gebouwen die worden opgetrokken onder de voorwaarden bepaald door de centrale macht met het oog op de toekenning van premies voor het bouwen, door privaat initiatief, van goedkope woningen ;
3. het bouwen, herbouwen of veranderen van gebouwen of delen van gebouwen, die door de eigenaar zonder winstbejag gedurende een periode van tenminste 9 jaar voorbestemd worden voor het uitoefenen van een openbare eredienst, het onderwijs, voor het inrichten van hospitalen, rusthuizen, klinieken, dispensaria of gelijkaardige liefdadige werken ;
4. bouw- of veranderingswerken van gebouwen door openbare besturen, inrichtingen of diensten voor zover deze gebouwen bestemd zijn voor

een openbare dienst of diensten van openbaar nut.

V. Invordering

Artikel 7. De belasting is contant te voldoen, per elektronische betaling op rekening van de gemeente, op het moment van de ontvangstneming van de toelating.

Als de inning niet contant kan gebeuren, of als de duur van de bezetting groter is dan één maand, wordt de belasting ten kohiere gebracht.

Artikel 8. Het bedrag van de belasting wordt ter kennis gebracht van de schuldenaar door een bestuursdocument waardoor deze uitgenodigd wordt het verschuldigde bedrag te betalen, hetzij door storting aan de gemeentekas, hetzij door storting of overschrijving op een bankrekening binnen een termijn van 30 dagen.

Bij gebrek van vrijwillige betaling binnen de voorgeschreven termijn zal het voornoemde bedrag ook het voorwerp uitmaken van een inkohiering.

De kohieren worden opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen en zonder verwijl aan de Gemeenteontvanger overgemaakt.

Artikel 9. De belastingbijslag voorzien in artikel 5 hierboven, wanneer hij van toepassing is, zal ook ingekohierd worden.

Artikel 10. Vanaf het ogenblik dat deze belasting het voorwerp uitmaakt van een inkohiering, zal zij worden betekend aan de belastingplichtige onder de vorm van een kohieruittreksel.

Het kohieruittreksel zal worden gedagtekend en zal in overeenstemming zijn met de bepalingen van artikel 4, §3 van de Ordonnantie betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen van 3 april 2014.

Het bedrag van de belasting is betaalbaar binnen de twee maanden vanaf de verzendingsdatum van het kohieruittreksel.

Artikel 11. De ingekohierde bedragen worden ingevorderd door de Gemeenteontvanger.

Artikel 12. Op straffe van nietigheid kan de belastingplichtige een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen overeenkomstig het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad van Sint-Joosten-Node op 1 september 2014.

Dit bezwaarschrift moet worden ingediend, op straffe van verval, binnen een termijn van drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de datum van verzending van het kohieruittreksel dat de bezwaartermijn vermeldt.

De persoon die een bezwaar indient moet een vroegere betaling van de taks niet verantwoorden, maar het bezwaarschrift stelt hem niet vrij van de betaling van de taks binnen de voorgeschreven termijn.

3 annexes / 3 bijlagen

141027--DCsl--RT Depot materiaux sur voie publique 2014-2018--NL.pdf, 141027--DCsl--RT Depot materiaux sur voie publique 2014-2018--FR.pdf, N CBE-181125-RT OVP-Analyse CBE-CC-2019-2023-NI 181128.pdf

17.12.2018/A/0024 **Taxe sur la distribution à domicile de feuilles et de cartes publicitaires ainsi que de catalogues et journaux contenant de la publicité à caractère commercial; renouvellement et modification du règlement-taxe.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 170, §4, de la Constitution ;

Vu l'article 190 de la Constitution, et les articles 112, 114 et 115 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la Nouvelle Loi Communale, et notamment ses articles 117, alinéa 1er et 118, alinéa 1er ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, notamment, ses articles 91 à 94 (partiellement modifiée par la loi du 20 juillet 2006) ;

Vu la Loi du 23 mars 1999, relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale, notamment l'article 9, lequel insère dans le Code judiciaire les articles 1385decies et undecies ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 92, notamment les articles 355 à 357 et 370 à 372 modifiés par la loi du 15 mars 1999 ;

Vu l'Arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu la circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur relative à l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 162/ 2007, du 19 décembre 2007 ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications subséquentes ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal en date du 1er septembre 2014 ;

Vu l'article 6 § 2 de l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, telle que modifiée par l'Ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la Tutelle administrative tel que modifié par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 novembre 1999 ;

Vu la circulaire du 24 août 1998 relative à l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la circulaire du 20 juillet 2018 émise par Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux,

de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites et de la Propreté publique, concernant l'élaboration des budgets communaux pour les exercices 2019 à 2021 ;

Vu la Loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration dans les provinces et les communes, telle que modifiée par celle du 26 juin 2000 ;

Vu que la Commune doit se doter des moyens nécessaires dans le but d'exercer de manière optimale ses missions de service public, notamment, mais pas uniquement, celles prévues par l'article 135 de la Nouvelle loi communale (117-142).

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Considérant que dans l'exercice de l'autonomie fiscale reconnue à la Commune par le Constituant, celle-ci choisit librement les taxes qu'elle entend lever, le taux ou encore la périodicité de ces dernières ;

Que dans les limites fixées par la loi, la Commune a le pouvoir d'imposer tous les faits, situations et/ou activités qui se déroulent sur son territoire ;

Considérant que la distribution d'écrits publicitaires rentre incontestablement dans le secteur relevant de la qualité de la vie et de l'environnement, en sorte qu'il est justifié que participent aux coûts administratifs engendrés par une activité économique toutes les parties intéressées ainsi que les producteurs concernés, et non les seuls particuliers ou commerces établis sur le territoire de la Commune ;

Considérant que la distribution de feuilles et de cartes publicitaires ainsi que de catalogues et journaux contenant de la publicité est particulièrement envahissante, peu écologique et augmente inutilement le volume des déchets et la charge financière du coût de l'enlèvement des déchets ménagers, surtout depuis la multiplication des autocollants "NO PUB", qui fait qu'une grande partie de ce genre de documents n'est, souvent, même pas distribuée réellement à ses destinataires ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

Considérant qu'une adaptation de notre règlement aux divers changements législatifs, intervenus dernièrement, s'avère nécessaire ;

Vu la situation financière de la Commune ;

ARRETE

I. Champ d'application - Durée et Assiette de l'impôt

Article 1. A partir de l'exercice 2019, et pour un terme de cinq années, il est établi un impôt communal sur la distribution à domicile de feuilles et cartes publicitaires à caractère commercial de catalogues, dépliants et journaux contenant de la publicité à caractère commercial lorsque ces imprimés ne sont pas adressés.

Par carte ou feuille publicitaire, il faut entendre les pièces qui sont composées d'une feuille (2 faces imprimées ou non) au plus.

Par catalogue, dépliant ou journal publicitaire, il faut entendre les pièces qui comprennent plus d'une feuille.

Est uniquement visée la distribution gratuite dans le chef des destinataires.

Article 2. Sont visés par les présentes dispositions, les imprimés publicitaires non adressés :

- a) ouverts à tous les annonceurs et comportant moins de 40% de textes rédactionnels non publicitaires ;

b) émanant d'un seul commerçant ou d'un groupe de commerçants, quelle que soit la place occupée par les textes rédactionnels insérés dans les écrits.

Par "textes rédactionnels", il faut entendre :

- les textes écrits par les journalistes dans l'exercice de leur profession ;
- les textes qui, au niveau de la population de la Commune, jouent un rôle social et d'information générale en dehors des informations commerciales ou apportent une information officielle d'utilité publique en faveur de l'ordre ou du bien-être comme les services d'aide, les services publics, les mutuelles, les hôpitaux, les services de garde (médecins, pharmacies) ou des informations d'utilité publique telles que les informations communales et les faits divers nationaux et/ou internationaux ;
- les nouvelles générales et régionales politiques, sportives, culturelles, artistiques, folkloriques, littéraires et scientifiques et les informations non commerciales aux consommateurs ;
- les informations concernant les cultes, les annonces d'activités telles que fêtes et kermesses, fêtes scolaires, activités des maisons de jeunes et des centres culturels ;
- les petites annonces non commerciales émanant de particuliers relatives à des transactions mobilières ou immobilières et les annonces notariales
- la propagande électorale ;

Sont considérés comme "textes publicitaires" à caractère commercial, les articles :

- dans lesquels il est fait mention, soit explicitement, soit implicitement, de firmes ou de produits déterminés qui sous une forme directe ou voilée, renvoient le lecteur à des réclames commerciales ;
- qui d'une façon générale, visent à signaler, à faire connaître, à recommander des firmes, produits, entreprises, marques, personnes ou services en vue d'aboutir à une transaction commerciale.

II. Contribuable

Article 3. L'imposition est due par l'éditeur des imprimés visés par les présentes dispositions.

Le distributeur des imprimés soumis à l'imposition est solidairement responsable du paiement de l'impôt.

III. Taux

Article 4. Les taux d'imposition sont fixés comme suit et sont majorés au 1er janvier de chaque année d'un montant de 2,5% conformément aux tableaux ci-dessous :

a) Carte et feuille publicitaires :

- inférieures ou égales au format A4 : 0,018 € par exemplaire distribué ;

Majorations :

2019 : 0,018 € - 2020 : 0,019€ - 2021 : 0,019€ - 2022 : 0,020€ - 2023 : 0,020 €

- supérieures au format A4 : 0,037€ par exemplaire distribué ;

Majorations :

2019 : 0,037€ - 2020 : 0,037€ - 2021 : 0,038€ - 2022 : 0,039€ - 2023 : 0,040 €

b) Catalogue, dépliant ou journal publicitaire : 0,060 € par exemplaire distribué.

Majorations :

2019 : 0,060€ - 2020 : 0,062€ - 2021 : 0,064€ - 2022 : 0,066€ - 2023 : 0,067€

Le minimum de l'imposition est fixé à 61 € par distribution.

Majorations :

2019 : 61€ - 2020 : 62€ - 2021 : 64€ - 2022 : 66€ - 2023 : 67€

Article 5. A la demande du redevable, le Collège des Bourgmestre et Échevins est autorisé à accorder un régime d'imposition forfaitaire mensuel en remplacement des cotisations ponctuelles.

Article 6. Les taux de l'imposition forfaitaire mensuelle sont fixés comme suit et sont majorés au 1er janvier de chaque année d'un montant de 2,5% conformément aux tableaux ci-dessous :

a) Cartes et feuilles publicitaires :

- inférieures ou égales au format A4 : 487 € par mois, quel que soit le nombre d'exemplaire distribués au cours du mois ;

Majorations :

2019 : 487 € - 2020 : 500€ - 2021 : 512€ - 2022 : 525€ - 2023 : 538€

- supérieures au format A4 : 1.462€ par mois, quel que soit le nombre d'exemplaires distribués au cours du mois.;

Majorations :

2019 : 1462€ - 2020 : 1499€ - 2021 : 1536€ - 2022 : 1575€ - 2023 : 1614 €

b) Catalogue, dépliant ou journal publicitaire : 2437 € par mois, quel que quel que soit le nombre d'exemplaires distribués au cours du mois.

Majorations :

2019 : 2437€ - 2020 : 2498€ - 2021 : 2560€ - 2022 : 2624€ - 2023 : 2690€

IV. Exonérations

Article 7. La distribution d'imprimés publicitaires effectuée par les soins des commerçants domiciliés ou ayant leur siège social à Saint-Josse-ten-Noode sera exonérée pour toute organisation dans la Commune telle les foires commerciales, les braderies, les kermesses de quartier et le marché de Noël.

Le nombre de distribution ne dépassera pas trois opérations par an.

La dimension de ces imprimés sera toutefois limitée à 21 cm sur 10,5 cm.

V. Déclaration

Article 8. Le contribuable est tenu, préalablement à chaque distribution, de faire une déclaration à l'Administration communale, contenant tous les

renseignements nécessaires à l'imposition, de fournir un exemplaire des imprimés à distribuer visés par les présentes dispositions.

En cas d'imposition forfaitaire mensuelle, la déclaration devra être introduite au plus tard le 5 de chaque mois.

Article 9. A défaut de déclaration ou en cas de déclaration incomplète, inexacte ou imprécise, le redevable sera imposé d'office sur base des éléments dont dispose l'Administration.

Article 10. Tout contrevenant aux dispositions du présent règlement sera frappé sans préjudice du paiement de l'impôt et des intérêts de retard, d'une majoration égale à l'impôt et en cas de récidive, d'une majoration égale au double de l'impôt.

VI. Recouvrement

Article 11. Les rôles sont dressés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Article 12. La majoration d'impôt prévue par l'article 10 ci-avant, lorsqu'il est d'application, sera enrôlée en même temps que la taxe proprement dite.

Article 13. A partir du moment où la taxe aura fait l'objet d'un enrôlement, elle sera notifiée au redevable sous forme d'avertissement-extrait de rôle.

L'avertissement-extrait de rôle sera envoyé au redevable sans frais et sera conforme aux dispositions de l'article 4, §3, de l'Ordonnance relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales du 3 avril 2014.

Article 14. Les montants enrôlés sont payables dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôt d'État sur les revenus.

Article 15. Les montants enrôlés sont recouverts par le Receveur communal.

Article 16. A peine de nullité, le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Échevins conformément au règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode en date du 1^{er} septembre 2014.

Cette réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation.

Le réclamant ne doit pas justifier du paiement préalable de la taxe, mais la réclamation ne dispense pas de l'obligation de payer la taxe dans le délai prescrit.

Belasting op de bedeling aan huis van publiciteitsbladen en kaarten alsook op catalogussen en dagbladen welke publiciteit met handel; hernieuwing en wijziging van de belastingreglement.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 170, §4, van de Grondwet ;

Gelet op artikel 190 van de Grondwet, en de artikelen 112, 114 en 115 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en inzonderheid haar artikelen 117, eerste lid en 118, eerste lid ;

Gelet op de Wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale

geschillen, met name haar artikelen 91 tot 94 (gedeeltelijk gewijzigd door de Wet van 20 juli 2006) ;

Gelet op de Wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken, met name artikel 9, dat in het Gerechtelijk wetboek de artikelen 1385decies en undecies invoert ;

Gelet op de bepalingen van Titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot 10 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 92, met name artikelen 355 tot 357 en 370 tot 372 gewijzigd door de wet van 15 maart 1999 ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op de omzendbrief van 10 mei 2000 van de Minister van Binnenlandse Zaken met betrekking tot het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op het vonnis van het Grondwettelijk Hof nr 162/2007, van 19 december 2007 ;

Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en de daarop volgende wijzigingen;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentelijke belastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad op 1 september 2014;

Gelet op artikel 6 §2 van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en artikel 1 van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door de ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 november 1999;

Gelet op de omzendbrief van 24 augustus 1998 betreffende de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de omzendbrief van 20 juli 2018 uitgebracht door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen en Openbare Netheid, betreffende de uitwerking van de gemeentelijke begrotingen voor dienstjaren 2019 tot 2021;

Gelet op de Wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van Bestuur in provincies en gemeenten, zoals gewijzigd door de wet van 26 juni 2000 ;

Gelet op het feit dat de Gemeente zich dient te voorzien van de nodige middelen met het oog op de optimale uitoefening van haar taken van openbare dienstverlening, in het bijzonder, maar niet uitsluitend, deze voorzien door artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet (117-142) ;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat het begrotingsevenwicht

oplegt aan de gemeenten ;

Overwegende dat in de uitoefening van de fiscale autonomie toegekend aan de Gemeente door de Grondwetgever, deze vrij de belastingen kiest die zij wenst te heffen, het tarief of nog de periodiciteit van deze laatste ;

Dat de Gemeente in de beperkingen opgelegd door de wet de macht heeft om alle feiten, situaties en/of activiteiten te belasten die plaatsvinden op haar grondgebied ;

Overwegende dat de verdeling van schriftelijke publiciteit ontegensprekelijk ingaat tegen de levens- en milieukwaliteit, zodat het gerechtvaardigd is dat alle belanghebbende partijen alsook de betreffende producenten, en niet enkel de particulieren of handelszaken gevestigd op het grondgebied van de Gemeente, deelnemen in de administratieve kosten die veroorzaakt worden door een economische activiteit ;

Overwegende dat de verdeling van publicitaire bladen en folders alsook van catalogussen en kranten die publiciteit bevatten bijzonder overheersend is, weinig ecologisch, en zorgt voor een onnodige verhoging van het afvalvolume en van de financiële last voor de ophaling van huishoudelijk afval, vooral sedert de toename van de stickers "NO PUB", die maakt dat een groot gedeelte van dit soort documenten vaak niet eens werkelijk wordt verdeeld aan zijn bestemmingen ;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

Overwegende dat een aanpassing van ons reglement aan de diverse wettelijke veranderingen die onlangs werden ingevoerd, nodig blijkt ;

Gelet op de financiële situatie van de Gemeente ;

BESLIST

I. Reikwijdte – Duur en belasting-grondslag

Artikel 1. Vanaf dienstjaar 2019 en voor een termijn van vijf jaar, wordt een gemeentebelasting geheven op de bedeling aan huis van bladen en kaarten met handelsdoeleinden, catalogussen, folders en dagbladen met publiciteit indien deze niet geadresseerd zijn.

Onder reclamebladen en kaarten wordt verstaan: stukken die bestaan uit maximum één blad (2 al dan niet bedrukte bladzijden).

Onder catalogussen, folders of dagbladen wordt verstaan : stukken die uit meer dan één blad bestaan.

Wordt uitsluitend belast, de bedeling die gratis gebeurt in hoofde van de bestemmingen

Artikel 2. Vallen onder toepassing van de huidige beschikkingen, de niet geadresseerde drukwerken :

a) beschikbaar voor alle adverteerders, met minder dan 40 % niet publicitaire redactionele teksten,

b) voortkomende van slechts één handelaar of een groep handelaars, welke ook de plaats weze van de redactionele teksten ingelast in de geschriften.

Onder "redactionele teksten" dient men te verstaan :

- geschreven teksten door journalisten in de uitoefening van hun beroep ;
- de teksten die, op het niveau van de bevolking van de gemeente, een sociale rol spelen en algemene informatie verstrekken buiten de

handelsinformatie of die een officiële informatie brengen van algemeen belang ten voordele van het gezag of het algemeen welzijn zoals hulpdiensten, openbare diensten, mutualiteiten, hospitalen, wachtdiensten (dokters, apothekers) of informatie van algemeen nut zoals gemeentelijke informatie en algemene berichten van nationaal of internationaal belang ;

- algemeen of regionaal nieuws, over politiek, sport, cultuur, kunst, folklore, letterkunde of wetenschappen en algemene niet commerciële informatie voor de gebruikers ;
- de informatie over erediensten, de aankondiging van activiteiten zoals feesten en kermissen, schoolfeesten, activiteiten in jeugdhuisen en culturele centra ;
- de kleine niet commerciële aankondigingen van particulieren betreffende roerende of onroerende transacties en notariële aankondigingen ;
- propaganda voor verkiezingen.

Worden aanzien als "publicitaire teksten" met handelsdoeleinden, de artikels :

- waarin wordt gewezen hetzij expliciet, hetzij impliciet, op firma's of bepaalde producten die onder een rechtstreekse of verdoken wijze de lezer verwijzen naar handelsreclame ;
- die op een algemene wijze, betrachten firma's, producten, ondernemingen, merken, personen, of diensten kenbaar te maken met het oog op een uiteindelijke handelsovereenkomst.

II. Belastingplichtige

Artikel 3. De belasting is verschuldigd door de uitgever van de drukwerken voorzien in deze bepalingen.

De verdeler van drukwerken onderworpen aan de belasting is hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting.

III. Aanslagvoet

Artikel 4. De aanslagvoeten worden als volgt vastgesteld en vermeerderd op 1 januari van elk jaar voor een bedrag van 2,5 % overeenkomstig onderstaande tabellen :

a) Kaart en reclameblad :

- kleiner dan of gelijk aan A4 formaat : 0,018 € per uitgedeeld exemplaar,
Verhogingen :
2019 : 0,018 € - 2020 : 0,019€ - 2021 : 0,019€ - 2022 : 0,020€ - 2023 : 0,020 €
- groter dan A4 formaat : 0,037 € per uitgedeeld exemplaar.
Verhogingen :
2019 : 0,037€ - 2020 : 0,037€ - 2021 : 0,038€ - 2022 : 0,039€ - 2023 : 0,040 €

b) Catalogus, folder of publiciteitskrant :

0,060 € per uitgedeeld exemplaar.

Verhogingen :

2019 : 0,060€ - 2020 : 0,062€ - 2021 : 0,064€ - 2022 : 0,066€ - 2023 : 0,067€

De minimumbelasting per distributie is vastgesteld op 61 €.

Verhogingen:

2019 : 61€ - 2020 : 62€ - 2021 : 64€ - 2022 : 66€ - 2023 : 67€

Artikel 5. Op aanvraag van de belastingplichtige, wordt aan het College van Burgemeester en Schepenen toegestaan, om een regime van maandelijkse forfaitaire belasting toe te kennen ter vervanging van punctuele bijdragen.

Artikel 6. De aanslag voor een maandelijkse forfaitaire belasting wordt als volgt vastgesteld en vermeerderd op 1 januari van elk jaar voor een bedrag van 2,5 % overeenkomstig onderstaande tabellen :

a) Kaart en reclameblad :

- kleiner dan of gelijk aan A4 formaat: 487 € per maand, welke ook het aantal uitgedeelde exemplaren zijn gedurende de maand ;

Verhogingen :

2019 : 487 € - 2020 : 500€ - 2021 : 512€ - 2022 : 525€ - 2023 : 538€

- groter dan A4 formaat : 1.462 € per maand, welke ook het aantal uitgedeelde exemplaren zijn gedurende de maand ;

Verhogingen :

2019 : 1462€ - 2020 : 1499€ - 2021 : 1536€ - 2022 : 1575€ - 2023 : 1614 €

b) Catalogus, folder of publiciteitskrant : 2.437 € per maand, welke ook het aantal uitgedeelde exemplaren zijn gedurende de maand.

Verhogingen :

2019 : 2437€ - 2020 : 2498€ - 2021 : 1560€ - 2022 : 2624€ - 2023 : 2690€

IV. Belastingvrijstellingen

Artikel 7. De bedeling van de reclamedrukwerken, verdeeld door handelaars woonachtig of dewelke hun maatschappelijke zetel op het grondgebied van Sint-Joost-ten-Node hebben, wordt van de belasting vrijgesteld bij een handelsbeurs, braderijen, jaarmarkt, wijkkermissen en de kerstmarkt in de gemeente.

Het aantal acties wordt jaarlijks op maximaal drie bepaald.

De afmetingen van de drukwerken zal beperkt worden tot 21 cm op 10,5 cm.

V. Aangifte

Artikel 8. De belastingplichtige is er toe gehouden om vooraf bij iedere distributie een aangifte te doen bij het gemeentebestuur, met vermelding van alle nodige inlichtingen betreffende de belasting samen met een exemplaar van het te verspreiden drukwerk of daarmee gelijkgesteld product.

In geval van een maandelijkse forfaitaire belasting, zal de aangifte geschieden ten laatste de 5de van iedere maand.

Artikel 9. Bij gebrek aan aangifte of bij onvolledige, onjuiste of onnauwkeurige aangifte zal de belastingschuldige ambtshalve belast worden op basis van de gekende elementen bij het gemeentebestuur.

Artikel 10. Iedere overtreder van de beschikkingen van huidig reglement zal gestraft worden met een verhoging gelijk aan de belasting en in geval van herhaling, gelijk aan het dubbel van de belasting.

VI. Invordering

Artikel 11. De belastingkohieren worden opgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 12. De belastingverhoging voorzien in artikel 10 hierboven, wanneer ze van toepassing is, zal gelijktijdig met de eigenlijke belasting ingekohierd worden.

Artikel 13. Vanaf het ogenblik dat deze belasting het voorwerp uitmaakt van een inkohiering, zal zij worden betekend aan de belastingschuldige onder de vorm van een kohieruittreksel.

Het kohieruittreksel zal zonder kosten toegestuurd worden aan de belastingplichtige en zal in overeenkomst zijn met de bepalingen van artikel 4, § 3 van de ordonnantie betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen van 3 april 2014.

Artikel 14. De ingekohierde bedragen zijn betaalbaar binnen de twee maanden na toezending van het kohieruittreksel.

Bij gebrek aan betaling binnen deze termijn worden de bepalingen betreffende de verwijlinteresten inzake Rijksbelastingen op de inkomsten toegepast.

Artikel 15. De ingekohierde bedragen worden ingevorderd door de Gemeenteontvanger.

Artikel 16. Op straffe van nietigheid kan de belastingplichtige een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen overeenkomstig het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad van Sint-Joosten-Node op 1 september 2014.

Dit bezwaarschrift moet worden ingediend, op straffe van verval, binnen een termijn van drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de datum van verzending van het kohieruittreksel dat de bezwaartermijn vermeldt.

De persoon die een bezwaar indient moet een vroegere betaling van de taks niet verantwoorden, maar het bezwaarschrift stelt hem niet vrij van de betaling van de taks binnen de voorgeschreven termijn.

3 annexes / 3 bijlagen

141027--DCsl--RT Toutes boîtes-Pub 2014-2018--FR.pdf, N CBE-181112-RT Toutes boîtes-Pub-Analyse CBE-CC-2019-2023-NI.pdf, 141027--DCsl--RT Toutes-boîtes-Pub 2014-2018--NL.pdf

17.12.2018/A/0025 **Taxe sur le placement de calicots ou de dispositifs assimilés; renouvellement du règlement-taxe.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 170, §4, de la Constitution ;

Vu l'article 190 de la Constitution, et les articles 112, 114 et 115 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la Nouvelle Loi communale et notamment ses articles 117, alinéa 1er et 118, alinéa 1er ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, notamment, ses articles 91 à 94 (partiellement modifiée par la Loi du 20 juillet 2006) ;

Vu la Loi du 23 mars 1999, relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale, notamment l'article 9, lequel insère dans le Code judiciaire les articles 1385decies et undecies ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 92, notamment les articles 355 à 357 et 370 à 372 modifiés par la Loi du 15 mars 1999;

Vu la Loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration dans les provinces et les communes, telle que modifiée par celle du 26 juin 2000 ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications subséquentes ;

Vu l'article 6 §2 de l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, telle que modifiée par l'Ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative tel que modifié par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 novembre 1999 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal en date du 1er septembre 2014 ;

Vu la circulaire du 24 août 1998 relative à l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la circulaire du 20 juillet 2018 émise par Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites et de la Propreté publique, concernant l'élaboration des budgets communaux pour les exercices 2019 à 2021 ;

Vu la circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur relative à l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 162/ 2007, du 19 décembre 2007 ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant que la Commune doit se doter des moyens nécessaires dans le but d'exercer de manière optimale ses missions de service public, notamment, mais pas uniquement, celles prévues par l'article 135 de la Nouvelle Loi communale (117-142) ;

Considérant que l'utilisation de la voie publique à des fins publicitaires représente un avantage pour ceux qui en font l'usage, de sorte qu'ils doivent être spécialement mis à contribution par le biais d'une taxe;

Considérant que la Commune doit renfoncer la sécurité routière dans le but de protéger les usagers de la route contre les nuisances générales par des panneaux lumineux ou éclairés, calicots et dispositifs assimilés ;
Considérant qu'une adaptation de notre règlement aux divers changements législatifs intervenus dernièrement s'avère nécessaire ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins :

ARRETE

I. Champ d'application - Durée et Assiette de l'impôt

Article 1. Il est établi, au profit de la Commune une taxe annuelle sur les panneaux d'affichage et les supports de publicités visibles d'une voie de communication, pour une durée de deux ans à partir de l'exercice 2019.

II. Taux

Article 2 - §1. Le placement de calicots, de panneaux d'affichage et de supports de publicités visibles ou de dispositifs y assimilés est soumis à une autorisation préalable et au paiement d'une taxe dont le taux est fixé comme suit :

- calicots, panneaux d'affichage, supports de publicités visibles ou dispositifs y assimilés d'une superficie inférieure ou égale à 15m² : 49,60 € par mois ;
- calicots, panneaux d'affichage, supports de publicités visibles ou dispositifs y assimilés d'une superficie de 15 à 25m² : 74,40 € par mois;
- calicots panneaux d'affichage, supports de publicités visibles ou dispositifs y assimilés d'une superficie de plus de 25m² : 99,20 € par mois ;

Tout mois entamé est dû entièrement.

§2 Est notamment considéré comme dispositif assimilé tout panneau placé contre les murs de façade ou à front de l'alignement et tout dispositif relatif à la mise en vente ou la location d'un immeuble placé sur l'immeuble par quel que moyen que ce soit.

Article 3. La délivrance de l'autorisation de placement d'un dispositif de publicité, lorsqu'elle est requise, est subordonnée à la consignation, à titre de garantie, entre les mains du Receveur communal, du montant présumé de la taxe.

En cas de renonciation au placement d'un dispositif de publicité après l'introduction de la demande d'autorisation, une somme de 24,80 € reste due à l'Administration communale à titre d'indemnité.

Article 4. L'autorisation est délivrée aux risques et périls du redevable. Et celle-ci n'est valable qu'à partir du jour du paiement de la garantie visée à l'article 4 du présent règlement.

En cas de réduction ou de suppression définitive de l'autorisation par ordre de l'autorité, l'impétrant aura droit à la ristourne proportionnelle de la taxe perçue.

III. Contribuable

Article 5. La taxe est due par la personne morale ou physique qui sollicite la

délivrance de l'autorisation de placement ou qui est identifiée sur tout dispositif relatif à la vente ou la location d'un immeuble.

Lorsque plusieurs redevables sont identifiés sur le calicot ou le dispositif assimilé, la totalité de la superficie du calicot ou du dispositif sera imposé dans le chef de chaque redevable identifié.

Les impétrants doivent exhiber leur autorisation à toute réquisition des agents de l'Administration.

Lorsqu'un calicot ou dispositif assimilé a été placé sans autorisation alors qu'elle est requise, le redevable sera imposé d'office d'après les éléments dont dispose la Commune.

IV. Exonérations

Article 6. Sont exonérées de la taxe :

- a. les calicots ou dispositifs assimilés relatifs aux cortèges religieux et aux manifestations politiques ;
- b. les calicots ou dispositifs assimilés placés exceptionnellement à l'occasion de kermesse de quartier (jeux populaires, bals, musique dans les cafés) ;
- c. les calicots ou dispositifs assimilés placés par les autorités judiciaires, les administrations publiques et institutions y assimilées, les établissements d'utilité publique, de même que les sociétés ou associations à caractère charitable ou philanthropique ;
- d. les dispositifs relatifs à la mise en vente ou la location d'un bien immeuble effectuée par la seule et unique entremise de son propriétaire.

V. Déclaration

Article 7. Le contribuable désirant placer un dispositif de publicité prévu à l'article 2 précité est tenu préalablement d'en faire la déclaration à la l'Administration communale.

Contrairement à l'alinéa précédent, le dispositif relatif à la mise en vente ou la location d'un immeuble, placé sur l'immeuble lui-même n'est soumis à aucune autorisation préalable.

La déclaration doit contenir tous les éléments nécessaires à la taxation conformément au présent règlement.

A défaut d'une telle déclaration, le redevable sera imposé d'office d'après les éléments dont dispose l'Administration communale.

Article 8. A défaut de déclaration ou en cas de déclaration incorrecte, imprécise ou incomplète, l'imposition sera fixée d'office d'après les éléments dont dispose l'Administration.

Lorsque la taxe est enrôlée d'office, celle-ci sera majorée, sans préjudice de la taxe due et des intérêts de retard, d'un montant égal au double de la taxe due.

Le paiement de la majoration ne peut être pris en considération comme autorisation.

VI. Recouvrement

Article 9. Les rôles seront dressés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Le montant de la majoration prévue à l'article 7 sera enrôlé en même temps

que la taxe proprement dite.

Article 10. Les montants enrôlés seront recouverts par le Receveur communal.

Article 11. La taxe est payable dans les deux mois de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts d'État sur les revenus.

L'avertissement-extrait de rôle sera envoyé au redevable sans frais et sera conforme aux dispositions prévues dans l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales.

Article 12. A peine de nullité, le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Échevins conformément au règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode en date du 1er septembre 2014.

Cette réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation.

Le réclamant ne doit pas justifier du paiement préalable de la taxe mais la réclamation ne dispense pas de l'obligation de payer la taxe dans le délai prescrit.

Belasting op het plaatsen van spandoeken of gelijkaardige inrichtingen; hernieuwing van het belastingreglement.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 170, §4, van de Grondwet ;

Gelet op artikel 190 van de Grondwet, en de artikelen 112, 114 en 115 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en inzonderheid haar artikelen 117, eerste lid en 118, eerste lid ;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet die de gemeenten een evenwichtig budget oplegt ;

Gelet op de Wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen, inzonderheid haar artikelen 91 tot 94 (gedeeltelijk gewijzigd door de Wet van 20 juli 2006) ;

Gelet op de Wet van 23 maart 1999, betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken, inzonderheid artikel 9, dat in het Gerechtelijk Wetboek de artikelen 1385decies en undecies invoert ;

Gelet op de bepalingen van Titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot 10 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 92, inzonderheid artikelen 355 tot 357 en 370 tot 372 gewijzigd door de Wet van 15 maart 1999 ;

Gelet op de Wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van Bestuur in provincies en gemeenten, zoals gewijzigd door de Wet van 26 juni 2000 ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentelijke belastingen en de daarop

volgende wijzigingen ;

Gelet op artikel 6 §2 van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en artikel 1 van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door de Ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998, betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 november 1999 ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentelijke belastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad op 1 september 2014 ;

Gelet op de omzendbrief van 24 augustus 1998 betreffende de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de omzendbrief van 20 juli 2018 uitgebracht door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen en Openbare Netheid, betreffende de uitwerking van de gemeentelijke begrotingen voor dienstjaren 2019 tot 2021 ;

Gelet op de omzendbrief van 10 mei 2000 van de Minister van Binnenlandse Zaken met betrekking tot het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor de College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie-of gemeentebelasting ;

Gelet op het vonnis van het Grondwettelijk Hof nr 162/2007 van 19 december 2007 ;

Gelet op de financiële situatie van de gemeente ;

Gelet op het feit dat de Gemeente zich dient te voorzien van de nodige middelen met het oog op de optimale uitoefening van haar taken van openbare dienstverlening, in het bijzonder, maar niet uitsluitend, deze voorzien door artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet (117-142) ;

Overwegende dat het gebruik van de openbare weg voor publicitaire doeleinden een voordeel inhoudt voor diegenen die er gebruik van maken, zodat zij speciaal dienen bij te dragen door middel van een belasting ;

Overwegende dat de Gemeente de wegveiligheid dient te versterken met het doel de weggebruikers te beschermen tegen algemene hinder door lichtgevende of verlichte borden, spandoeken of gelijkaardige inrichtingen ;

Overwegende dat een aanpassing van ons reglement aan de diverse wettelijke veranderingen die onlangs werden ingevoerd, nodig blijkt ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen :

BESLIST

I. Reikwijdte – Duur en belastinggrondslag

Artikel 1. Er wordt ten gunste van de Gemeente een jaarlijkse belasting vastgesteld op de aanplakborden en reclametragezichten zichtbaar vanaf de

openbare weg, voor een duur van twee jaar vanaf dienstjaar 2019.

II. Aanslagvoet

Artikel 2 - §1. Het plaatsen van zichtbare spandoeken, aanplakborden en reclamedragers of gelijkaardige inrichtingen is onderworpen aan een voorafgaande toelating en aan de betaling van een belasting waarvan het bedrag vastgesteld is als volgt :

- zichtbare spandoeken, aanplakborden en reclamedragers of gelijkaardige inrichtingen met een oppervlakte kleiner dan of gelijk aan 15m² : 49,60 € per maand ;
- zichtbare spandoeken, aanplakborden en reclamedragers of gelijkaardige inrichtingen met een oppervlakte van 15 tot 25m² : 74,40 € per maand;
- zichtbare spandoeken, aanplakborden en reclamedragers of gelijkaardige inrichtingen met een oppervlakte van meer dan 25m² : 99,20 € per maand ;
- iedere begonnen maand is volledig verschuldigd.

§ 2. Wordt beschouwd als een gelijkaardige inrichting ieder bord geplaatst tegen de gevelmuren of langsheen de rooilijn en iedere inrichting met betrekking tot de verkoop of de verhuring van een gebouw geplaatst op dit gebouw op gelijk welke wijze.

Artikel 3. De aflevering van de plaats vergunning van een reclame inrichting, wanneer deze vereist is, is onderworpen aan de consignatie, als waarborg, in handen van de Gemeenteontvanger, van het vermoedelijk bedrag van de belasting.

Indien na de indiening van de aanvraag tot toelating wordt afgezien van de plaatsing van een reclame inrichting, dan blijft aan het Gemeentebestuur, als vergoeding, een som van 24,80 € verschuldigd.

Artikel 4. De toelating wordt verleend op risico en gevaar van de belastingplichtige.

Ze is slechts geldig vanaf de dag van de betaling van de waarborg bedoeld in artikel 4 van dit reglement.

In geval van beperking of definitieve opheffing van de toelating op bevel van de overheid, heeft de aanvrager recht op de proportionele terugbetaling van de geïnde belasting.

III. Belastingplichtige

Artikel 5. De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die om de aflevering van de plaatsingsvergunning verzoekt of deze waarvan de naam voorkomt op elke inrichting met betrekking tot de verkoop of de verhuring van een gebouw.

Wanneer meerdere belastingplichtigen worden geïdentificeerd per spandoek of gelijkgesteld bord zal iedere geïdentificeerde belastingplichtige een belasting ten laste worden gelegd op basis van de totale oppervlakte van het spandoek of het gelijkaardig bord.

De aanvragers dienen hun vergunning voor te leggen op elk verzoek van de agenten van het Bestuur.

Wanneer een spandoek of gelijkaardige inrichting zou geplaatst zijn zonder toelating daar waar ze is vereist, zal de belastingplichtige ambtshalve belast

worden op basis van de elementen waarover de Gemeente beschikt.

IV. Belastingvrijstellingen

Artikel 6. Zijn vrijgesteld van de belasting :

- a. de spandoeken of gelijkaardige inrichtingen met betrekking tot godsdienstige stoeten en politieke optochten of betogingen;
- b. de spandoeken of gelijkaardige inrichtingen die bij gelegenheid worden geplaatst voor wijkpermities (volksspelen, bals, muziek in drankgelegenheden) ;
- c. de spandoeken of gelijkaardige inrichtingen geplaatst door de gerechtelijke overheid, de openbare besturen en gelijkaardige instellingen, door instellingen van openbaar nut, alsook door vennootschappen of verenigingen met een liefdadig of filantropisch karakter ;
- d. de inrichtingen met betrekking tot de verkoop of de verhuring van een gebouw enkel en alleen aangebracht door tussenkomst van de eigenaar van dit gebouw.

V. Aangifte

Artikel 7. De belastingplichtige die het voornemen heeft om een inrichting te plaatsen zoals vermeld in artikel 2 dient dit vooraf aan te geven bij het Gemeentebestuur.

In tegenstelling tot het vorig artikel is voor de inrichtingen met betrekking tot de verkoop of de verhuring van een gebouw en geplaatst op dit gebouw geen voorafgaande toelating nodig.

De aangifte zal alle elementen moeten bevatten nodig voor de taxatie overeenkomstig dit reglement.

Bij ontstentenis van zulke aangifte zal de belastingplichtige ambtshalve belast worden volgens de elementen waarover de Gemeente beschikt.

Artikel 8. Bij gebrek aan aangifte of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte zal de belasting ambtshalve vastgesteld worden op basis van de elementen waarover het Bestuur beschikt.

Wanneer de belasting ambtshalve ingekohierd wordt, zal deze onverminderd de verschuldigde belasting en de verwijlinteressen, verhoogd worden met een bedrag gelijk aan tweemaal de verschuldigde belasting.

De betaling van de verhoging van de ambtshalve ingekohierde belasting kan niet gelden als vergunning.

VI. Invordering

Artikel 9. De belastingkohieren worden opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Het bedrag van de verhoging voorzien in artikel 7 zal gelijktijdig ingekohierd worden met de eigenlijke belasting.

Artikel 10. De belasting zal door de Gemeenteontvanger worden ingevorderd.

Artikel 11. De belasting is betaalbaar binnen de twee maanden na toezending van het kohieruittreksel.

Bij gebreke aan betaling binnen deze termijn worden de bepalingen betreffende de verwijlinteressen inzake Rijksinkomstenbelastingen toegepast.

Het kohieruittreksel zal zonder kosten toegestuurd worden aan de

belastingplichtige en zal in overeenkomst zijn met de bepalingen vermeld in de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

Artikel 12. Op straffe van nietigheid kan de belastingplichtige een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen overeenkomstig het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad van Sint-Joosten-Node op 1 september 2014.

Dit bezwaarschrift moet worden ingediend, op straffe van verval, binnen een termijn van drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de datum van verzending van het kohieruittreksel dat de bezwaartermijn vermeldt.

De persoon die een bezwaar indient moet een vroegere betaling van de taks niet verantwoorden, maar het bezwaarschrift stelt hem niet vrij van de betaling van de taks binnen de voorgeschreven termijn.

3 annexes / 3 bijlagen

N CBE181205-RT 2019-2020-Renvlm PUB 2an--PAN AFF-KLKO-ENSEIGNES LUM-NL.pdf, 141027--DCsl--RT Calicots 2014-2018--FR.pdf, 141027--DCsl--RT Calicots 2014-2018--NL.pdf

17.12.2018/A/0026 **Taxe sur les enseignes et réclames lumineuses; renouvellement et modification du règlement-taxe.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 170, §4, de la Constitution ;

Vu l'article 190 de la Constitution, et les articles 112, 114 et 115 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la Nouvelle Loi communale, et notamment ses articles 117, alinéa 1er et 118, alinéa 1er ;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, notamment, ses articles 91 à 94 (partiellement modifiée par la Loi du 20 juillet 2006) ;

Vu la Loi du 23 mars 1999, relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale, notamment l'article 9, lequel insère dans le Code judiciaire les articles 1385decies et undecies ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 92, notamment les articles 355 à 357 et 370 à 372 modifiés par la loi du 15 mars 1999 ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu la circulaire du 10 mai 2000 du Ministère de l'Intérieur relative à l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 162/ 2007, du 19 décembre 2007 ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxe communales et ses modifications subséquentes ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal en date du 1er

septembre 2014 ;

Vu l'article 6 §2 de l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, telle que modifiée par l'Ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative tel que modifié par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 novembre 1999 ;

Vu la circulaire du 24 août 1998 relative à l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la circulaire du 20 juillet 2018 émise par Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites et de la Propreté publique, concernant l'élaboration des budgets communaux pour les exercices 2019 à 2021 ;

Vu la Loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration dans les provinces et les communes, telle que modifiée par celle du 26 juin 2000 ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la Directive européenne du 12 décembre 1977 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit ;

Vu la Loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant que la Commune doit se doter des moyens nécessaires dans le but d'exercer de manière optimale ses missions de service public, notamment, mais pas uniquement, celles prévues par l'article 135 de la Nouvelle Loi communale (117-142) ;

Considérant que la présente taxe vise à doter la Commune des ressources financières nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener. Dans la poursuite de cet objectif, l'imposition des entreprises visées par le présent règlement est justifiée notamment, par la politique qu'elle entend mener la Commune de lutter contre la prolifération des enseignes et les publicités de même nature ou type sur le territoire de la Commune ;

Considérant qu'en effet, les enseignes et publicités lumineuses accrochent le regard en faisant appel à l'énergie électrique et qu'il est souhaitable de freiner ce type de mise en valeur des entreprises et commerces ;

Considérant qu'une adaptation de notre règlement aux divers changements législatifs, intervenus dernièrement, s'avère nécessaire ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins :

ARRETE

I. Champ d'application - Durée et Assiette de l'impôt

Article 1. A partir de l'exercice 2019 et pour une période de deux ans, il sera perçu, selon les modalités ci-après, une taxe annuelle sur les enseignes et réclames lumineuses, éclairées ou projetées.
Est considéré comme enseigne ou réclame lumineuse, éclairée ou projetée, toute indication restant visible la nuit par un dispositif spécial direct ou indirect.

Article 2 - §1. Est réputée réclame toute indication ayant un caractère ou un but publicitaire qui fait connaître notamment le commerce, l'industrie exercés ou les produits fabriqués ou distribués par des personnes autres que l'exploitant local lui-même ou le propriétaire d'un lieu donné ;

§2. Est réputée enseigne de catégorie A toute indication qui fait connaître le commerce, l'industrie ou l'activité qui s'exerce dans un lieu donné, indication telle que le nom de l'établissement exploité, le nom de l'exploitant, l'objet de l'entreprise, le numéro de téléphone, les heures d'ouverture et de fermeture ou tout renseignement similaire ;

§3. Est réputée enseigne de catégorie B toute indication qui comprend conjointement sur un même support les éléments définis aux deux paragraphes précédents.

Article 3. Tombent sous l'application du présent règlement-taxe :

1. les enseignes de catégorie B et réclames extérieures lumineuses, éclairées ou projetées par un dispositif quelconque ayant cette destination spéciale ;
2. les enseignes renfermant de la publicité au profit de tiers ;
3. les réclames qui, en l'absence de toute enseigne proprement dite, en font office au premier chef ;
4. les enseignes de catégorie B et réclames lumineuses, éclairées ou projetées, exposées au regard du public dans une galerie ou passage public ou privé ainsi que les appareils placés à l'intérieur des propriétés derrière les vitrines et carreaux des fenêtres et des portes d'entrée.

II. Taux

Article 4. Le taux de la taxe est fixé par mètre carré d'enseigne ou de réclame lumineuse, éclairée ou projetée, à savoir :

1. réclame éclairée ou projetée : 20€/m² ;
2. enseigne éclairée ou projetée de catégorie B : pour la fixation du taux affecté à la catégorie B, il faut considérer celle-ci comme une réclame dans sa totalité soit 20€/m².

La taxe est majorée au 1er janvier de chaque année d'un montant de 2,5%, conformément au tableau ci-dessous :

2019 : 20,50 € - 2020 : 21 € - 2021 : 21,60 € - 2022 : 22 – 2023 : 22,60 €.

Pour les dispositifs placés en tout ou en partie à plus de 15m au-dessus du niveau du trottoir le taux de la taxe est décuplé.

Pour le calcul de la superficie imposable, il ne sera pas tenu compte des fractions inférieures à un mètre carré. Les fractions d'au moins un demi-mètre

carré seront comptées pour un mètre carré.

Toutefois le minimum de la taxe ne pourra être inférieur à 25 € par contribuable.

Article 5. La taxe est établie d'après la surface du dispositif d'enseigne ou de réclame. Elle est calculée d'après la superficie du rectangle dans lequel ce dispositif est susceptible d'être contenu.

Pour les enseignes ou réclames éclairées ou projetées, elle est établie sur la surface du rectangle dans lequel l'enseigne ou la réclame est susceptible d'être contenue.

Si les enseignes ou les publicités sont en volume, la surface taxée est égale au triple du produit de sa hauteur par sa plus grande largeur.

Article 6. La taxe est due pour l'année entière si l'enseigne ou la réclame est installée dans le courant du premier semestre. Elle est également due pour l'année entière quelle que soit l'époque de la réutilisation, si le redevable a été imposé l'année précédente pour la même enseigne ou réclame.

Pour les enseignes et réclames installées pour la première fois dans le courant du second semestre, la taxe est réduite de moitié.

Il n'est accordé aucune remise pour quelle que cause que ce soit.

Sont seuls exemptés, les appareils ayant fait l'objet d'une déclaration d'enlèvement au plus tard le 31 décembre de l'année précédant celle de l'imposition.

Article 7. Les enseignes et réclames ayant plusieurs faces seront taxées en raison de la superficie totale de toutes les faces visibles.

Si le dispositif de l'appareil permet la présentation ou la projection successive de deux enseignes, réclames, figures ou textes différents, les taxes ci-dessus déterminées seront portées au double. Elles le seront au triple à partir de la troisième présentation ou projection.

Sans préjudice de l'application du paragraphe précédent, les appareils dont la superficie taxable d'une seule face lumineuse ou éclairée dépasse 750 dm² seront imposables au prorata du nombre de jours de fonctionnement.

Le minimum de la taxe ainsi calculée ne peut être inférieur à un septième de la taxe annuelle totale.

Article 8. Tout changement apporté à une enseigne ou à une réclame donne lieu au paiement d'une taxe nouvelle si le changement est fait pour une firme nouvelle et au paiement d'une taxe supplémentaire s'il s'agit d'un agrandissement d'une enseigne ou réclame existante.

La taxe supplémentaire sera déterminée par la différence entre le droit dû pour l'enseigne ou réclame agrandie et le droit établi avant l'agrandissement.

III. Contribuable

Article 9. Est considéré comme redevable de l'impôt :

1. réclames

a. la firme au nom de laquelle celle-ci est faite ;

b. si le redevable déterminé au paragraphe ci-avant n'est pas domicilié en Belgique ou n'y possède pas de siège social : le tenancier ou l'exploitant de l'établissement.

2. enseignes de catégorie B : pour la désignation du redevable de l'impôt,

cette catégorie est considérée comme une réclame dans sa totalité.

Article 10. Le propriétaire de l'immeuble ou le titulaire d'un droit réel sur l'immeuble où se trouve apposée l'enseigne ou la publicité, est solidairement responsable du paiement de la taxe.

IV. Exonérations

Article 11. Sont exonérées de la taxe :

1. les enseignes lumineuses affectées à un service d'utilité publique ;
2. les enseignes placées sur les édifices exclusivement réservées à l'usage d'un culte reconnu par l'État et uniquement relatives à ce culte ;
3. les indications lumineuses prescrites par les lois, arrêtés et règlements publics ;
4. les enseignes et publicités placées occasionnellement lors des fêtes de fin d'année ou à l'occasion de braderies de quartier.

V. Déclaration

Article 12. Les personnes physiques ou morales qui souhaitent faire usage d'enseignes ou de réclames devront introduire préalablement une demande de permis d'urbanisme pour le placement de l'appareil.

Article 13. A défaut de déclaration ou en cas de déclaration incorrecte, imprécise ou incomplète , l'imposition sera fixée d'office d'après les éléments dont dispose l'Administration.

Lorsque la taxe est enrôlée d'office, celle-ci sera majorée, sans préjudice de la taxe due et des intérêts de retard, d'un montant égal à la taxe due et en cas de récidive égal au double .

Article 14. La taxe est exigée sans que les redevables puissent en induire aucune autorisation, mais à charge, au contraire, de supprimer ou de réduire le dispositif, à la première injonction de l'autorité et sans pouvoir, de ce chef, prétendre à aucune indemnité.

VI. Recouvrement

Article 15. Le rôle est dressé et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Le montant de la majoration prévue à l'article 13 sera enrôlé en même temps que la taxe proprement dite .

Article 16. Les montants enrôlés sont recouverts par le Receveur communal.

Article 17. Les montants enrôlés sont payables dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts d'État sur les revenus.

L'avertissement-extrait de rôle sera envoyé au redevable sans frais et sera conforme aux dispositions de l'article 4 §3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de

taxes communales.

Article 18. A peine de nullité, le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestres et Échevins conformément au règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal de Saint-Josse-ten-Node en date du 1er septembre 2014.

Cette réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation.

Le réclamant ne doit pas justifier du paiement préalable de la taxe mais la réclamation ne dispense pas de l'obligation de payer la taxe dans le délai prescrit.

Belasting op de verlichte uithangborden en lichtreclames; hernieuwing en verandering van het belastingreglement.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 170, §4, van de Grondwet ;

Gelet op artikel 190 van de Grondwet, en de artikelen 112, 114 en 115 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en inzonderheid haar artikelen 117, eerste lid en 118, eerste lid ;

Gelet op de Wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen, met name haar artikelen 91 tot 94 (gedeeltelijk gewijzigd door de wet van 20 juli 2006) ;

Gelet op de Wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken, met name artikel 9, dat in het Gerechtelijk Wetboek de artikelen 1385decies en undecies invoert ;

Gelet op de bepalingen van Titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot 10 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 92, met name artikelen 355 tot 357 en 370 tot 372 gewijzigd door de wet van 15 maart 1999 ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op de omzendbrief van 10 mei 2000 van de Minister van Binnenlandse Zaken met betrekking tot het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op het vonnis van het Grondwettelijk hof nr 162/2007, van 19 december 2007 ;

Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en de daarop volgende wijzigingen ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentelijke belastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad op 1 september 2014 ;

Gelet op artikel 6 §2 van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en artikel 1 van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de

uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door de Ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 november 1999 ;

Gelet op de omzendbrief van 24 augustus 1998 betreffende de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de omzendbrief van 20 juli 2018 uitgebracht door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen en Openbare Netheid, betreffende de uitwerking van de gemeentelijke begrotingen voor dienstjaren 2019 tot 2021 ;

Gelet op de Wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van Bestuur in provincies en gemeenten, zoals gewijzigd door de wet van 26 juni 2000 ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat het begrotingsevenwicht oplegt aan de gemeenten ;

Gelet op de Europese richtlijn van 12 december 1977 betreffende de toegang tot de werkzaamheden van kredietinstellingen ;

Gelet op de Wet van 22 maart 1993 betreffende het statuut en de controle van de kredietinstellingen ;

Gelet op de financiële situatie van de gemeente ;

Gelet op het feit dat de Gemeente zich dient te voorzien van de nodige middelen met het oog op de optimale uitoefening van haar taken van openbare dienstverlening, in het bijzonder, maar niet uitsluitend, deze voorzien door artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet (117-142) ;

Overwegende dat deze belasting strekt tot de uitrusting van de Gemeente met de financiële hulpmiddelen die nodig zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren. In het nastreven van deze doelstelling is de in dit reglement bedoelde belastingheffing van de ondernemingen gerechtvaardigd, met name door het beleid dat de gemeente wenst te voeren, in de bestrijding van de woekering van de uithangborden en reclames van dezelfde aard op het grondgebied van de Gemeente ;

Overwegende immers dat de lichtgevende uithangborden en reclames de aandacht trekken door gebruik te maken van elektrische energie en dat het wenselijk is om dit soort van promoten van de ondernemingen en handelszaken te beperken ;

Overwegende dat een aanpassing van ons reglement aan de diverse wettelijke veranderingen die onlangs werden ingevoerd, nodig blijkt ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen :

BESLIST

I. Reikwijdte – Duur en belastinggrondslag

Artikel 1. Vanaf dienstjaar 2019 en gedurende een termijn van twee jaar zal

er, volgens de hierna volgende modaliteiten, een jaarlijkse belasting geheven worden op de lichtborden en lichtreclames alsook deze die verlicht of geprojecteerd worden.

Worden beschouwd als lichtborden of lichtreclames of als verlichte of geprojecteerde installaties elk uithangbord, elke aanduiding en om het even welke reclame die 's nachts zichtbaar blijft dank zij de aanwending van een speciaal direct of onrechtstreeks dispositief.

Artikel 2 – §1. Als reclame wordt beschouwd elke aanduiding met een publicitair karakter of publicitair doel die vooral de uitgeoefende handel, nijverheid of de producten vervaardigd of verspreid door andere personen dan de lokale uitbater zelf of de eigenaar van de betrokken plaats, bekend maakt ;

§2. Als uithangbord van categorie A wordt beschouwd elke aanduiding die de handel, de industrie of de activiteit bekend maakt die op een bepaalde plaats uitgeoefend wordt, aanduiding zoals de naam van de uitbater, de aard van de onderneming, het telefoonnummer de openings- en sluitingsuren of elke gelijkaardige inlichting ;

§3. Als uithangbord van categorie B wordt beschouwd elke aanduiding die tegelijk op een zelfde onderstel de elementen bevat die worden bepaald in de twee voorgaande paragrafen.

Artikel 3. Vallen onder de toepassing van het huidig belastingreglement :

1. de lichtborden van categorie B en lichtreclames buiten aangebracht alsook deze die verlicht of geprojecteerd worden door een om het even welk daarvoor bestemd dispositief ;
2. de uithangborden bevattende enige publiciteit ten voordele van derden ;
3. de reclames die bij afwezigheid van elk eigenlijk uithangbord als zodanig dienst doen ;
4. de lichtborden van categorie B en reclames of deze die verlicht of geprojecteerd worden zichtbaar voor het publiek en aangebracht in een galerij of passage, openbaar of privé, alsook deze geplaatst binnen in de gebouwen, achter de uitstalramen of vensterruiten en achter de toegangsdeuren.

II. Aanslagvoet

Artikel 4. De belastingtarieven zijn vastgesteld per vierkante meter uithangbord of reclame, verlicht of geprojecteerd, te weten :

1. verlichte of geprojecteerde reclame : 20€/m² ;
2. verlicht of geprojecteerd uithangbord van categorie B : om het belastingtarief van deze categorie vast te leggen dient deze in zijn totaliteit als een reclame te worden beschouwd, hetzij 20€/m².

De belasting wordt vermeerderd op 1 januari van elk jaar voor een bedrag van 2,5 % overeenkomstig onderstaande tabel :

2019 : 20,50 € - 2020 : 21 € - 2021 : 21,60 € - 2022 : 22 – 2023 : 22,60 €.

Voor de verlichte uithangborden en lichtreclames die, geheel of gedeeltelijk, op meer dan 15 meter boven het niveau van het voetpad geplaatst zijn, wordt het tarief van de belasting vertienvoudigd.

Voor de berekening van de belastbare oppervlakte zal geen rekening gehouden worden met de onderdelen kleiner dan een halve vierkante meter. De onderdelen van minstens een halve vierkante meter worden aangerekend als een vierkante meter.

Nochtans mag het belastingminimum niet minder bedragen dan 25 € per belastingplichtige.

Artikel 5. De belasting wordt vastgesteld volgens het oppervlak van het uithangbord of het reclametoestel. Zij wordt berekend volgens de oppervlakte van de rechthoek in dewelke de installatie kan vervat worden.

Wat betreft de verlichte borden en de geprojecteerde reclames, wordt de belasting vastgesteld volgens het oppervlak van de rechthoek waarin het bord of de reclame kan vervat worden.

Indien het uithangbord of de reclame uit een volume bestaat dan wordt de belasting vastgesteld op het drievoud van het product van de hoogte met de grootste breedte ervan.

Artikel 6. De belasting is verschuldigd voor het ganse jaar indien het uithangbord of de reclame tijdens het eerste halfjaar wordt aangebracht. De taks is eveneens verschuldigd voor gans het jaar, welke ook de tijdsduur van het wedergebruik zou zijn, indien de belanghebbende het jaar tevoren reeds belast werd voor hetzelfde uithangbord of dezelfde reclame.

Voor de uithangborden en reclames die voor de eerste maal worden aangebracht in de loop van het tweede halfjaar, wordt de belasting tot de helft verminderd.

Geen enkele vermindering van belasting wordt toegestaan om welke reden ook.

Zijn alleen vrijgesteld, de installaties die het voorwerp hebben uitgemaakt van een verklaring van verwijdering ten laatste op 31 december van het jaar dat het dienstjaar voorafgaat.

Artikel 7. De uithangborden en reclames omvattende meerdere vlakken zullen belast worden volgens de totale oppervlakte van al de zichtbare gedeelten.

Indien het dispositief van de installaties een opeenvolgende voorstelling of projectie toelaat van twee verschillende uithangborden, reclames, figuren of teksten, zullen de bovengenoemde belastingtarieven verdubbeld worden. Ze zullen verdrievoudigd worden vanaf de derde voorstelling of projectie.

Onverminderd de toepassing van de voorafgaande paragraaf zullen de toestellen waarvan de belastbare oppervlakte van één enkel verlicht vlak de 750 dm² te boven gaat, getaxeerd worden naar rato van het aantal dagen dat ze in gebruik worden gesteld.

Het minimum van de alzo berekende belasting mag nochtans niet kleiner zijn dan één zevende van de normale totale jaarlijkse belasting.

Artikel 8. Elke wijziging aangebracht aan een uithangbord of reclame geeft aanleiding tot de betaling van een nieuwe belasting, indien de wijziging gebeurt voor een nieuwe firma, en tot de betaling van een supplementaire belasting indien het een vergroting betreft van een bestaand uithangbord of reeds aangebrachte reclame.

De aanvullende belasting zal vastgesteld worden door het verschil tussen het bedrag verschuldigd voor het uithangbord of de reclame na de vergroting en de belasting vastgesteld voor de oppervlaktetoename.

III. Belastingplichtige

Artikel 9. Wordt beschouwd als belastingplichtige :

1. voor de reclames
 - a. de firma voor dewelke zij gevoerd wordt ;
 - b. indien de belastingplichtige bepaald in voorgaande paragraaf geen woonplaats of maatschappelijke zetel heeft in België : de houder of de uitbater van de zaak.
2. voor de uithangborden van categorie B : voor de aanduiding van de belastingplichtige wordt deze categorie beschouwd als een reclame in haar totaliteit.

Artikel 10. De eigenaar van het gebouw waar het uithangbord of de reclame werd aangebracht is eveneens hoofdelijk verantwoordelijk voor de betaling van de belasting.

IV. Belastingvrijstellingen

Artikel 11. Zijn niet aan de belasting onderworpen :

1. de lichtgevende uithangborden behorend tot een dienst van openbaar nut ;
2. de uithangborden die geplaatst zijn op gebouwen die uitsluitend gebruikt worden voor het uitoefenen van een door de Staat erkende godsdienst en enkel betrekking hebben tot deze godsdienst ;
3. de lichtgevende aanduidingen voorgeschreven door de wetten, openbare besluiten en verordeningen ;
4. de uithangborden en reclames die geplaatst zijn ter gelegenheid van eindejaarsfeesten en winkelweken.

V. Aangifte

Artikel 12. De fysieke personen of rechtspersonen die wensen gebruik te maken van uithangborden of reclames dienen vooraf een aanvraag in te dienen tot het bekomen van een stedenbouwkundige vergunning voor het plaatsen van het apparaat.

Artikel 13. Bij gebrek aan aangifte of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte zal de belasting ambtshalve vastgesteld worden op basis van de elementen waarover het bestuur beschikt.

Wanneer de belasting ambtshalve ingekohierd wordt, zal deze, onverminderd de verschuldigde belasting en de verwijlinteressen, verhoogd worden met een bedrag gelijk aan de verschuldigde belasting en in geval van herhaling gelijk aan het dubbel.

Artikel 14. De belasting wordt gevorderd zonder dat de belastingplichtigen daaruit enige vergunning kunnen afleiden, maar integendeel, verplicht zijn het dispositief te verwijderen of te verkleinen op het eerste bevel van de overheid en zonder uit hoofde hiervan op enige vergoeding aanspraak te kunnen maken.

VI. Invordering

Artikel 15. Het belastingkohier wordt opgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.
Het bedrag van de verhoging voorzien in artikel 13 zal gelijktijdig ingekohierd worden met de eigenlijke belasting.

Artikel 16 De ingekohierde bedragen worden ingevorderd door de Gemeenteontvanger.

Artikel 17. De ingekohierde bedragen zijn betaalbaar binnen twee maanden na toezending van het kohieruittreksel.

Bij gebreke aan betaling binnen deze termijn worden de bepalingen betreffende de verwijlinteressen inzake Rijksinkomstenbelastingen toegepast. Het kohieruittreksel zal zonder kosten toegestuurd worden aan de belastingplichtige en zal in overeenkomst zijn met de bepalingen van artikel 4, §3 van de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

Artikel 18. Op straffe van nietigheid kan de belastingplichtige een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen overeenkomstig het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad van Sint-Joosten-Node op 1 september 2014.

Dit bezwaarschrift moet worden ingediend, op straffe van verval, binnen een termijn van drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de datum van verzending van het kohieruittreksel dat de bezwaartermijn vermeldt.

De persoon die een bezwaar indient moet een vroegere betaling van de taks niet verantwoorden, maar het bezwaarschrift stelt hem niet vrij van de betaling van de taks binnen de voorgeschreven termijn.

3 annexes / 3 bijlagen

N CBE181205-RT 2019-2020-Renvlm PUB 2an--PAN AFF-KLKO-ENSEIGNES LUM-NI.pdf, 141027--DCsl--RT Enseignes-Reclames lumineuses 2014-2018--FR.pdf, 141027--DCsl--RT Enseignes-Reclames lumineuses 2014-2018--NL.pdf

17.12.2018/A/0027 **Taxe sur les panneaux d'affichage et les supports de publicité visibles d'une voie de communication; renouvellement du règlement-taxe.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 170, §4, de la Constitution ;

Vu l'article 190 de la Constitution, et les articles 112, 114 et 115 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la Nouvelle Loi communale, et notamment ses articles 117, alinéa 1er et 118, alinéa 1er ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, notamment, ses articles 91 à 94 (partiellement modifiée par la Loi du 20 juillet 2006) ;

Vu la Loi du 23 mars 1999, relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale, notamment l'article 9, lequel insère dans le Code judiciaire les articles

1385decies et undecies ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 92, notamment les articles 355 à 357 et 370 à 372 modifiés par la Loi du 15 mars 1999 ;

Vu la Loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration dans les provinces et les communes, telle que modifiée par celle du 26 juin 2000 ;

Vu l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'article 6 §2 de l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, telle que modifiée par l'Ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications subséquentes ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative tel que modifié par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 novembre 1999 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal en date du 1er septembre 2014 ;

Vu l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 162/ 2007, du 19 décembre 2007 ;

Vu la circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur relative à l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu la circulaire du 24 août 1998 relative à l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la circulaire du 20 juillet 2018 émise par Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites et de la Propreté publique, concernant l'élaboration des budgets communaux pour les exercices 2019 à 2021 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant que la Commune doit se doter des moyens nécessaires dans le but d'exercer de manière optimale ses missions de service public, notamment, mais pas uniquement, celles prévues par l'article 135 de la Nouvelle Loi communale (117-142) ;

Considérant que la présente taxe vise à doter la Commune des ressources financières nécessaires pour financer les dépenses de sa politique de protection environnementale qu'elle entend mener ;

Considérant que, de manière générale, il est nécessaire d'assurer la protection de l'environnement ;

Considérant que la Commune doit assumer un ensemble de prestations de salubrité, consistant, notamment, dans l'enlèvement et le traitement des déchets ;

Considérant que la Commune doit améliorer le cadre de vie de ses citoyens et protéger l'environnement, en luttant contre la prolifération des panneaux publicitaires, plus particulièrement, mais pas uniquement, ceux qui sont visibles d'une voie de communication et causent donc souvent une pollution visuelle, outre le fait que les panneaux abîmés ou délabrés entraînent des frais supplémentaires d'entretien de la voirie ;
Considérant qu'une adaptation de notre règlement aux divers changements législatifs, intervenus dernièrement, s'avère nécessaire ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins :

ARRETE

I. Champ d'application - Durée et Assiette de l'impôt

Article 1. Il est établi, au profit de la Commune, pour les exercices 2019 et 2020, une taxe annuelle sur les panneaux d'affichage et les supports de publicités visibles d'une voie de communication.

Article 2. Par panneaux d'affichage et supports de publicités, on entend toute construction en quel que matériau que ce soit, située le long de la voie publique ou à tout endroit à ciel ouvert, visible d'une voie publique, destinée à recevoir de la publicité par collage, agrafage, peinture ou tout autre moyen, y compris les murs ou parties de mur et les clôtures loués ou employés dans le but de recevoir de la publicité, ainsi que les panneaux porteurs d'affiches lumineuses ou par projection lumineuse.

En ce qui concerne les murs ou parties de mur sur lesquels les publicités sont faites, la surface totale couverte doit être considérée comme un seul panneau ou support, même si plusieurs publicités s'y trouvent.

II. Taux

Article 3. La taxe est fixée à partir de l'exercice 2019 à 100 € par mètre carré ou par fraction de mètre carré de surface utile.

La taxe est majorée au 1^{er} janvier de chaque année d'un montant de 2,5%, conformément au tableau ci-dessous :

2019 : 100 € - 2020 : 102,50 € - 2021 : 105 € - 2022 : 108 – 2023 : 110 €.

Article 4. Si, par suite d'une injonction de l'autorité ou par l'effet de quelque force majeure, le panneau est réduit ou supprimé, le redevable ne peut, de ce chef, prétendre à aucun remboursement de la taxe ou fraction de celle-ci pour la période de l'année restant à courir.

III. Contribuable

Article 5. Est redevable principalement de la taxe, la personne physique et morale qui dispose du droit d'utiliser le panneau ou le support et, subsidiairement, si l'utilisateur n'est pas connu, le propriétaire du terrain ou du mur où se trouve le panneau ou le support.

IV. Exonérations

Article 6. Sont exemptés de la présente taxe :

1. les panneaux ou supports installés en un lieu donné qui font connaître le commerce ou l'industrie qui s'y exploite ;
2. les panneaux ou supports utilisés pour le compte personnel par une personne morale de droit public, une association sans but lucratif ou un établissement d'utilité publique ;
3. les panneaux ou supports placés occasionnellement lors de fêtes locales ;
4. les panneaux ou supports affectés exclusivement à une œuvre ou un organisme sans but lucratif ayant un caractère philanthropique ou d'utilité publique.

V. Déclaration

Article 7. La taxe est due pour l'année entière, à compter du 1er janvier, quelle que soit la date de l'autorisation délivrée par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

L'installation effective d'un panneau d'affichage ou d'un support de publicités doit faire l'objet d'une autorisation préalable dans les formes prévues.

La déclaration des éléments imposables doit être effectuée par le redevable, au plus tard, le 1er avril de l'année d'imposition selon la situation au 1er janvier de l'année.

Cette déclaration est valable jusqu'à révocation. Le redevable notifie, le cas échéant, à l'Administration communale -service des Taxes- les modifications ou déplacements du panneau ou du support survenus en cours d'année.

Les notifications de révocation, de déclaration, de modification, de déplacement ou de suppression du support ou panneau doivent être faites par lettre recommandée à la poste.

Article 8. A défaut d'autorisation ou de déclaration ou en cas de déclaration incorrecte, imprécise ou incomplète, la taxe est établie d'office par l'Administration sur base de tous éléments probants dont elle peut disposer.

Tout redevable imposé d'office sera frappé, sans préjudice de la taxe due et des intérêts de retard, d'une majoration d'impôt égale à la taxe et en cas de récidive égale au double .

Article 9. En cas d'imposition d'office, celle-ci ne peut être prise en considération comme autorisation.

VI. Recouvrement

Article 10. Les rôles sont dressés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Le montant de la majoration prévue à l'article 8 sera enrôlé en même temps que la taxe proprement dite.

Article 11. Les montants enrôlés sont recouverts par le Receveur communal.

Article 12. Les montants enrôlés sont payables dans les deux mois de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts d'État sur les revenus.

L'avertissement-extrait de rôle sera envoyé au redevable sans frais et sera conforme aux dispositions prévues dans l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes

communales.

Le paiement de la présente taxe ne préjudicie en rien de l'application de la taxe d'affichage relative aux affiches et autres dispositifs mobiles ou périodiquement renouvelés auxquels les panneaux ou ossatures visés par le présent règlement serviraient de supports.

Article 13. A peine de nullité, le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestres et Échevins conformément au règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode en date du 1er septembre 2014.

Cette réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation.

Le réclamant ne doit pas justifier du paiement préalable de la taxe mais la réclamation ne dispense pas de l'obligation de payer la taxe dans le délai prescrit.

Belasting op de aanplakborden en de publiciteitsonderstellen zichtbaar vanaf de openbare weg; hernieuwing van het belastingreglement.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 170, §4, van de Grondwet ;

Gelet op artikel 190 van de Grondwet, en de artikelen 112, 114 en 115 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en inzonderheid haar artikelen 117, eerste lid en 118, eerste lid ;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat het begrotingsevenwicht oplegt aan de gemeenten ;

Gelet op de Wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen, met name haar artikelen 91 tot 94 (gedeeltelijk gewijzigd door de Wet van 20 juli 2006) ;

Gelet op de Wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken, met name artikel 9, dat in het Gerechtelijk Wetboek de artikelen 1385decies en undecies invoert ;

Gelet op de bepalingen van Titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot 10 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 92, met name artikelen 355 tot 357 en 370 tot 372 gewijzigd door de Wet van 15 maart 1999 ;

Gelet op de Wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van Bestuur in provincies en gemeenten, zoals gewijzigd door de Wet van 26 juni 2000 ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op artikel 6 § 2 van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en artikel 1 van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door de Ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en de daarop volgende wijzigingen ;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 november 1999 ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentelijke belastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad op 1 september 2014 ;

Gelet op het vonnis van het Grondwettelijk hof nr 162/2007, van 19 december 2007 ;

Gelet op de omzendbrief van 10 mei 2000 van de Minister van Binnenlandse Zaken met betrekking tot het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op de omzendbrief van 24 augustus 1998 betreffende de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de omzendbrief van 20 juli 2018 uitgebracht door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen en Openbare Netheid, betreffende de uitwerking van de gemeentelijke begrotingen voor dienstjaren 2019 tot 2021 ;

Gelet op de financiële situatie van de Gemeente ;

Gelet op het feit dat de Gemeente zich dient te voorzien van de nodige middelen met het oog op de optimale uitoefening van haar taken van openbare dienstverlening, in het bijzonder, maar niet uitsluitend, deze voorzien door artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet (117-142) ;

Overwegende dat deze belasting strekt tot de uitrusting van de Gemeente met de financiële hulpmiddelen die nodig zijn om haar milieubeschermingsbeleid te kunnen uitvoeren ;

Overwegende, in het algemeen, dat het nodig is om de bescherming van het leefmilieu te verzekeren ;

Overwegende dat de Gemeente een geheel van prestaties van gezondheid voor haar rekening dient te nemen, die met name bestaan uit de ophaling en de verwerking van de afvalstoffen ;

Overwegende dat de Gemeente het leefkader van haar burgers dient te verbeteren en het leefmilieu dient te beschermen, door te strijden tegen de woekering van reclameborden, in het bijzonder maar niet enkel deze zichtbaar vanaf de openbare weg, die dus vaak een visuele vervuiling veroorzaken, naast het feit dat de beschadigde of vernielde borden bijkomende kosten van wegenonderhoud met zich meebrengen ;

Overwegende dat een aanpassing van ons reglement aan de diverse wettelijke veranderingen die onlangs werden ingevoerd, nodig blijkt ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen :

BESLIST

I. Reikwijdte – Duur en belastinggrondslag

Artikel 1. Er wordt, ten voordele van de Gemeente en voor de dienstjaren

2019 en 2020, een jaarlijkse belasting geheven op de aanplakborden en publiciteitsonderstellen zichtbaar vanaf de openbare weg.

Artikel 2. Onder aanplakborden of publiciteitsonderstellen wordt verstaan elke constructie in eender welk materiaal, geplaatst langs de openbare weg of op een plaats in open lucht die zichtbaar is vanaf de openbare weg, waarop reclame wordt aangebracht door aanplakking, vasthechting, schildering of door elk ander middel, met inbegrip van de muren of gedeelten van muren en omheiningen die gehuurd of gebruikt worden om er reclame op aan te brengen, evenals de aanplakborden waarop lichtreclames of lichtbeelden vertoond worden.

Voor de muren of gedeelten ervan waarop reclame wordt aangebracht, moet de totale bedekte oppervlakte beschouwd worden als één bord of publiciteitsonderstel ook indien er verschillende reclames op voorkomen.

II. Aanslagvoet

Artikel 3. De belasting wordt vanaf het dienstjaar 2019 vastgesteld op 100 € per vierkante meter of per fractie vierkante meter nuttige oppervlakte.

De belasting wordt vermeerderd op 1 januari van elk jaar voor een bedrag van 2,5 % overeenkomstig onderstaande tabel :

2019 : 100 € - 2020 : 102,50 € - 2021 : 105 € - 2022 : 108 – 2023 : 110 €.

Artikel 4. Indien het aanplakbord of onderstel, ingevolge een bevel van de overheid of in geval van overmacht, verkleind of afgeschaft wordt, kan de belastingplichtige uit dien hoofde geen aanspraak maken op enige andere terugbetaling van de belasting of een gedeelte ervan voor de periode van het jaar die nog overblijft.

III. Belastingplichtige

Artikel 5. Is hoofdzakelijk belastingplichtig, de natuurlijke of rechtspersoon die over het recht beschikt om gebruik te maken van het aanplakbord of onderstel en subsidiair, als de gebruiker onbekend is, de eigenaar van de grond of van de muur waarop zich het bord bevindt.

IV. Belastingvrijstellingen

Artikel 6. Worden van deze belasting vrijgesteld :

1. de borden of onderstellen aangebracht op een bepaalde plaats waar zij een handel of een industrie aanduiden die er wordt uitgeoefend ;
2. de borden of onderstellen voor eigen rekening gebruikt door een publiekrechtelijke persoon, door een vereniging zonder winstoogmerk, of door een instelling van openbaar nut ;
3. de borden of onderstellen geplaatst ter gelegenheid van de lokale feesten ;
4. de borden of onderstellen uitsluitend bestemd voor een werk of organisme zonder winstoogmerk met een liefdadigheidsdoel of openbaar nut.

V. Aangifte

Artikel 7. De belasting is verschuldigd voor het hele jaar, vanaf 1 januari, om

het even welke datum van machtiging door het College van Burgemeester en Schepenen.

De werkelijke installatie van het aanplakbord of publiciteitsonderstel moet het voorwerp uitmaken van een voorafgaande machtiging in de vastgelegde vormen.

De aangifte van de belastbare elementen dient te gebeuren door de belastingplichtige, ten laatste op 1 april van het aanslagjaar volgens de situatie op 1 januari van dat jaar.

De aangifte is geldig tot herroeping. De belastingplichtige betekent, in voorkomend geval, aan het Gemeentebestuur-Belastingdienst-de wijzigingen of verplaatsingen van het bord of onderstel die in de loop van het jaar plaats vonden.

De herroeping van de aangifte, de wijziging, de verplaatsing of de verwijdering van een publiciteitsonderstel of een bord dienen betekend te worden bij middel van een aangetekende brief bij de Post.

Artikel 8. Bij gebrek aan vergunning of aangifte, of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte zal de belasting ambtshalve vastgesteld worden op basis van de elementen waarover het Bestuur beschikt.

Wanneer de belasting ambtshalve ingekohierd wordt, zal deze, onverminderd de verschuldigde belasting en de verwijlinteressen, verhoogd worden met een bedrag gelijk aan de verschuldigde belasting en in geval van herhaling gelijk aan het dubbel.

Artikel 9. In geval van ambtshalve vastlegging van de belasting zal deze niet kunnen gelden als vergunning.

VI. Invordering

Artikel 10. De belastingkohieren worden opgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Het bedrag van de verhoging voorzien in artikel 8 zal gelijktijdig ingekohierd worden met de eigenlijke belasting.

Artikel 11. De ingekohierde bedragen worden ingevorderd door de Gemeenteontvanger.

Artikel 12. De ingekohierde bedragen zijn betaalbaar binnen de twee maanden na toezending van het kohieruittreksel.

Bij gebrek aan betaling binnen deze termijn worden de bepalingen betreffende de verwijlinteressen inzake Rijksinkomsten- belastingen toegepast.

Het kohieruittreksel zal zonder kosten toegestuurd worden aan de belastingplichtige en zal in overeenkomst zijn met de bepalingen van de ordonnantie betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen van 3 april 2014.

De betaling van deze belasting zal in niets nadeel berokkenen aan de toepassing van de aanplakingsbelasting op de aanplakborden en andere beweegbare of periodiek hernieuwbare schikkingen waartoe de panelen of geraamten getroffen door bijgaand reglement, tot steun dienen.

Artikel 13. Op straffe van nietigheid kan de belastingplichtige een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen overeenkomstig het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de

gemeentebelastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad van Sint-Joosten-Node op 1 september 2014.

Dit bezwaarschrift moet worden ingediend, op straffe van verval, binnen een termijn van drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de datum van verzending van het kohieruittreksel dat de bezwaartermijn vermeldt.

De persoon die een bezwaar indient moet een vroegere betaling van de taks niet verantwoorden, maar het bezwaarschrift stelt hem niet vrij van de betaling van de taks binnen de voorgeschreven termijn.

3 annexes / 3 bijlagen

N CBE181205-RT 2019-2020-Renvlm PUB 2an--PAN AFF-KLKO-ENSEIGNES LUM-NL.pdf, 141027--DCsl--RT Panneaux aff-Supports pub 2014-2018--FR.pdf, 141027--DCsl--RT Panneaux aff-Supports pub 2014-2018--NL.pdf

17.12.2018/A/0028 **Taxe sur les établissements bancaires et les organismes financiers; renouvellement et modification du règlement-taxé.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 170, §4, de la Constitution ;

Vu l'article 190 de la Constitution, et les articles 112, 114 et 115 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la Nouvelle Loi Communale, et notamment ses articles 117, alinéa 1^{er} et 118, alinéa 1^{er} ;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, notamment, ses articles 91 à 94 (partiellement modifiée par la loi du 20 juillet 2006) ;

Vu la Loi du 23 mars 1999, relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale, notamment l'article 9, lequel insère dans le Code judiciaire les articles 1385decies et undecies ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1^{er}, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 92, notamment les articles 355 à 357 et 370 à 372 modifiés par la Loi du 15 mars 1999 ;

Vu l'Arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications subséquentes ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal en date du 1^{er} septembre 2014 ;

Vu la circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur relative à l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 162/ 2007, du 19 décembre 2007 ;

Vu l'article 6 § 2 de l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, telle que

modifiée par l'Ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la Tutelle administrative tel que modifié par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 novembre 1999 ;

Vu la circulaire du 24 août 1998 relative à l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la circulaire du 20 juillet 2018 émise par Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites et de la Propreté publique, concernant l'élaboration des budgets communaux pour les exercices 2019 à 2021 ;

Vu la Loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration dans les provinces et les communes, telle que modifiée par celle du 26 juin 2000 ;

Vu que la Commune doit se doter des moyens nécessaires dans le but d'exercer de manière optimale ses missions de service public, notamment, mais pas uniquement, celles prévues par l'article 135 de la Nouvelle Loi communale (117-142) ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Considérant que dans l'exercice de l'autonomie fiscale reconnue à la Commune par le Constituant, celle-ci choisit librement les taxes qu'elle entend lever, le taux ou encore la périodicité de ces dernières ;

Que dans les limites fixées par la loi, la Commune a le pouvoir d'imposer tous les faits, situations et/ou activités qui se déroulent sur son territoire ;

Considérant que les établissements bancaires et assimilés requièrent une attention particulière des forces de l'ordre en termes de sécurité publique dont le financement est à charge des communes en termes de sécurité ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la Commune de Saint-Josse-ten-Noode les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant les services organisés sur le territoire communal, notamment l'entretien des voiries, des trottoirs et des égouts, l'éclairage public, la propreté, la prévention, la sécurité, la police, la santé, l'enseignement ou encore l'accueil de la petite enfance ;

Considérant qu'elle organise également des services en matière d'administration des personnes (naissances, domiciliations, mariages, décès, passeports, permis de conduire, etc.) ;

Considérant que les infrastructures communales et les services précités, ou partie d'entre eux au moins, bénéficient aux entreprises, aux personnels des banques et aux personnes qui fréquentent les établissements bancaires et financiers situés sur le territoire communal ;

Que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

Considérant qu'une adaptation de notre règlement aux divers changements législatifs, intervenus dernièrement, s'avère nécessaire ;

Vu la situation financière de la Commune ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins :

ARRETE

I. Champ d'application - Durée et Assiette de l'impôt

Article 1. A partir de l'exercice fiscal 2019 et pour une durée de cinq ans, il sera perçu au profit de la commune une taxe annuelle à charge des établissements bancaires et des organismes financiers situés sur le territoire communal.

Article 2. Par **établissement bancaire ou organisme financier**, il faut entendre tout établissement ou organisme se livrant à titre principal à des activités de dépôt bancaire et/ou de crédit et/ou d'épargne sous des formes quelconques.

Leurs succursales et agences éventuelles sont également soumises à l'impôt.

II. Taux

Article 3. La taxe est fixée à 744 € par an et par établissement ou organisme.

La taxe est majorée au 1^{er} janvier de chaque année d'un montant de 2,5%, conformément au tableau ci-dessous :

2019 : 744 € - 2020 : 763 € - 2021 : 782 € - 2022 : 801 € - 2023 : 821 €.

La taxe est due pour l'année civile entière, quelles que soient l'époque d'installation et la durée de fonctionnement.

III. Contribuable

Article 4. La taxe est due par la personne physique ou morale au nom de laquelle l'établissement bancaire ou l'organisme financier est exploité.

IV. Exonérations

Article 5. Sont exonérés de la taxe les établissements bancaires et les organismes qui apportent la preuve du bénéfice d'exemption dont ils sont nantis, en vertu d'une loi spéciale .

V. Déclaration

Article 6. L'Administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 7. Le défaut de déclaration, la déclaration hors délais prescrits par l'article 6 ci-avant, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise du redevable entraînent l'imposition d'office d'après les éléments dont dispose l'Administration.

Lorsque la taxe est fixée d'office, celle-ci sera majorée, sans préjudice de la taxe et intérêts de retard, d'un montant égal à la taxe due.

VI. Recouvrement

Article 8. Les rôles seront dressés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Le montant de la majoration prévue à l'article 7 sera enrôlé en même temps que la taxe proprement dite.

Article 9. La taxe est payable dans les deux mois de la date d'envoi de

l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts d'État sur les revenus.

L'avertissement-extrait de rôle sera envoyé au redevable sans frais et sera conforme aux dispositions de l'article 4, §3, de l'Ordonnance relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales du 3 avril 2014.

Article 10. La taxe est recouvrée par le Receveur communal.

Article 11. A peine de nullité, le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Échevins conformément au règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode en date du 1^{er} septembre 2014.

Cette réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation.

Le réclamant ne doit pas justifier du paiement préalable de la taxe, mais la réclamation ne dispense pas de l'obligation de payer la taxe dans le délai prescrit.

Belasting op de bank- en financiële instellingen; hernieuwing en wijziging van het belasting-reglement.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 170, §4, van de Grondwet ;

Gelet op artikel 190 van de Grondwet, en de artikelen 112, 114 en 115 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en inzonderheid haar artikelen 117, eerste lid en 118, eerste lid ;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen, met name haar artikelen 91 tot 94 (gedeeltelijk gewijzigd door de wet van 20 juli 2006) ;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken, met name artikel 9, dat in het Gerechtelijk wetboek de artikelen 1385decies en undecies invoert ;

Gelet op de bepalingen van Titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot 10 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 92, met name artikelen 355 tot 357 en 370 tot 372 gewijzigd door de wet van 15 maart 1999 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en de daarop volgende wijzigingen ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentelijke belastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad op 1 september 2014 ;

Gelet op de omzendbrief van 10 mei 2000 van de Minister van Binnenlandse Zaken met betrekking tot het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het college van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op het vonnis van het Grondwettelijk hof nr. 162/2007, van 19 december 2007 ;

Gelet op artikel 6 § 2 van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door de ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 november 1999 ;

Gelet op de omzendbrief van 24 augustus 1998 betreffende de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de omzendbrief van 20 juli 2018 uitgebracht door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen en Openbare Netheid, betreffende de uitwerking van de gemeentelijke begrotingen voor dienstjaren 2019 tot 2021 ;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van Bestuur in provincies en gemeenten, zoals gewijzigd door de wet van 26 juni 2000 ;

Gelet op het feit dat de Gemeente zich dient te voorzien van de nodige middelen met het oog op de optimale uitoefening van haar taken van openbare dienstverlening, in het bijzonder, maar niet uitsluitend, deze voorzien door artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet (117-142) ;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat het begrotingsevenwicht oplegt aan de gemeenten ;

Overwegende dat in de uitoefening van de fiscale autonomie toegekend aan de Gemeente door de Grondwetgever, deze vrij de belastingen kiest die zij wenst te heffen, het tarief of nog de periodiciteit van deze laatste ;

Dat de Gemeente in de beperkingen opgelegd door de wet de macht heeft om alle feiten, situaties en/of activiteiten te belasten die plaatsvinden op haar grondgebied ;

Overwegende dat de bank- en andere financiële instellingen een bijzondere aandacht vereisen van de ordemachten op het vlak van openbare veiligheid, waarvan de financiering ten laste is van de gemeente inzake veiligheid ;

Overwegende dat deze belasting strekt tot de uitrusting van de gemeente Sint-Joost-ten-Node met de financiële hulpmiddelen die nodig zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook tot het verzekeren van haar financieel evenwicht en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen, vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de fiscale las ;

Overwegende de diensten georganiseerd op het gemeentelijk grondgebied, met name het onderhoud van de wegen, de trottoirs en de rioleringen, de openbare verlichting, de netheid, de preventie, de veiligheid, de politie, de gezondheid, het onderwijs en de kinderopvang ;

Overwegende dat zij tevens diensten verzekert inzake persoonsadministratie (geboortes, domicilie, huwelijken, overlijdens, paspoorten, rijbewijzen enz.) ;

Overwegende dat de voornoemde gemeentelijke infrastructuur en diensten,

of tenminste een gedeelte ervan, voordeel brengen aan de ondernemingen, aan het bankpersoneel en aan de personen die deze bank- en financiële instellingen op het gemeentelijk grondgebied bezoeken ;
Dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen ;
Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;
Overwegende dat een aanpassing van ons reglement aan de diverse wettelijke veranderingen die onlangs werden ingevoerd, nodig blijkt ;
Gelet op de financiële situatie van de Gemeente;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen :

BESLIST

I. Reikwijdte – Duur en belastinggrondslag

Artikel 1. Voor een termijn van vijf jaar, vanaf het dienstjaar 2019, zal er ten voordele van de gemeente een jaarlijkse belasting geheven worden ten laste van de bank- en financiële instellingen, gelegen op het gemeentelijk grondgebied.

Artikel 2. Onder **bankinstelling of financiële instelling** dient men te verstaan iedere instelling die als hoofddoel activiteiten uitvoert van bank- en/of spaarbeleggingen en/of van krediet onder gelijk welke vorm. Hun eventuele bijzetels en agentschappen zijn eveneens onderworpen aan de belasting.

II. Aanslagvoet

Artikel 3. De belasting is vastgesteld op 744 € per jaar per instelling of organisme.

De belasting wordt vermeerderd op 1 januari van elk jaar voor een bedrag van 2,5 % overeenkomstig onderstaande tabel :

2019 : 744 € - 2020 : 763 € - 2021 : 782 € - 2022 : 801 € - 2023 : 821 €.

De belasting is verschuldigd voor het hele burgerlijke jaar, ongeacht de installatieperiode of de werkingsduur.

III. Belastingplichtige

Artikel 4. De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon op naam waarvan de bank- of financiële instelling wordt uitgebaat.

IV. Belastingvrijstellingen

Artikel 5. Zijn vrijgesteld van de belasting de bankinstellingen en financiële instellingen die het bewijs kunnen leveren dat ze ingevolge een speciale wet van de vrijstelling genieten.

V. Aangifte

Artikel 6. Het Gemeentebestuur verstuurt een aangifteformulier naar de belastingplichtige die het behoorlijk ingevuld en getekend, voor de uiterste datum die erop vermeld staat, dient terug te zenden.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier heeft ontvangen, moet bij het Gemeentebestuur ten laatste op 15 januari van het jaar dat het belastingjaar volgt, aangifte doen van de elementen die nodig zijn om de belasting vast te stellen.

Artikel 7. Bij gebrek aan aangifte, bij aangifte buiten de termijn zoals voorgeschreven in bovenstaand artikel 6 of bij onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte zal de belasting ambtshalve vastgesteld worden op basis van de elementen waarover het bestuur beschikt.

Wanneer de belasting ambtshalve ingekohierd wordt, zal deze onverminderd de verschuldigde belasting en de verwijlinteresten, verhoogd worden met een bedrag gelijk aan de verschuldigde belasting.

VI. Invordering

Artikel 8. De belastingkohieren worden opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Het bedrag van de verhoging voorzien in artikel 7 zal gelijktijdig ingekohierd worden met de eigenlijke belasting.

Artikel 9. De belasting is betaalbaar binnen de twee maanden na toezending van het kohieruittreksel.

Bij gebreke aan betaling binnen deze termijn worden de bepalingen betreffende de verwijlinteresten inzake Rijksinkomstenbelastingen toegepast. Het kohieruittreksel zal zonder kosten toegestuurd worden aan de belastingplichtige en zal in overeenkomst zijn met artikel 4, §3 van de Ordonnantie betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen van 3 april 2014.

Artikel 10. De belasting is door de Gemeenteontvanger ingevorderd.

Artikel 11. Op straffe van nietigheid kan de belastingplichtige een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen overeenkomstig het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad van Sint-Joosten-Node op 1 september 2014.

Dit bezwaarschrift moet worden ingediend, op straffe van verval, binnen een termijn van drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de datum van verzending van het kohieruittreksel dat de bezwaartermijn vermeldt.

De persoon die een bezwaar indient moet een vroegere betaling van de taks niet verantwoorden, maar het bezwaarschrift stelt hem niet vrij van de betaling van de taks binnen de voorgeschreven termijn.

3 annexes / 3 bijlagen

N CBE 181205-RT Ets bancaires-Analyse CBE-CC-2019-2023-NL.pdf, 141027--DCsl--RT Etablissements bancaires 2014-2018--NL.pdf, 141027--DCsl--RT Etablissements bancaires 2014-2018--FR.pdf

17.12.2018/A/0029 **Taxe sur les appareils automatiques bancaires ou de tout autre organisme financier; renouvellement et modification du règlement.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 170, §4, de la Constitution ;

Vu l'article 190 de la Constitution, et les articles 112, 114 et 115 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la Nouvelle Loi communale, et notamment ses articles 117, alinéa 1^{er} et 118, alinéa 1^{er} ;

Vu la Loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, notamment, ses articles 91 à 94 (partiellement modifiée par la loi du 20 juillet 2006) ;

Vu la Loi du 23 mars 1999, relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale, notamment l'article 9, lequel insère dans le Code judiciaire les articles 1385decies et undecies ;

Vu les dispositions du Titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus 92, notamment les articles 355 à 357 et 370 à 372 modifiés

par la loi du 15 mars 1999 ;
Vu l'Arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;
Vu la circulaire du 10 mai 2000 du Ministre de l'Intérieur relative à l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;
Vu l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 162/2007, du 19 décembre 2007 ;
Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications subséquentes ;
Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal en date du 1^{er} septembre 2014 ;
Vu l'article 6 §2 de l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, telle que modifiée par l'ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la Tutelle administrative tel que modifié par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 novembre 1999 ;
Vu la circulaire du 24 août 1998 relative à l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu la circulaire du 20 juillet 2018 émise par Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites et de la Propreté publique, concernant l'élaboration des budgets communaux pour les exercices 2019 à 2021 ;
Vu la Loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration dans les provinces et les communes, telle que modifiée par celle du 26 juin 2000 ;
Vu que la Commune doit se doter des moyens nécessaires dans le but d'exercer de manière optimale ses missions de service public, notamment, mais pas uniquement, celles prévues par l'article 135 de la Nouvelle loi communale (117-142) ;
Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;
Considérant que dans l'exercice de l'autonomie fiscale reconnue à la Commune par le Constituant, celle-ci choisit librement les taxes qu'elle entend lever, le taux ou encore la périodicité de ces dernières ;
Que dans les limites fixées par la loi, la Commune a le pouvoir d'imposer tous les faits, situations et/ou activités qui se déroulent sur son territoire ;
Considérant que les distributeurs automatiques de billets installés ou placés sur le territoire de la commune de Saint-Josse-ten-Noode requièrent une attention particulière des forces de l'ordre en termes de sécurité publique dont le financement est à charge de la Commune en termes de sécurité ;
Considérant que le recours accru aux guichets automatisés dans le secteur

bancaire réduit considérablement le volume d'offres d'emplois et conduit dès lors à l'appauvrissement général de la population ;
Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la Commune de Saint-Josse-ten-Noode les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;
Considérant qu'une adaptation de notre règlement aux divers changements législatifs, intervenus dernièrement, s'avère nécessaire ;
Vu la situation financière de la Commune ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins :

ARRETE

I. Champ d'application - Durée et Assiette de l'impôt

Article 1. A partir de l'exercice fiscal 2019 et pour une durée de cinq ans, il sera perçu au profit de la commune une taxe annuelle sur tout appareil automatique bancaire ou de tout autre organisme financier pouvant être utilisé de la voie publique ou de tout autre endroit accessible au public.

Article 2. Par **appareil automatique bancaire ou de tout autre organisme financier**, il faut entendre tout appareil distributeur automatique de billets de banque.

II. Taux

Article 3. La taxe est fixée à 740 € par an et par appareil.

La taxe est majorée au 1^{er} janvier de chaque année d'un montant de 2,5%, conformément au tableau ci-dessous : 2019 : 740 € - 2020 : 759 € - 2021 : 777 € - 2022 : 797 € - 2023 : 817 €.

La taxe est due pour l'année civile entière, quelles que soient l'époque d'installation et la durée de fonctionnement.

III. Contribuable

Article 4. La taxe est due par la personne physique ou morale qui a fait procéder à l'installation de l'appareil.

En cas de défaillance du redevable comme défini à l'article 4 §1, l'institution financière ou bancaire où est installé l'appareil automatique est rendue solidairement responsable du paiement de la taxe.

IV. Exonérations

Article 5. Il n'est fait aucune remise ou réduction pour quelle que cause que ce soit.

V. Déclaration

Article 6. L'Administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

Le contribuable qui n'a pas reçu de déclaration est tenu de déclarer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 7. Le défaut de déclaration, la déclaration hors délais prescrits par l'article 5 ci-avant, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise du redevable entraînent l'imposition d'office d'après les éléments dont dispose l'Administration.

Lorsque la taxe est fixée d'office, celle-ci sera majorée, sans préjudice de la taxe et des intérêts de retard, d'un montant égal à la taxe due.

VI. Recouvrement

Article 8. Les rôles seront dressés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Le montant de la majoration prévue à l'article 6 sera enrôlé en même temps que la taxe proprement dite.

Article 9. La taxe est payable dans les deux mois de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts d'État sur les revenus.

L'avertissement-extrait de rôle sera envoyé au redevable sans frais et sera conforme aux dispositions de l'article 4, §3, de l'Ordonnance relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales du 3 avril 2014.

Article 10. La taxe est recouvrée par le Receveur communal.

Article 11. A peine de nullité, le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Échevins conformément au règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des impôts communaux adopté par le Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode en date du 1^{er} septembre 2014.

Cette réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation.

Le réclamant ne doit pas justifier du paiement préalable de la taxe, mais la réclamation ne dispense pas de l'obligation de payer la taxe dans le délai prescrit.

Belasting op automatische apparaten van bank- en andere financiële instellingen; hernieuwing en wijziging van het belastingreglement.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 170, §4, van de Grondwet ;

Gelet op artikel 190 van de Grondwet, en de artikelen 112, 114 en 115 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en inzonderheid haar artikelen 117, eerste lid en 118, eerste lid ;

Gelet op de Wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen, met name haar artikelen 91 tot 94 (gedeeltelijk gewijzigd door de wet van 20 juli 2006) ;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken, met name artikel 9, dat in het Gerechtelijk wetboek de artikelen 1385decies en undecies invoert ;

Gelet op de bepalingen van Titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot 10 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 92, met name artikelen 355 tot 357 en 370 tot 372 gewijzigd door de wet van 15 maart 1999 ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op de omzendbrief van 10 mei 2000 van de Minister van Binnenlandse Zaken met betrekking tot het Koninklijk Besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester

en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;
Gelet op het vonnis van het Grondwettelijk hof nr. 162/2007, van 19 december 2007 ;
Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en de daarop volgende wijzigingen ;
Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentelijke belastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad op 1 september 2014 ;
Gelet op artikel 6 §2 van de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door de ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;
Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 november 1999 ;
Gelet op de omzendbrief van 24 augustus 1998 betreffende de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;
Gelet op de omzendbrief van 20 juli 2018 uitgebracht door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen en Openbare Netheid, betreffende de uitwerking van de gemeentelijke begrotingen voor dienstjaren 2019 tot 2021 ;
Gelet op de Wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van Bestuur in provincies en gemeenten, zoals gewijzigd door de wet van 26 juni 2000 ;
Gelet op het feit dat de Gemeente zich dient te voorzien van de nodige middelen met het oog op de optimale uitoefening van haar taken van openbare dienstverlening, in het bijzonder, maar niet uitsluitend, deze voorzien door artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet (117-142) ;
Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet dat het begrotingsevenwicht oplegt aan de gemeenten ;
Overwegende dat in de uitoefening van de fiscale autonomie toegekend aan de Gemeente door de Grondwetgever, deze vrij de belastingen kiest die zij wenst te heffen, het tarief of nog de periodiciteit van deze laatste ;
Dat de Gemeente in de beperkingen opgelegd door de wet de macht heeft om alle feiten, situaties en/of activiteiten te belasten die plaatsvinden op haar grondgebied ;
Overwegende dat de automatische biljetverdelers geïnstalleerd of geplaatst op het grondgebied van de gemeente Sint-Joost-ten-Node een bijzondere aandacht vereisen van de ordemachten op het vlak van openbare veiligheid, waarvan de financiering ten laste is van de Gemeente inzake veiligheid ;
Overwegende dat de stijgende toevlucht tot geautomatiseerde loketten in de banksector het aantal werkaanbiedingen aanzienlijk vermindert en aldus leidt tot een algemene verarming van de bevolking ;

Overwegende dat deze belasting strekt tot de uitrusting van de gemeente met de financiële hulpmiddelen die nodig zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook tot het verzekeren van haar financieel evenwicht en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen, vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de fiscale last ;

Overwegende dat een aanpassing van ons reglement aan de diverse wettelijke veranderingen die onlangs werden ingevoerd, nodig blijkt ;

Gelet op de financiële situatie van de Gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen :

BESLIST

I. Reikwijdte – Duur en belastinggrondslag

Artikel 1. Vanaf het dienstjaar 2019 en voor een termijn van vijf jaar, wordt er ten bate van de gemeente een jaarlijkse belasting geheven op ieder automatisch bankapparaat of ieder automatisch apparaat in gebruik bij elk ander financieel organisme dat kan gebruikt worden vanaf de openbare weg of van iedere andere plaats toegankelijk voor het publiek.

Artikel 2. Onder automatisch bankapparaat of elk ander financieel organisme dient te worden verstaan, ieder automatisch verdeelapparaat van bankbiljetten.

II. Aanslagvoet

Artikel 3. De belasting wordt vastgesteld op 740 € per jaar en per apparaat. De belasting wordt vermeerderd op 1 januari van elk jaar voor een bedrag van 2,5%, overeenkomstig de onderstaande tabel :

2019 : 740 € - 2020 : 759 € - 2021 : 777 € - 2022 : 797 € - 2023 : 817 €.

De belasting is verschuldigd voor het hele burgerlijke jaar welke ook de installatieperiode of werkingsduur zijn.

III. Belastingplichtige

Artikel 4. De belasting is verschuldigd door de natuurlijke- of rechtspersoon die het automatische apparaat liet plaatsen.

Bij gebreke van betaling door de belastingplichtige zoals bepaald in artikel 4 §1 wordt de bank- of financiële instelling waar het automatische apparaat is geplaatst solidair verantwoordelijk gesteld voor de betaling van de belasting.

IV. Belastingvrijstellingen

Artikel 3. Er wordt geen enkele vermindering of terugbetaling toegestaan, om welke reden dan ook.

V. Aangifte

Artikel 6. Het Gemeentebestuur verstuurt een aangifteformulier naar de belastingplichtige die het behoorlijk ingevuld en getekend , voor de vervaldatum die erop vermeld staat, dient terug te zenden.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier heeft ontvangen, moet bij het Gemeentebestuur ten laatste op 15 januari van het jaar dat op het belastingjaar volgt, aangifte doen van de elementen die nodig zijn om de belasting vast te stellen.

Artikel 8. Bij gebrek aan aangifte of aangifte buiten de termijn zoals voorgeschreven in bovenstaand artikel 5, bij onjuiste, onvolledige of

onnauwkeurige aangifte zal de belasting ambtshalve vastgesteld worden op basis van de elementen waarover het bestuur beschikt.
Wanneer de belasting ambtshalve ingekohierd wordt, zal deze onverminderd de verschuldigde belasting en de verwijlinteresten, verhoogd worden met een bedrag gelijk aan de verschuldigde belasting.

VI. Invordering

Artikel 8. De belastingkohieren worden opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Het bedrag van de verhoging voorzien in artikel 6 zal gelijktijdig ingekohierd worden met de eigenlijke belasting.

Artikel 9. De belasting is betaalbaar binnen de twee maanden na toezending van het kohieruittreksel.

Bij gebreke aan betaling binnen deze termijn worden de bepalingen betreffende de verwijlinteresten inzake Rijksinkomstenbelastingen toegepast. Het kohieruittreksel zal zonder kosten toegestuurd worden aan de belastingplichtige en zal in overeenkomst zijn met artikel 4, §3 van de Ordonnantie betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen van 3 april 2014.

Artikel 10. De belasting is door de Gemeenteontvanger ingevorderd.

Artikel 11. Op straffe van nietigheid kan de belastingplichtige een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen overeenkomstig het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen goedgekeurd door de Gemeenteraad van Sint-Joosten-Node op 1 september 2014.

Dit bezwaarschrift moet worden ingediend, op straffe van verval, binnen een termijn van drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de datum van verzending van het kohieruittreksel dat de bezwaartermijn vermeldt.

De persoon die een bezwaar indient moet een vroegere betaling van de taks niet verantwoorden, maar het bezwaarschrift stelt hem niet vrij van de betaling van de taks binnen de voorgeschreven termijn.

3 annexes / 3 bijlagen

N CBE 181205-RT Appareils auto banc-Analyse CBE-CC-2019-2023-NI.pdf, 141027--DCsl--RT Appareils auto bancaires 2014-2018--FR.pdf, 141027--DCsl--RT Appareils auto bancaires 2014-2018--NL.pdf

17.12.2018/A/0030 **Bains de St-Josse asbl, vérification comptable de l'exercice 2015.**

Mesdames, Messieurs,

En sa séance du 28 septembre 1978, vous avez décidé de confier à l'asbl « Bains de Saint-Josse », la concession d'exploitation du bassin de natation, rue Saint-François 23/27 ;

Conformément à l'art.20 de la convention, l'asbl transmet à l'administration communale le compte de l'exercice 2015 que nous soumettons à votre approbation ;

Le compte d'exploitation de l'exercice 2015 présente **une perte de 36.839,82€** ;

Le Collège des Bourgmestre et Echevins a approuvé la vérification comptable du compte de l'exercice 2015 des bains de Saint-Josse asbl, en sa séance du 09/10/2018 ;

Nous vous proposons en conséquence, d'approuver le compte 2015 de l'asbl « Bain de Saint-Josse » tel qu'il est versé au dossier.

Bains de St-Josse vzw ; nazicht van de rekening van het dienstjaar 2015.

Mevrouwen, Mijne Heren,

In zitting van 28 september heeft u beslist de uitbatingsvergunning van het zwembad, St-Franciscus,23/27, toe te vertrouwen aan de v.z.w Bad en zweminstilligen van Sint-Joost;

Overeenkomsting artikel 20 van de overeenkomst, maakt de concessiehoudende vereniging de rekening van het dienstjaar 2015, welke wij hierbij aan uw goedkeuring voorleggen, over aan het gemeentebestuur;

De uitbatingsrekening van het dienstjaar 2015 vertoont **een verlies van 36.839,82€**;

In zijn zitting van 09/10/2018 heeft het College van Burgemeester en Schepenen de boekhoudkundige verificatie van de rekening voor 2015 goedgekeurd;

Bijgevolg stellen wij u voor, de rekening van het dienstjaar 2015 van v.z.w. Bad- en zweminstilligen van St-Joost, zoals ze is toegevoegd aan het dossier, goed te keuren.

3 annexes / 3 bijlagen

GLC_2015.pdf, BAINS_C15.pdf, BAINS_RAPPORT_C15_ADMIN.pdf

17.12.2018/A/0031 **Bains de St-Josse asbl, vérification comptable de l'exercice 2016.**

Mesdames, messieurs,

En sa séance du 28 septembre 1978, vous avez décidé de confier à l'asbl « Bains de Saint-Josse », la concession d'exploitation du bassin de natation, rue Saint-François 23/27 ;

Conformément à l'art.20 de la convention, l'asbl transmet à l'administration communale le compte de l'exercice 2016 que nous soumettons à votre approbation ;

Le compte d'exploitation de l'exercice 2016 présente **une perte de 1.614,53€** ;

Le Collège des Bourgmestre et Echevins a approuvé la vérification comptable du compte de l'exercice 2016 des bains de Saint-Josse asbl, en sa séance du 09/10/2018 ;

Nous vous proposons en conséquence, d'approuver le compte 2016 de l'asbl « Bain de Saint-Josse » tel qu'il est versé au dossier.

Bains de St-Josse vzw ; nazicht van de rekening van het dienstjaar 2016.

Mevrouwen, Mijne Heren,

In zitting van 28 september heeft u beslist de uitbatingsvergunning van het zwembad, St-Franciscus,23/27, toe te vertrouwen aan de v.z.w Bad en zweminstilligen van Sint-Joost;

Overeenkomsting artikel 20 van de overeenkomst, maakt de concessiehoudende vereniging de rekening van het dienstjaar 2016, welke wij hierbij aan uw goedkeuring voorleggen, over aan het gemeentebestuur;

De uitbatingsrekening van het dienstjaar 2016 vertoont **een verlies van 1.614,53€**;

In zijn zitting van 09/10/2018 heeft het College van Burgemeester en Schepenen de boekhoudkundige verificatie van de rekening voor 2016 goedgekeurd;

Bijgevolg stellen wij u voor, de rekening van het dienstjaar 2016 van v.z.w. Bad- en zweminstilligen van St-Joost, zoals ze is toegevoegd aan het dossier, goed te keuren.

4 annexes / 4 bijlagen

17.12.2018/A/0032 **Bains de St-Josse asbl, vérification comptable de l'exercice 2017.**

Mesdames, Messieurs,

En sa séance du 28 septembre 1978, vous avez décidé de confier à l'asbl « Bains de Saint-Josse », la concession d'exploitation du bassin de natation, rue Saint-François 23/27 ;

Conformément à l'art.20 de la convention, l'asbl transmet à l'administration communale le compte de l'exercice 2017 que nous soumettons à votre approbation ;

Le compte d'exploitation de l'exercice 2017 présente **un bénéfice de 35.802,42€.**

Le Collège des Bourgmestre et Echevins a approuvé la vérification comptable du compte de l'exercice 2017 des bains de Saint-Josse asbl, en sa séance du 09/10/2018 ;

Nous vous proposons en conséquence, d'approuver le compte 2017 de l'asbl « Bain de Saint-Josse » tel qu'il est versé au dossier.

Bains de St-Josse vzw ; nazicht van de rekening van het dienstjaar 2017.

Mevrouwen, Mijne Heren,

In zitting van 28 september heeft u beslist de uitbatingsvergunning van het zwembad, St-Franciscus,23/27, toe te vertrouwen aan de v.z.w Bad en zweminstilligen van Sint-Joost;

Overeenkomsting artikel 20 van de overeenkomst, maakt de concessiehoudende vereniging de rekening van het dienstjaar 2017, welke wij hierbij aan uw goedkeuring voorleggen, over aan het gemeentebestuur;

De uitbatingsrekening van het dienstjaar 2017 vertoont **een winst van 35.802,42€;**

In zijn zitting van 09/10/2018 heeft het College van Burgemeester en Schepenen de boekhoudkundige verificatie van de rekening voor 2017 goedgekeurd;

Bijgevolg stellen wij u voor, de rekening van het dienstjaar 2017 van v.z.w. Bad- en zweminstilligen van St-Joost, zoals ze is toegevoegd aan het dossier, goed te keuren.

4 annexes / 4 bijlagen

*BAINS_C17.pdf, DCC_B17_BAINS.pdf, BAINS_RAPPORT_C17_ADMIN.pdf,
GLC_2017.pdf*

17.12.2018/A/0033 **Contrat de Quartier Durable « Axe Louvain » ; Opération 2.3. ; Travaux d'aménagement du square et carrefour Artichaut-Pacification ; Réévaluation de l'estimation.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234, §1 relatif aux compétences du Conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la Tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ultérieures ;
Vu l'Arrêté Royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;
Vu l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la Tutelle administrative, et ses modifications ultérieures ;
Vu la décision du Conseil communal du 25 juin 2018 a fixé les conditions du marché de travaux d'aménagement du square et du carrefour Artichaut-Pacification ainsi que son mode de passation et son estimation ;
Considérant l'avis marché du 29 août 2018 ;
Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 293.337,03 € (21% TVA comprise) ;
Considérant qu'en date du 10 octobre 2018 trois offres ont été déposées et qu'elles dépassent largement le montant estimé ;
Considérant que l'offre la moins chère est de 326.912,00€ TVA Comprise ;
Considérant que l'offre la plus chère est de 516.429,49€ TVA Comprise ;
Considérant que l'analyse des offres déposées n'a pas encore été finalisée; qu'il y a néanmoins lieu de réévaluer l'estimation du marché afin de pouvoir attribuer le marché éventuellement au soumissionnaire le plus cher et couvrir les dépenses liées à l'exécution du marché ;
Considérant que le Service Rénovation Urbaine propose au Conseil de faire passer l'estimation de 293.337,03 € (21% TVA comprise) au montant arrondi de 520.000,00€ TVA comprise pour les travaux ;
Considérant qu'il y aura lieu de prévoir un montant de 60.000,00€ TVA comprise pour la révision des prix, les éventuels imprévus et les quantités présumées ;
Considérant la convention de subvention entre la Commune et Bruxelles-Mobilité, prolongée jusqu'au 19 février 2020 ;
Considérant que 280.223,00 € sont subsidiés par Bruxelles-Mobilité ;
Considérant que le solde restant sera financé en fonds propres et par emprunt ;
Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 4210/731-60 du budget extraordinaire 2018 ;

Décide :

- d'approuver le principe de réévaluation de l'estimation du marché ;
- de fixer le nouveau montant estimé au montant arrondi soit 520.000,00€ TVA comprise pour les travaux ;
- de prévoir un montant de 60.000€ TVA comprise pour la révision de prix, les éventuels imprévus et les quantités présumées ;
- de financer ces dépenses par le crédit inscrit à l'article 4210/731-60 du budget extraordinaire 2018 de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode ;
- de transmettre cette délibération à l'autorité de Tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Duurzame Wijkcontract « As Leuven » ; Operatie 2.3. ; Aanlegwerken van de

square en het kruispunt Artisjok-Pacificatie ; Herevaluatie van de raming.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234, §1 betreffende de bevoegdheden van de Gemeenteraad en latere wijzigingen ;
Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen en latere wijzigingen ;
Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur ;
Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36 ;
Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen ;
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen ;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998, houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en zijn latere wijzigingen ;
Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren en latere wijzigingen ;
Gelet op het regeringsbesluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het Administratief toezicht, en latere wijzigingen ;
Gezien de beslissing van het College van 25 juni 2018 de voorwaarden heeft vastgesteld van de opdracht van aanlegwerken van de square en het kruispunt Artisjok-Pacificatie alsook de gunningswijze en de raming ;
Overwegende de aankondiging van opdracht van 29 augustus 2018 ;
Overwegende dat het geraamde bedrag van deze opdracht 293.337,03 € bedraagt (21% BTW inclusief) ;
Overwegende dat op 10 oktober 2018 drie offertes werden ingediend en dat deze het geraamde bedrag ruim overschrijden ;
Overwegende dat de laagste offerte 326.912,00€ BTW inclusief bedraagt ;
Overwegende dat de hoogste offerte 516.429,49€ BTW inclusief bedraagt ;
Overwegende dat de analyse van de offertes nog niet beëindigd is; dat de raming van de opdracht nochtans opnieuw dient te worden geëvalueerd teneinde de opdracht eventueel aan de duurste inschrijver te kunnen gunnen en de uitgaven te dekken met betrekking tot de uitvoering van de opdracht ;
Overwegende dat de Dienst voor Stadsvernieuwing aan de Raad voorstelt om de raming van 293.337,03 € (21% BTW inclusief) te brengen op het afgeronde bedrag van 520.000,00€ BTW inclusief voor de werken,
Overwegende date en bedrag van 60.000.00€ BTW inclusief dient te worden voorzien voor de prijsherziening, eventuele onvoorziene kosten en de vermoedelijke hoeveelheden ;
Overwegende de subsidieovereenkomst tussen de Gemeente en Brussel-Mobiliteit, verlengd tot 19 februari 2020 ;
Overwegende dat 280.223,00 € wordt gesubsidieerd door Brussel-Mobiliteit ;
Overwegende dat het resterende saldo zal worden gefinancierd op eigen fondsen en door een lening ;
Overwegende dat het krediet dat deze uitgave mogelijk maakt wordt ingeschreven op artikel 4210/731-60 van de buitengewone begroting 2018 ;

Beslist :

- om het principe van herevaluatie van de raming van de opdracht goed te keuren ;
- om het nieuwe geraamde bedrag vast te stellen op het afgeronde bedrag van 520.000,00€ BTW inclusief (10 % naar boven), voor de prijsherziening, eventuele onvoorziene kosten en de vermoedelijke hoeveelheden ;
- om een bedrag te voorzien van 60.000€ BTW inclusief voor de prijsherziening, eventuele onvoorziene kosten en de vermoedelijke hoeveelheden ;
- om deze uitgaven te financieren door het krediet ingeschreven op artikel 4210/731-60 van de buitengewone begroting 2018 van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node ;
- om deze beraadslaging over te maken naar de Toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

3 annexes / 3 bijlagen

2018-05-03 Avis marché FR.pdf, 2018-10-26 Rapport réévaluation de l'estimation.pdf, 2018-05-03 Avis de marché NL.pdf

17.12.2018/A/0034 **Information des décisions relatives aux articles 234 alinéa 3, 236 et 249 de la Nouvelle Loi Communale.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 234, alinéa 3 et 236 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et service par procédure négociée sans publicité, conformément à l'article 26, § 1, 1^oa de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics.

Le Conseil est convié à prendre connaissance des décisions en annexe.

En application de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et services en vertu de circonstances impérieuses et imprévues.

Le Conseil est convié à ratifier la décision en annexe.

Kennisgeving van de beslissingen betreffende artikelen 234 lid 3 en 236 en 249 van de Nieuwe Gemeentewet.

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 234, alinea 3 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, zoals voorzien in artikel 26, § 1, 1^oa van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten.

De Gemeenteraad wordt verzocht kennis te nemen van de in bijlage gevoegde beslissingen.

In toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten gegund voor werken, leveringen en diensten omwille van dringende en onvoorziene omstandigheden.

De Gemeenteraad wordt verzocht kennis te nemen van volgende beslissing.

14 annexes / 14 bijlagen

B 2018.11.27-44.pdf, Info Conseil - Collège 2018.12.04.docx, B 2018.11.27-54.pdf, B 2018.11.27-53.pdf, B 2018.12.04-26.pdf, B 2018.12.04-21.pdf, B 2018.12.04-33.pdf, B 2018.11.27-11.pdf, B 2018.11.20-43.pdf, Info Conseil - Collège 2018.11.27.docx, B 2018.12.04-25.pdf, B 2018.11.20-27.pdf, B 2018.11.27-20.pdf, Info Conseil - Collège 2018.11.20.docx

17.12.2018/A/0035 **Adhésion de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode à la Centrale d'achat relative au marché de fourniture de fondants chimiques pour la Région de Bruxelles-Capitale en quatre lots, passé par la Direction Régie des Routes de Bruxelles Mobilité au Service Public régional ; approbation.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures ;
Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;
Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 47, §2 qui prévoit qu'un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achat est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures°;
Considérant le courrier du 29 juin 2018 de la Direction Régie des Routes de Bruxelles Mobilité au Service Public régional de Bruxelles qui informe la commune de Saint-Josse-ten-Noode de son intention de passer un marché de fourniture de fondants chimiques pour la Région de Bruxelles-Capitale en quatre lots, sous la forme d'une centrale d'achat ouverte à la STIB ainsi qu'aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Considérant que le mécanisme de regroupement de commandes via une Centrale d'achat peut mener à une économie de moyens à engager en évitant le double emploi de personnel, de capacités, de moyens budgétaires et matériels ;
Considérant le cahier spécial des charges n° R18.018 et l'inventaire relatifs à la « fourniture de fondants chimiques pour la Région de Bruxelles-Capitale » ;
Considérant le tableau des prix unitaires joint en annexe ;
Considérant que ce marché est prévu pour une durée de deux ans, avec possibilité de prolongation d'une durée maximale d'un an calendrier ;

Considérant le protocole d'accord qui fixe le cadre pour la réalisation d'une Centrale d'achat entre le pouvoir adjudicateur organisateur Bruxelles Mobilité, Direction Régie des Routes, sis rue Jules Cox 9-11 à 1160 Bruxelles, et la commune de Saint-Josse-ten-Noode ;

Considérant l'avis du Service Propreté Publique en faveur d'une adhésion de la commune de Saint-Josse-ten-Noode à la Centrale d'achat susmentionnée, sur base du cahier spécial des charges n° R18.018 ;

Considérant que le pouvoir adjudicataire adhérent à une Centrale d'achat n'est tenu à aucune exclusivité vis-à-vis de l'adjudicataire d'un marché conclu par l'intermédiaire d'une Centrale d'achat ;

Considérant dès lors que le pouvoir adjudicataire adhérent peut, pendant la durée de l'adhésion au marché, faire appel à d'autres adjudicataires pour l'acquisition de fournitures identiques ou analogues à ceux décrits dans les documents du marché public passé par la Centrale d'achat ;

Considérant que les dépenses, estimées à un montant annuel de 20.000,00 € TVA comprise, peuvent être inscrites à l'article 4210/124-02 du budget ordinaire des exercices 2018 et suivants, sous réserve d'approbation du budget par le Conseil communal et par l'Autorité de Tutelle ;

Décide :

-d'adhérer à la Centrale d'achat relative à la fourniture de fondants chimiques pour la Région de Bruxelles-Capitale, passée par la Direction Régie des Routes de Bruxelles Mobilité au Service Public régional de Bruxelles ;

- d'approuver le cahier spécial des charges n° R18.018 et l'inventaire relatifs à la « fourniture de fondants chimiques pour la Région de Bruxelles-Capitale » ;

- d'approuver le protocole d'accord qui fixe le cadre pour la réalisation d'une Centrale d'achat entre le pouvoir adjudicateur organisateur Bruxelles Mobilité, Direction Régie des Routes, sis rue Jules Cox 9-11 à 1160 Bruxelles, et la commune de Saint-Josse-ten-Noode ;

- de financer les dépenses par les crédits inscrits à l'article 4210/124/02 du budget ordinaire des exercices 2018 et suivants, sous réserve d'approbation du budget par le Conseil communal et par l'Autorité de Tutelle.

Aansluiting van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node bij de Aankoopcentrale met betrekking tot de opdracht van levering van dooizouten voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in vier percelen, gegund door de Directie Regie der Wegen van Brussel Mobiliteit aan de Gewestelijke Overheidsdienst ; goedkeuring.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen ;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van bestuurshandelingen en latere wijzigingen ;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur ;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 47, §2 dat bepaalt dat een aanbestedende overheid die zich wendt tot een aankoopcentrale vrijgesteld wordt van de verplichting op zelf een gunningsprocedure te organiseren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene

uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen ;
Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren en latere wijzigingen°;
Overwegende de brief van 29 juni 2018 van de Directie Regie der Wegen van Brussel Mobiliteit aan de Gewestelijke Overheidsdienst van Brussel die de gemeente Sint-Joosten-Node informeert over haar bedoeling om een opdracht van levering van dooizouten te gunnen voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in vier percelen, in de vorm van een aankoopcentrale geopend bij de MIVB alsook in de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;
Overwegende dat het mechanisme van groepering van bestellingen via een Aankoopcentrale kan leiden tot een besparing van aan te wenden middelen door het dubbel gebruik te vermijden van personeel, capaciteiten, budgettaire middelen en materiaal ;
Overwegende het bijzonder bestek nr. R18.018 en de inventaris betreffende de « levering van dooizouten voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest » ;
Overwegende de bijgevoegde tabel met de eenheidsprijzen;
Overwegende dat deze opdracht voorzien is voor een duur van twee jaar, met mogelijkheid van verlenging voor een maximale duur van één kalenderjaar ;
Overwegende het protocolakkoord dat het kader vaststelt voor de realisatie van een Aankoopcentrale tussen de organiserende aanbestedende overheid Brussel Mobiliteit, Directie Regie der Wegen, gelegen Jules Coxstraat 9-11 te 1160 Brussel, en de gemeente Sint-Joosten-Node ;
Overwegende het advies van de Dienst Openbare Netheid ten gunste van een aansluiting van de gemeente Sint-Joosten-Node bij de bovenvermelde Aankoopcentrale, op basis van het bijzonder bestek nr. R18.018 ;
Overwegende dat de aanbestedende overheid aangesloten bij een Aankoopcentrale tot geen enkele exclusiviteit gehouden is ten opzichte van de opdrachtnemer van een opdracht afgesloten door bemiddeling van een Aankoopcentrale ;
Overwegende bijgevolg dat de aangesloten aanbestedende overheid tijdens de duur van de aansluiting bij de opdracht een beroep kan doen op andere opdrachtnemers voor de aankoop van benodigdheden identiek of aan of vergelijkbaar met deze beschreven in de documenten van de overheidsopdracht gegund door de Aankoopcentrale ;
Overwegende dat de uitgaven, geraamd op een jaarlijks bedrag van 20.000,00 € BTW inclusief, kunnen worden ingeschreven op artikel 4210/124-02 van de gewone begroting van dienstjaren 2018 en volgende, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de Gemeenteraad en door de Toezichthoudende Overheid ;

Beslist :

- om aan te sluiten bij de Aankoopcentrale met betrekking tot de levering van dooizouten voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegund door de Directie Regie der Wegen van Brussel Mobiliteit aan de Gewestelijke Overheidsdienst van Brussel ;
- om het protocolakkoord goed te keuren dat werd toegevoegd in de bijlage en dat het kader vaststelt voor de realisatie van een Aankoopcentrale tussen de organiserende aanbestedende overheid Brussel Mobiliteit, Directie Regie der Wegen, gelegen Jules Coxstraat 9-11 te 1160 Brussel, en de gemeente Sint-Joosten-Node ;
- om de uitgaven te financieren door de kredieten ingeschreven op artikel 4210/124/02 van de gewone begroting van dienstjaren 2018 en volgende, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de Gemeenteraad en door de Toezichthoudende Overheid.

5 annexes / 5 bijlagen

17.12.2018/A/0036 **Enseignement communal; délégation du pouvoir de nomination du personnel enseignant du Conseil communal au Collège des Bourgmestre et Echevins.**

Le Conseil communal,

Vu l'adoption par le Gouvernement de la Région bruxelloise en date du 24/03/2016 d'une ordonnance notifiant l'article 149.2° de la Nouvelle loi communale en ce qui concerne la nomination du personnel enseignant ;

Vu sa publication au Moniteur en date du 01/04/2016 ;

Vu que le Conseil communal est désormais autorisé à déléguer au Collège des Bourgmestre et Echevins le pouvoir de nomination du personnel enseignant à l'exclusion du personnel enseignant exerçant des fonctions de sélection et de promotion ;

Décide :

De déléguer au Collège des Bourgmestre et Echevins, conformément au prescrit de l'article 149.2° de la Nouvelle loi communale, le pouvoir de nomination du personnel enseignant à l'exclusion du personnel enseignant exerçant des fonctions de sélection et de promotion .

17.12.2018/A/0037 **Enseignement; projet "A L'Ecole"; prolongation de la convention de collaboration pour l'année civile 2019.**

Le Conseil communal,

Vu la Note de Politique Générale 2012-2018 adoptée par le Conseil communal ;

Vu la mise en place au cours de l'année scolaire 2013-2014 du projet "A L'Ecole" au sein des 5 établissements scolaires fondamentaux communaux francophones ;

Vu également la mise en place d'un prestataire-ALE au sein du Lycée Guy Cudell et l'élargissement du dispositif à l'école fondamentale communale néerlandophone "Sint-Joost-aan-Zee" ;

Vu la globalisation de ces différents projets dans une même convention depuis le 1er janvier 2017 ;

Vu le souhait, pour l'année civile 2019, d'élargir les prestations des prestataires-ALE de 10h à 12h, pendant les périodes hivernales, dans les 5 écoles fondamentales communales francophones afin de distribuer la soupe et d'effectuer le nettoyage du matériel nécessaire à la distribution de la soupe ;

Considérant qu'une nouvelle convention définissant les modalités de collaboration pour l'année civile 2019 a été réalisé ;

Vu que l'asbl para-communale AISSJ est incluse dans ladite proposition de convention ;

Vu l'estimation budgétaire globale du dispositif s'élevant à 104.171,20 € ;

Décide :

- D'approuver et de signer la nouvelle proposition tripartite entre l'Agence Locale pour l'Emploi de Saint-Josse-ten-Noode, la Commune et l'asbl AISSJ permettant la poursuite du dispositif du projet "A L'Ecole" au sein des 7 établissements scolaires pré-cités durant l'année civile 2019 ;
- De prendre en charge financièrement le projet ;
- D'imputer les dépenses aux articles budgétaires 7210/124-06, 7220/124-06, 7211/124-06, 7221/124-06, 7310/124-06 du budget ordinaire de l'exercice 2019 (sous réserve d'approbation du budget par le Conseil communal et la tutelle) de la manière suivante :

- 7210/124-06 : 31.677,80 €
- 7220/124-06 : 63.386,90 €
- 7211/124-06 : 1.761,20 €
- 7221/124-06 : 3.529,85 €
- 7310/124-06 : 3.815,45 €

Onderwijs; project "A L'Ecole; verlenging van de samenwerkingsovereenkomst voor het dienstjaar 2019.

De Gemeenteraad,

Gelet op de Algemene Beleidsnota 2012-2018 goedgekeurd door de Gemeenteraad ;
Gelet op het stand brengen in de loop van het schooljaar 2013-2014 van het project "Op School" binnen de 5 Franstalige gemeentelijke basisscholen ;

Gelet tevens op de aanstelling van een PWA-dienstverlener binnen het Guy Cudell Lyceum en de uitbreiding van de voorziening in de Nederlandstalige basisschool "Sint-Joost-aan-Zee" ;

Gelet op de globalisatie van deze verschillende projecten in een zelfde overeenkomst sedert 1 januari 2017 ;

Overwegende de wens, voor het jaar 2019, om de prestaties van de PWA-dienstverleners uit te breiden van 10u tot 12u, gedurende de winterperiode, in de 5 Franstalige gemeentelijke basisscholen om de soep te verdelen en de reiniging van het materiaal uit te voeren dat nodig is voor de verdeling van de soep ;

Overwegende dat een nieuwe overeenkomst met vaststelling van de samenwerkingsmodaliteiten voor het kalenderjaar 2019 werd opgesteld ;

Gezien de paracommunale vzw AISSJ inbegrepen is in dit voorstel van overeenkomst ;

Gezien de totale begrotingsraming van de voorziening 104.171,20 € bedraagt;

Beslist :

- Om de tripartiete overeenkomst goed te keuren en te ondertekenen tussen het Plaatselijk Tewerkstellingsagentschap van Sint-Joost-ten-Node, de Onderwijsdepartementen en de vzw AISSJ die de voortzetting mogelijk maakt van het project "Op School" binnen de 7 voornoemde scholen gedurende kalenderjaar 2019 ;

- Om het project financieel ten laste te nemen ;

- Om de uitgaven te boeken op de begrotingsartikelen 7210/124-06, 7220/124-06, 7211/124-06, 7221/124-06, 7310/124-06 van de gewone begroting van dienstjaar 2019 (onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de Gemeenteraad en het toezicht) als volgt :

7210/124-06 : 31.677,80 €

7220/124-06 : 63.386,90 €
7211/124-06 : 1.761,20 €
7221/124-06 : 3.529,85 €
7310/124-06 : 3.815,45 €

5 annexes / 5 bijlagen

Verslag.doc, Samenwerkingsovereenkomst 2018.odt, Projet ALECOLE - Plan budgétaire 2019 ventilé.pdf, Convention ALECOLE 2019 - proposition.pdf, Rapport CC - Projet A L'Ecole 2019.pdf

17.12.2018/A/0038 **Musée Charlier; convention de partenariat "Brussels Card" 2019.**

Le Conseil Communal,

Vu les articles 117 et 135 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu le projet de convention de partenariat dans le cadre de la participation du Musée Charlier à la carte culturelle nommée "Brussels Card" ;

Considérant que le Musée Charlier est membre du Conseil bruxellois des Musées, asbl à l'initiative de ce support promotionnel ;

Considérant que le Musée Charlier souhaite y participer afin de toucher un public plus large, et notamment les touristes en court séjour dans notre capitale ;

Considérant qu'une participation au projet permettant de s'assurer une meilleure visibilité et d'augmenter les recettes est de nature à s'inscrire dans la démarche recherchée par le Musée Charlier;

Considérant que le Musée Charlier s'engage essentiellement à octroyer un accès illimité et gratuit aux titulaires de la "Brussels Card" et à promouvoir la "Brussels Card" auprès de ses visiteurs à l'aide des dépliant et autocollants mis à sa disposition ;

Considérant que le Conseil Bruxellois des Musées s'engage à partir du 01/02/2019 à indemniser le Musée Charlier pour toutes les entrées avec la Brussels Card en rétrocédant à 60% du prix d'entrée total du musée (5 euro). Le nouveau contrat prendra effet le 01/02/2019 et court jusqu'au 31/01/2020.

Considérant que le Conseil bruxellois des Musées, en collaboration avec Visit Brussels, assure l'organisation, la promotion, la commercialisation et la coordination générale du projet ;

Décide :

1. d'approuver le projet de convention partenariat dans le cadre de la participation du Musée Charlier à la carte culturelle "Brussels Card" dont une copie est jointe au dossier ;
2. d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Échevins à signer tous les documents s'y rapportant ;

3. de verser les recettes de cette participation à l'article budgétaire 7710/161/04 du service ordinaire 2019.

Charliermuseum; overeenkomst "Brussels Card" 2019.

De Gemeenteraad,

Gezien de artikelen 117 en 135 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien het ontwerp van overeenkomst betreffende de deelname van het Charliermuseum aan de museumkaart "Brussels Card" ;

Overwegend dat het Charliermuseum lid is van de Brusselse Museumraad, de vzw die het initiatief nam voor deze promotionele ondersteuning ;

Overwegende dat het Charliermuseum er naar streeft om een breder publiek aan te spreken, en meer bepaald de korteverblijftoeristen van onze hoofdstad ;

Overwegende dat een deelname aan dit project een groter zichtbaarheid biedt en de inkomsten verhoogt, hetgeen beantwoordt aan de betrachtingen van het Charliermuseum ;

Overwegende dat het Charliermuseum zich ertoe verbindt onbeperkte vrije toegang aan de houders van een Brussels Card te verlenen en de Brussels Card te promoten bij de bezoekers door de promotiemateriaal ter beschikking te stellen;

Overwegende dat de Brusselse Museumraad zich ertoe verbindt het Charliermuseum vanaf 1 februari 2019 als volgt te vergoeden : een terugbetaling aan 60% van de toegangsprijs aan vol tarief (5 euro). Het nieuwe contract zal ingaan op 01/02/2019 en lopen tot 31/01/2020.

Overwegende dat de Brusselse Museumraad, in samenwerking met Visit Brussels, zorgt voor de algemene organisatie, promotie, commercialisering en coördinatie van het project;

Beslist:

1. het ontwerp van overeenkomst voor deelname van het Charliermuseum aan de "Brussels Card" goed te keuren, een kopie hiervan is als bijlage bij dit dossier gevoegd;
2. het College van Burgemeester en Schepenen te machtigen alle documenten die hierop betrekking hebben, te ondertekenen;
3. de ontvangsten van deze deelname in te schrijven op het begrotingsartikel

7710/161/04 van de gewone dienst 2019.

3 annexes / 3 bijlagen

Contract museum Famoco kaartlezer.doc, Contrat musees lecteur Famoco.doc, CR Brussels Card 2019.doc

17.12.2018/A/0039 **Culturele instellingen; subsidie tussen €1250€ en 12.500€ voor het jaar 2018; vzw Ten Noey.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle van de toekenning en het gebruik van bepaalde toelagen, wordt de subsidiëring toegekend om de kosten gedeeltelijk of volledig te dekken om de vereniging te steunen voor de realisatie van haar statutaire doel, die nuttige activiteiten voor het algemene belang promoten;

Gelet op de goedkeuring van het budget door het Gemeenteraad in zijn zitting van 18 december 2017;

Gelet op de toekenning van de toelage aan de culturele instellingen op verschillende artikels van het budget 2018 door de gemeenteraad in zijn zitting van 26 maart 2018;

Gezien de vereniging haar kandidatuursformulier op 15 september 2018 correct heeft doorgestuurd;

Gezien de resultatenrekening van het Gemeenschapscentrum Ten Noey vzw, voor het dienstjaar 2017, waar er afgelezen kan worden dat er €140,36 winst geboekt werd;

Beslist,

De toekenning van een subsidie van 6.500€ aan het Gemeenschapscentrum Ten Noey vzw, te verrekenen op haar rekeningnummer BE75 7340 1652 3351;

Begrotingsartikel : 7622/332-02 – Begroting 2018.

5 annexes / 5 bijlagen

Aanvraag subsidies GC Ten Noey.pdf, Conseil FR et NL_subsidies communales 2018_18-03-26.pdf, 2. Blanco formulier Ten Noey.pdf, 1. Brief gericht naar GC Ten noey.pdf, Rapport.pdf

17.12.2018/A/0040 **Crèche communale « Joost-e-Fien » et école maternelle « Sint-Joost-aan-Zee » ; Travaux de rénovation ; Approbation augmentation de l'estimation. (Complémentaire)**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures

et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;
Considérant que le marché de conception pour le marché “ Crèche communale « Joost-e-Fien » et école maternelle « Sint-Joost-aan-Zee » ; Travaux de rénovation” a été attribué à un bureau d'études ;
Considérant le cahier des charges N° 2018/3481 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet et le Département des Travaux Publics ;
Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 1.060.025,74 € (21% TVA comprise) ;
Vu la décision du conseil communal du 25 juin 2018 approuvant les conditions, le montant estimé et la procédure de passation (procédure ouverte) de ce marché ;
Vu l'avis de marché 2018-524420 paru le 27 août 2018 au niveau national ;
Considérant que les offres devaient parvenir à l'administration au plus tard le 4 octobre 2018 à 11h00 ;
Considérant que le délai de validité des offres est de 180 jours de calendrier et se termine le 2 avril 2019 ;
Considérant que 2 offres sont parvenues et qu'après analyse de ces dernières, l'offre pressentie pour l'attribution dépasse l'estimation du projet de 528.040,75 € TVAC ;
Considérant que le coût du projet d'un montant de 1.060.025,74 € (21% TVA comprise) a été sous-estimé et qu'il y a lieu dès lors de réévaluer l'estimation en la portant au montant de 1.588.066,49 € TVAC soit une augmentation de 528.040,75 € TVAC ;
Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2018, articles 8441-724-60, 7211-723-60 et 7211-724-60 ;
Considérant que ce crédit serait financé par emprunt ;

Décide :

- d'approuver l'augmentation de l'estimation en la portant montant de 1.588.066,49 € TVAC pour le marché “ Crèche communale « Joost-e-Fien » et école maternelle « Sint-Joost-aan-Zee » ; Travaux de rénovation” ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2018, articles 8441-724-60 (32%), 7211-723-60 (39%) et 7211-724-60 (29%).

**Gemeentelijke kribbe « Joost-e-Fien » en kleuterschool « Sint-Joost-aan-Zee » ;
Renovatiewerken ; Goedkeuring verhoging van de raming. (Aanvullend)**

De Raad ,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;
Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;
Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;
Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken,

leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;
Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;
Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998, houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en zijn wijzigingen;
Overwegende dat de ontwerpopdracht voor de opdracht “ Gemeentelijke kribbe « Joost-e-Fien » en kleuterschool « Sint-Joost-aan-Zee », Renovatiewerken, werd gegund aan een studie bureau ;
Overwegende bestek Nr. 2018/3481 betreffende deze opdracht opgesteld door de projectontwerper en het Departement Openbare Werken ;
Overwegende dat het geraamde bedrag van deze opdracht 1.060.025,74 € (21% BTW inclusief) bedraagt;
Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 25 juni 2018 tot goedkeuring van de voorwaarden, het geraamde bedrag en de gunningsprocedure (open procedure) van deze opdracht ;
Gelet op de aankondiging van opdracht 2018-524420 verschenen op 27 augustus 2018 op nationaal niveau;
Overwegende dat de offertes op het gemeentebestuur dienden toe te komen ten laatste op 4 oktober 2018 om 11u00 ;
Overwegende dat de geldigheidstermijn van de offertes 180 kalenderdagen bedraagt en eindigt op 2 april 2019 ;
Overwegende dat er 2 offertes zijn toegekomen en dat na analyse van deze laatste de offerte die in aanmerking kwam voor gunning de raming van het project overschrijdt met 528.040,75 € BTW incl. ;
Overwegende dat de kost van het project voor een bedrag van 1.060.025,74 € (21% BTW incl.) werd onderschat en dat bijgevolg de raming opnieuw dient te worden geëvalueerd door deze te brengen op het bedrag van 1.588.066,49 € BTW incl. hetzij een verhoging van 528.040,75 € BTW incl. ;
Overwegende dat het krediet dat deze uitgave toelaat ingeschreven werd op de buitengewone begroting van dienstjaar 2018, artikelen 8441-724-60, 7211-723-60 en 7211-724-60 ;
Overwegende dat dit krediet zal worden gefinancierd door een lening ;

Beslist :

- om de verhoging van de raming goed te keuren door deze te brengen op een bedrag van 1.588.066,49 € BTW incl. voor de opdracht “ Gemeentelijke kribbe « Joost-e-Fien » en kleuterschool « Sint-Joost-aan-Zee » ; Renovatiewerken” ;
- om deze uitgave te financieren door het krediet ingeschreven op de buitengewone begroting van dienstjaar 2018, artikelen 8441-724-60 (32%), 7211-723-60 (39%) en 7211-724-60 (29%).

2 annexes / 2 bijlagen

Délibération conditions du marché.pdf, analyse succinte.pdf

17.12.2018/A/0041 Ecole communale "Henri Frick"; Travaux de rénovation des vestiaires et des salles de gymnastique ; Approbation augmentation de l'estimation. (Complémentaire)

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;
Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;
Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 2° (la valeur estimée HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000,00 €) ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ultérieures ;
Vu l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, et ses modifications ultérieures ;
Considérant que le marché de conception pour le marché "Ecole communale "Henri Frick"; Travaux de rénovation des vestiaires et des salles de gymnastique " a été attribué à un bureau d'études ;
Considérant le cahier des charges N° 2018/3492 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet et le Département des Travaux Publics ;
Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 202.313,22 € (6% TVA comprise) ;
Vu la décision du conseil communal du 25 juin 2018 approuvant les conditions, le montant estimé et la procédure de passation (procédure négociée directe avec publication préalable) de ce marché ;
Vu l'avis de marché 2018-524622 paru le 28 août 2018 au niveau national ;
Considérant que les offres devaient parvenir à l'administration au plus tard le 26 septembre 2018 à 11h00 ;
Considérant que le délai de validité des offres est de 180 jours de calendrier et se termine le 25 mars 2019 ;
Considérant que 3 offres nous sont parvenues et qu'après analyse de ces dernières, l'offre régulière présentée pour l'attribution dépasse l'estimation du projet de 119.561,27€ TVAC ;
Considérant que le coût du projet d'un montant de 202.313,22 € (6% TVA comprise) a été sous-estimé et qu'il y a lieu dès lors de réévaluer l'estimation en la portant au montant de 321.874,75€ TVAC soit une augmentation de de 119.561,27€ TVAC ;
Considérant que le crédit permettant cette dépense et inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2018, articles 7210/724/60 et 7220/724/60 ;
Considérant que le crédit non subsidié sera financé par emprunt ;

Décide

- d'approuver l'augmentation de l'estimation en la portant au montant de 321.874,75€

(6% TVA comprise) pour le marché Ecole communale "Henri Frick"; Travaux de rénovation des vestiaires et des salles de gymnastique ;
- de prévoir un montant de 32.187,47€ TVAC (10% du montant de l'offre) pour la révision des prix et des quantités présumées ;
- de financer la dépense totale de 354.062,22 € (6% TVA Comprise) par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2018, articles 7210/724/60 (39%) et 7220/724/60 (61%).

Gemeenteschool "Henri Frick"; Renovatiewerken van de kleedkamers en de turnzalen ; Goedkeuring verhoging van de raming. (Aanvullend)

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;
Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;
Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;
Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;
Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 2°(de geraamde waarde excl. BTW bedraagt niet meer dan de drempel van 750.000,00 €) ;
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;
Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998, houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en zijn wijzigingen;
Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, en latere wijzigingen ;
Overwegende dat de ontwerpopdracht voor de opdracht "Gemeenteschool "Henri Frick"; Renovatiewerken van de kleedkamers en de turnzalen", werd gegund aan een studie bureau ;
Overwegende bestek Nr. 2018/3492 betreffende deze opdracht opgesteld door de projectontwerper en het Departement Openbare Werken ;
Overwegende dat het geraamde bedrag van deze opdracht 202.313,22 € (6% BTW inclusief) bedraagt;
Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 25 juni 2018 tot goedkeuring van de voorwaarden, het geraamde bedrag en de gunningsprocedure (vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking) van deze opdracht ;
Gelet op de aankondiging van opdracht 2018-524622 verschenen op 28 augustus 2018 op nationaal niveau;
Overwegende dat de offertes op het gemeentebestuur dienden toe te komen ten laatste op 26 september 2018 om 11u00 ;
Overwegende dat de geldigheidstermijn van de offertes 180 kalenderdagen bedraagt en eindigt op 25 maart 2019 ;
Overwegende dat er 3 offertes zijn toegekomen en dat na analyse van deze laatste, de

regelmatige offerte die in aanmerking kwam voor gunning de raming van het project overschrijdt met 119.561,27 € BTW incl. ;

Overwegende dat de kost van het project voor een bedrag van 202.313,22 € (6% BTW incl.) werd onderschat en dat bijgevolg de raming opnieuw dient te worden geëvalueerd door deze te brengen op het bedrag van 321.874,75 € BTW incl. hetzij een verhoging van 119.561,27 € BTW incl. ;

Overwegende dat het krediet dat deze uitgave toelaat ingeschreven werd op de buitengewone begroting van dienstjaar 2018, artikelen 7210/724/60 en 7220/724/60;

Overwegende dat het niet-gesubsidieerde krediet zal worden gefinancierd door een lening ;

Beslist

- om de verhoging van de raming goed te keuren door deze te brengen op een bedrag van 321.874,75€ (6% BTW inclusief) voor de opdracht “ Gemeenteschool "Henri Frick"; Renovatiewerken van de kleedkamers en de turnzalen” ;

- om een bedrag van 32.187,47€ BTW incl. (10% van het bedrag van de offerte) te voorzien voor de prijsherziening en de vermoedelijke hoeveelheden ;

- om deze totale uitgave van 354.062,22 € (6% BTW inclusief) te financieren door het krediet ingeschreven op de buitengewone begroting van dienstjaar 2018, artikelen 7210/724/60 (39%) en 7220/724/60 (61%).

2 annexes / 2 bijlagen

délibération conditions.pdf, analyse succinte.pdf

17.12.2018/A/0042 **Evaluatie project schoolstraat in de Grensstraat ; interpellatie ingediend door Dhr. Fr. ROEKENS, Gemeenteraadslid. (Aanvullend)**

1 annexe / 1 bijlage

2018.12.17 - Evaluatie project schoolstraat in de Grensstraat; interpell. F.

ROEKENS.pdf

17.12.2018/A/0043 **Interpellation de Monsieur Muhamet BEGAJ concernant « le projet mursmurs au Lycée Guy Cudell » au Conseil communal du 17 décembre 2018. (Complémentaire)**

1 annexe / 1 bijlage

2018.12.17 - projet mursmurs; interpell. M. BEGAJ..pdf

17.12.2018/A/0044 **Interpellation de Madame Hatice OZLUCANBAZ concernant « la soupe hivernale gratuite dans toutes les écoles fondamentales de notre commune » au Conseil communal du 17 décembre 2018. (Complémentaire)**

1 annexe / 1 bijlage

2018.12.17 - soupes hivernales écoles; interpell. H. Ozlucanbaz.pdf

17.12.2018/A/0045 **Interpellation de Monsieur Ismaïl LUAHABI concernant « les initiatives prévues pour l'amélioration du cadre de vie et la revitalisation des noyaux commerciaux »**

au Conseil communal du 17 décembre 2018. (Complémentaire)

1 annexe / 1 bijlage

20181217 - commerces; interpell. I. LUALABI.pdf